



25.026

**Keine 10-Millionen-Schweiz!
(Nachhaltigkeits-Initiative).
Volksinitiative****Pas de Suisse à 10 millions !
(initiative pour la durabilité).
Initiative populaire***Fortsetzung – Suite*

CHRONOLOGIE

NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 22.09.25 (ERSTRAT - PREMIER CONSEIL)

NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 25.09.25 (FORTSETZUNG - SUITE)

NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 25.09.25 (FORTSETZUNG - SUITE)

Präsidentin (Riniker Maja, Präsidentin): Wir führen die allgemeine Aussprache über die Volksinitiative in Vorlage 1 und die Debatte über das Eintreten auf den direkten Gegenentwurf in Vorlage 2 fort.

Bühler Manfred (V, BE): C'est bien sûr un plaisir, en tant que représentant de la minorité francophone du canton de Berne, de pouvoir m'adresser à vous en cette journée du plurilinguisme. Je le ferai avec plaisir dans la langue minoritaire du canton de Berne, mais néanmoins importante, qu'est le français.

L'initiative pour la durabilité vise à reprendre en main ce que le peuple suisse a déjà voulu reprendre en main le 9 février 2014, à savoir les flux migratoires. Il ne s'agit pas de pointer du doigt des personnes. Il ne s'agit pas de dénigrer des groupes entiers de personnes. Il ne s'agit pas de minimiser le travail fantastique de milliers de personnes étrangères dans des professions qualifiées ou non qualifiées. Non, notre reconnaissance sincère va à toutes ces personnes qui travaillent dur, chaque jour, en respectant nos valeurs typiquement suisses d'honnêteté et d'intégrité. Non, il s'agit de reprendre le contrôle sur un phénomène dont l'ampleur et les effets délétères ne peuvent plus être cachés. Même les prestidigitateurs politiques les plus talentueux n'y arrivent plus. Le lapin est sorti du chapeau et tout le monde le voit. La migration de masse qui assiège notre pays depuis plus de 25 ans a fait exploser la population de 2 millions de personnes. Un des symptômes les plus marquants de cette évolution est la situation sur le front de la criminalité et de la violence. Alors, bien sûr, il ne s'agit aucunement de prétendre que les 2 millions de personnes supplémentaires qui vivent en Suisse sont toutes délinquantes ou criminelles. Nous savons tous que ce n'est pas le sujet. Il s'agit néanmoins de voir les faits tels qu'ils sont. Parmi les trop nombreuses personnes qui se sont installées en Suisse grâce au cadre légal actuel se trouvent aussi, il faut le savoir, de mauvais garçons. Dans son ouvrage de référence publié cette année et intitulé "Schattenseiten der Migration: Zahlen, Fakten, Lösungen", le psychiatre bien connu Frank Urbaniok a mis en lumière cette cruelle réalité. Dans un travail scientifique rigoureux de compilation de données complexes, M. Urbaniok a mis en lumière la surreprésentation, parfois dramatique, de certaines nationalités dans la commission de crimes et délits. Le travail a été fait de manière rigoureuse en comparant ce qui est comparable, en tenant compte de la criminalité rapportée à la proportion de chaque groupe considéré dans la population.

Je n'ai pas le temps d'entrer dans les détails des chiffres ; chacune et chacun peut se documenter en lisant cet ouvrage parfaitement accessible. On peut simplement retenir que pour certains délits ou crimes, certaines nationalités sont plusieurs dizaines ou parfois plusieurs centaines de pour-cent davantage représentées. Ces chiffres sont effrayants et sont soigneusement cachés dans toutes sortes d'explications de sociologues et de criminologues pas vraiment de droite, qui parlent sans cesse de "condition sociale", de "traumatismes" et d'autres facteurs pour expliquer la criminalité.

AB 2025 N 1842 / BO 2025 N 1842

Non, ces facteurs ne sont pas les principaux facteurs déterminants. Ce qui est déterminant, bien souvent, c'est l'arrière-plan culturel de personnes qui arrivent dans notre pays. Certaines nationalités ne posent aucun





problème notable. C'est une évidence. C'est en particulier le cas avec certaines communautés asiatiques. Ce n'est pas le cas avec des communautés de certains pays que je ne vais pas nommer explicitement pour ne pas me faire accuser de tout et de n'importe quoi. Encore une fois, lisez l'ouvrage. Les faits sont clairs. Reprendre la maîtrise de l'immigration est donc un instrument de sécurité publique évident. En réduisant le nombre de personnes qui pourront s'installer en Suisse, en reprenant la maîtrise de nos frontières, nous pourrions filtrer beaucoup mieux les personnes et éviter que des criminels et des délinquants arrivent ou restent sur notre territoire.

Je cite le texte de l'initiative : "Si la population résidente permanente de la Suisse dépasse neuf millions et demi de personnes avant l'année 2050, le Conseil fédéral et l'Assemblée fédérale, dans les limites de leurs compétences respectives, prennent des mesures, en particulier en matière d'asile et de regroupement familial". Nous savons que les filières que je viens de citer sont privilégiées par des personnes aux intentions délétères. L'initiative pour la durabilité, nous le savons, ne résoudra pas tout, certes, mais elle contribuera à faire savoir au monde entier : non, la Suisse, ce n'est pas "open bar". Non, la Suisse ce n'est pas "venez comme vous êtes". Non, la Suisse, ce n'est pas un libre-service. La Suisse est notre joyau, dont nous avons collectivement la responsabilité. En laissant les portes et les fenêtres ouvertes aux quatre vents et en laissant la population exploser de manière aussi délirante que ces 25 dernières années, nous trahissons les engagements de nos aïeux. La Suisse n'a pas été fondée pour se dissoudre dans un village global sans frontières où chacune et chacun peut aller s'installer en fonction de son intérêt personnel.

En freinant une évolution démographique hors de contrôle, l'initiative pour la durabilité pose un jalon fondamental pour notre sécurité collective et pour le bien-être des générations futures.

Tuosto Brenda (S, VD): Si l'initiative de l'UDC était acceptée, le tourisme, secteur vital pour l'économie suisse et indispensable à la survie de nombreuses régions, serait gravement entravé. L'hôtellerie et la restauration perdraient un cinquième de leur main-d'oeuvre, alors qu'elles souffrent déjà d'une pénurie. Cela mènerait à des fermetures, à un recours au travail au noir, à des expulsions et à des condamnations, aggravant ainsi les tensions politiques et sociales – je clos ici la liste. Cette mise en garde est tirée d'un argumentaire de novembre 1988 du Comité romand contre la sixième initiative xénophobe. Depuis les années 1970, on ne compte plus les initiatives visant à lutter contre la soi-disant surpopulation étrangère. La Suisse a passé le cap des 6 millions d'habitants en 1967, mais, pour certains, c'était déjà trop. Heureusement, toutes les initiatives Schwarzenbach ont échoué dans les urnes. L'UDC a pourtant repris le flambeau de l'Action nationale et nous propose ainsi, aujourd'hui, de plafonner la Suisse à 10 millions d'habitants avant 2050, alors que, pas plus tard qu'en 2020, son initiative de limitation a été rejetée à 61 pour cent et par 19 cantons. Ce résultat n'est-il pas clair ? Nous sommes en 2025. Plus d'un tiers de la population active est d'origine étrangère. La Suisse est attractive, elle crée des emplois, mais il n'y a pas assez de main-d'oeuvre indigène pour les occuper. L'économie suisse doit-elle cesser de croître pour satisfaire à l'injonction politique de l'UDC ? Cette initiative, qui n'amène rien de neuf ni d'utile dans la Constitution fédérale, vise à assurer un développement durable de la population, en particulier en vue de protéger l'environnement et dans l'intérêt de la conservation durable des ressources naturelles, comme cela est indiqué dans le texte. Sous couvert de belles paroles, l'UDC cherche à nous faire accepter l'inacceptable : résilier l'accord de libre circulation des personnes, saboter les accords bilatéraux et ruiner les négociations avec l'Union européenne, pourtant approuvées à plusieurs reprises par le peuple. Un "oui" à ce texte détruirait les résultats des négociations au cours.

Si l'UDC se préoccupait vraiment de l'environnement, elle devrait cesser de bloquer et de rejeter les propositions visant à lutter contre les effets du réchauffement climatique, notamment l'affaiblissement de la loi sur le CO₂. N'oublions pas un fait historique : l'ensemble des grands ouvrages de construction de notre pays, le Simplon, avec 14 000 ouvriers, le Gothard, 5000, ou encore le Lötschberg, ont été construits grâce à une main-d'oeuvre étrangère, principalement italienne. Ces infrastructures au service direct de notre économie n'existeraient tout simplement pas sans cette contribution étrangère. Maintenant que ces ouvrages sont là, il faudrait fermer les frontières et résilier les accords de libre circulation au nom de cette prétendue durabilité. Voilà toute l'hypocrisie de l'initiative UDC "Pas de Suisse à 10 millions !" : profiter du travail des étrangers hier, tout en leur claquant la porte aujourd'hui.

Laissez-moi conclure par une touche plus personnelle. C'est une fille d'immigrés italiens qui vous parle. Ma présence dans ce Parlement montre que l'intégration fonctionne. Si l'une ou l'autre des initiatives Schwarzenbach avait été acceptée, mes grands-parents et mes parents n'auraient certainement pas pu faire leurs vies en Suisse. Ce qu'il y a de profondément désagréable dans ce nouveau texte d'initiative, c'est que, malgré les nombreux refus de la population de limiter la population étrangère, l'UDC continue à faire croire aux Suissesses et aux Suisses que les problèmes qu'ils rencontrent sur le marché du travail ou la quête de logement,



c'est de la faute des autres, celle des étrangers.

Guardiamoci dall'intavolare discorsi di odio e dal designare gli stranieri come capri espiatori di tutti i nostri mali. Dobbiamo essere invece orgogliosi della nostra capacità di integrazione, della nostra economia efficiente. Siamo grati per il contributo che gli stranieri danno al nostro successo. Rifiutiamo con forza questo testo xenofobo e antieuropeo.

Jauslin Matthias Samuel (GL, AG): 60 Zentimeter: Etwa so viel Distanz braucht der Mensch zu seinem Mitmenschen, damit er sich von diesem nicht bedrängt fühlt. Kommt die fremde Nasenspitze näher, dann entsteht Stress, oder, um es mit dem Modewort zu sagen: Es entsteht Dichtestress. Stau auf den Strassen, Platznot im Zug, Enge beim Einkaufen, fehlendes Grün – seit die Schweiz 2012 den achtmillionsten Einwohner zählte, scheint die ganze Nation Dichtestresshormone auszuschütten.

Diese kollektive Stressdiagnose wird noch mit Hiobsbotschaften aus den Medien wie zum Beispiel jene, dass sich im Mittelland 440 Menschen auf einem Quadratkilometer drängten oder dass in Europa nur die Holländer noch dichter aufeinander lebten, untermauert.

Hinter der Empfindung der Enge steckt eine diffuse Angst vor Wachstum, vor Überfremdung, vor einer unsicheren Zukunft und vor dem Verlust der als unschuldig empfundenen Heimat. Diese Sorge ist nicht völlig unbegründet. Die Kriminalität ist zuletzt gestiegen, insbesondere bei den sogenannt übrigen Ausländerinnen und Ausländern, darunter Personen, die das Asylsystem gezielt missbrauchen, und wegen der unsäglichen Kriminaltouristen. Die Zunahme betrifft vor allem Personen ohne geregelten Aufenthalt. Medienberichte und eigene Erfahrungen verstärken das subjektive Unsicherheitsgefühl.

Die Grünliberale Fraktion fordert hier klare Verschärfungen gegenüber Straftätern. Wir erwarten koordinierte Massnahmen zwischen Polizei, Migrations- und Strafvollzugsbehörden. Wer sich nicht an unsere Regeln halten will, ist bei uns nicht willkommen. Gleichzeitig sei aber betont, dass über 95 Prozent der Asylsuchenden straffrei bleiben.

Die Bevölkerung wächst, von 6 Millionen im Jahr 1970 auf heute 9 Millionen Personen, bis 2050 werden es mindestens 10 Millionen sein. Die SVP will nun diese Obergrenze auf 10 Millionen fixieren. Notfalls soll auch die Personenfreizügigkeit mit der EU gekündigt werden. Fast 90 Prozent der Zuwanderer kommen aus der EU und sind Fachkräfte für die Schweizer Wirtschaft, geholt von der Schweizer Wirtschaft. Nun schiebt die SVP das Argument der Nachhaltigkeit vor, meint aber im Kern ihr Feindbild, die Asilmigration. Sie blendet aus, dass die Schweiz auch Arbeitskräfte aus dem Ausland braucht. Engpässe bei Wohnraum, Infrastruktur und

AB 2025 N 1843 / BO 2025 N 1843

Schulen sind keine Folge von Migration, sondern die Folge des Wachstums und des Wohlstandes.

Selbstverständlich soll die Schweiz die wesentlichen Elemente ihres Erfolgsmodells bewahren: Leistungsbereitschaft, Eigenverantwortung, ein gutes Bildungssystem, stabile Rahmenbedingungen für die Wirtschaft, Weltoffenheit, Integration von Einwanderern, direkte Demokratie, soziale Verantwortung und gelebter Gemein-sinn. Diese Faktoren prägen unser Land.

Daher ist die zentrale Frage nicht, wie wir die Zuwanderung begrenzen, sondern die Frage lautet, wie wir Wachstum und Integration nachhaltig gestalten. Es gilt, mit geschickter Raumplanung und guten Mobilitätskonzepten Arbeitsraum und Lebensraum zu vernetzen. Die Schweiz muss die Zukunft clever gestalten, statt Menschen pauschal als Problem darzustellen.

Wir wollen keine starre 10-Millionen-Grenze, sondern eine starke und aufgeschlossene Schweiz. Empfehlen Sie diese unehrliche Initiative zur Ablehnung.

de Courten Thomas (V, BL): Das Bevölkerungswachstum in unserem Land hat in den letzten Jahren wahrlich dramatische Ausmasse angenommen. Im Jahr 2022 sind über 180 000 Menschen in unser Land eingewandert – mehr Menschen, als die Stadt Basel zum Ende des gleichen Jahres Einwohner zählte. All diese Menschen brauchen unsere Infrastrukturen wie Strassen, Wohnungen, Spitäler und Schulhäuser. Sie brauchen Energie und Strom, sie brauchen Nahrungsmittel. Geht die ungebremsste Zuwanderung so weiter, werden wir in wenigen Jahren 10 Millionen Einwohner haben; 9 Millionen Einwohner haben wir schon.

Unser Land steht in vielen Bereichen am Rande eines Kollapses; die Schweiz ist zu klein, und der Raum ist begrenzt. Der Verkehr steht immer mehr still, Strassen und Schienen sind überlastet, die schützenswerte Schweizer Natur wird immer weiter zubetoniert, in den Schulen sprechen immer weniger Schüler Schweizer Mundart, Zugewanderte pflegen in Spitälern Zugewanderte, es wird überall immer enger.

Die Zuwanderung strapaziert auch unsere Sozialversicherungen. Von den Personen, die Arbeitslosengelder beziehen, sind deutlich über 50 Prozent Zuwanderer, obwohl ihr Anteil an der Gesamtbevölkerung nur 26 Pro-



zent ausmacht. Aufgrund der grosszügigen Sozialleistungen wird der Familiennachzug rege von Zuwanderern ohne Einkommen genutzt, die dann von Schweizer Steuerzahlern finanziert werden. Anspruch auf Arbeitslosengeld haben auch Zugewanderte, die vorher kaum etwas einbezahlt haben. Die Höhe der Sozialhilfe ist für die Zugewanderten so hoch wie für die Schweizer Bevölkerung. Sie dürfen auch Familienmitglieder nachziehen, die weit über die Kernfamilie hinausgehen, und dies auch dann, wenn sie nicht für deren Lebensunterhalt aufkommen können und über keine ausreichend grosse, selbst finanzierte Wohnung verfügen, um die Familie aufzunehmen. Zudem will das Parlament noch weiter gehen und Zuwanderer, die Sozialhilfe beziehen, gar nicht mehr ausschaffen.

In deutlicher Schieflage befindet sich auch die Arbeitslosenversicherung (ALV): Während bei den Schweizern das Verhältnis zwischen ALV-Beiträgen und ALV-Entschädigungen bei 1,31 liegt, liegt dieses Verhältnis bei EU-Zuwanderern bei 0,78 und bei jenen aus Drittstaaten sogar bei 0,38. Diese Entwicklung gibt wirklich Anlass zur Sorge, denn so werden unsere in Jahrzehnten durch harte Arbeit aufgebauten Sozialwerke durch die Zuwanderung zunehmend ausgehöhlt.

Wer die Strapazierung unserer Sozialwerke unterbinden und unsere Schweiz weiter lebenswert erhalten will, der unterstützt die Nachhaltigkeits-Initiative.

Molina Fabian (S, ZH): Die SVP-Kündigungs-Initiative will die Personenfreizügigkeit und damit auch die bilateralen Verträge mit der EU kündigen. Angesichts der geopolitischen Lage und der wirtschaftlichen Situation unseres Landes wäre eine solche Brückensprengung zu unseren Nachbarn ein Hochrisikoexperiment mit fatalem Ausgang.

Welche Auswirkungen ein Ende der Personenfreizügigkeit und eine Einschränkung des Zugangs zum EU-Binnenmarkt haben, können wir am Beispiel des Vereinigten Königreichs nach dem Brexit genau beobachten. Die britische Wirtschaft hat, verglichen mit dem Szenario, dass das Vereinigte Königreich in der EU geblieben wäre, einen BIP-Verlust von 4 Prozent erlitten. Bis 2035 dürfte es ein BIP-Verlust von bis zu 6 Prozent sein. Mit anderen Worten: Das Vereinigte Königreich hat gemäss Expertinnen und Experten jedes Jahr Produktivitätsausfälle in Höhe von 100 Milliarden Pfund zu verzeichnen. Und die Zuwanderung hat zugenommen, nicht abgenommen. Die Zuwanderung geschieht neu hauptsächlich aus Nicht-EU-Staaten, und die neu Zugewanderten von ausserhalb der EU haben im Schnitt schlechtere Löhne und schlechtere Arbeitsbedingungen als vor dem Brexit. Das wirkt sich negativ auf das ganze Lohngefüge aus.

Darum geht es der SVP wahrscheinlich auch. Wenn die Personenfreizügigkeit wegfällt, fällt auch der Lohnschutz weg. Das Schweizer Dispositiv zum Schutz von Löhnen und Arbeitsbedingungen ist das wichtigste Instrument, um dafür zu sorgen, dass der Wohlstandsgewinn durch die europäische Öffnung gerechter verteilt wird. Kurz: Fallen die Bilateralen und fällt die Personenfreizügigkeit weg, wird der Wohlstandskuchen nicht nur kleiner, sondern er wird auch noch ungerechter verteilt.

Mit und ohne Zuwanderung gilt eine einfache Regel: Für die strukturellen Ungerechtigkeiten in unserer Wirtschaft tragen jene die Verantwortung, die Macht und Geld haben, und nicht die Zugewanderten. Für hohe Mieten tragen Immobilienkonzerne, die ihren Profit illegalerweise vergrössern wollen, die Verantwortung; für tiefe Löhne Unternehmen, die nicht bereit sind, die Produktivitätsgewinne weiterzugeben; und für hohe Krankenkassenprämien die unsoziale Kopfprämie, welche die Reichen von einer gerechten Kostenbeteiligung an unserem Gesundheitswesen verschont. Alle diese Probleme liessen sich lösen: durch ein besseres Mietrecht, durch bessere Gesamtarbeitsverträge und durch einkommensabhängige Prämien. Aber all das verhindert die SVP – sie hetzt lieber gegen Ausländerinnen und Ausländer, statt die Probleme wirklich zu lösen.

Am Schluss müssen wir uns eine einfache Frage stellen: Wollen wir ein armes, abgeschottetes oder ein wohlhabendes, weltoffenes Land sein? Für mich ist es klar: Für eine weltoffene, wohlhabende und solidarische Schweiz sage ich Nein zu dieser Kündigungs-Initiative.

Egger Mike (V, SG): Von 2000 bis 2023 ist die Schweiz um 23,7 Prozent gewachsen, oder anders ausgedrückt: Sie ist 18-mal schneller gewachsen als Deutschland. Sogar in absoluten Zahlen ist die Schweiz stärker gewachsen als Deutschland. Es gibt 1,7 Millionen Menschen mehr in der Schweiz. Zum Vergleich: In Deutschland waren es im gleichen Zeitraum 1,1 Millionen mehr. Zwischen 2000 und 2006 lag der Jahresdurchschnitt der Nettoeinwanderung bei 38 575 Personen, nach der Einführung der vollen Personenfreizügigkeit lag er bei 77 072 Personen.

Wir sprechen heute über ein Generationenprojekt. Wollen wir weiterhin eine Schweiz mit überfüllten Zügen? Wollen wir weiterhin eine Schweiz mit verstopften Strassen? Wollen wir eine zubetonierte Schweiz? Wollen wir steigenden Ressourcenverbrauch? Wollen wir eine steigende Kriminalität in diesem Land? Diese Fragen müssen entsprechend beantwortet werden.



Bei der Infrastruktur ist es so, dass wir an den Anschlag kommen. Im Jahr 2000 hatten wir 7711 Stautunden, 2024 waren es 55 569 Stunden. Die Kosten allein für die Stautunden im Jahr 2023 werden auf 1,2 Milliarden Franken geschätzt. Und auch bei den SBB sieht es nicht besser aus: Im Jahr 2000 hatten wir 222 Millionen Personenfahrten, 2023 waren es 481 Millionen. Überlastung und Dichtestress, wo man in diesem Land hinschaut – und was machen wir aufgrund der fehlenden Infrastruktur? Wir verbetonieren das ganze Land. Liebe links-grüne Seite, damit gefährden wir die Biodiversität in diesem Land. Fakt ist nämlich, dass wir pro Stunde 2000 Quadratmeter grünen Boden verlieren, sieben Tage die Woche, 24 Stunden am Tag, 365 Tage im Jahr. Auch beim Wohnungsbau verdeutlicht sich dies enorm. Trotz 1,225 Millionen zusätzlicher Wohnungen seit dem Jahr 2000 gibt es eine Mangellage. Vier von fünf Wohnungen sind allein

AB 2025 N 1844 / BO 2025 N 1844

aufgrund der Zuwanderung notwendig. Die links-grüne Seite mit ihrer Zuwanderungspolitik – offene Grenzen für alle – ist die wahre Ursache für die Wohnungsnot und für die steigenden Mieten in diesem Land.

Auch beim Ressourcenverbrauch sieht es nicht anders aus. Fakt ist: Der Stromverbrauch pro Kopf ist von 2000 bis 2024 um 12 Prozent gesunken, in absoluten Zahlen gab es aber eine Zunahme von 10 Prozent.

Auch bei den Treibhausgasemissionen sieht es ähnlich aus. Wir haben es geschafft, diese seit 1990 pro Kopf um 44 Prozent zu senken. Aber in absoluten Zahlen sind es nur 26 Prozent.

Auf dieser Basis machen Sie in diesem Saal dann eine Politik mit immer mehr Gesetzen, mit immer mehr Vorschriften. Sie wollen den Fleischkonsum einschränken, Sie wollen ein Verbot von Verbrennungsmotoren, Sie wollen ein Verbot von fossilen Heizungen, Sie wollen flächendeckend eine Tempo-30-Zone und so weiter und so fort.

Die links-grüne Seite sagt zur Nachhaltigkeits-Initiative: "Ja, wir müssen diese bekämpfen, denn die Wirtschaft braucht Fachkräfte." Aber wenn Sie eine Politik mit immer mehr Verboten, immer mehr Vorschriften und Kosten in Milliardenhöhe betreiben, dann braucht die Wirtschaft keine Fachkräfte mehr, dann sind Sie die Totengräber der Schweizer Wirtschaft. Fakt ist nämlich: Allein 2024 kamen 88 000 zusätzliche Personen. Diese brauchen wiederum 40 000 neue Wohnungen, 1591 Pflegekräfte und 47 400 neue Autos, die auch wieder unterhalten werden müssen. All das braucht wieder neue Fachkräfte in diesem Land. So kommt man eben auf keinen grünen Zweig.

Auch bei der Kriminalität sieht das Ganze nicht besser aus. Wir lesen täglich davon: immer mehr Einbrüche, immer mehr Jugendgewalt, immer schwerere kriminelle Delikte. Von den 90 403 beschuldigten Straftätern im Jahr 2023 hatten über 55 Prozent eine ausländische Herkunft.

So kann es nicht weitergehen. Es braucht entsprechende Lösungen, nicht nur leere Worte. Wir müssen nicht nur anerkennen, dass die Zuwanderung zu Problemen führt, nein, wir brauchen endlich Lösungen. Die Nachhaltigkeits-Initiative schafft Lösungen für kommende Generationen, für eine Schweiz, die lebenswert ist.

Geschätzte Damen und Herren zuhause, ich bitte Sie: Schaffen Sie echte Lösungen. Schauen Sie, dass die Zuwanderung selbst gesteuert und reguliert wird. Nur so können wir etwas dafür machen, dass die Schweiz eben die Schweiz bleibt.

Roduit Benjamin (M-E, VS): La Suisse a de nombreuses traditions, fortes et vivantes, qui font la fierté de notre pays. De la lutte suisse aux vaches d'Hérens en passant par le cor des alpes, celles-ci participent à la construction de notre identité nationale et à la cohésion de notre pays. Au niveau politique également, notre pays est fort en traditions : esprit de concordance, tradition humanitaire et respect du multilatéralisme sont des fondements de notre orientation politique, au niveau national comme international. Toutefois, toutes les traditions ne sont pas bonnes à prendre, notamment lorsqu'elles sont lancées par une minorité politique en quête d'électoratisme facile.

Ainsi, depuis un certain nombre d'années, l'UDC s'est donné pour tradition le lancement d'initiatives anti-immigration et de remises en question de la libre circulation des personnes. De multiples fois, celles-ci ont été rejetées par le peuple, comme il y a cinq ans avec l'initiative de limitation, balayée à 61 pour cent. De plus, malgré le fait que près de 71 pour cent des Suisses soutenaient les accords bilatéraux en 2024 selon un sondage, l'UDC continue de déposer sur cette thématique des initiatives à vocation démagogique.

En conséquence, la première raison pour laquelle je vous appelle à recommander le rejet de cette initiative, c'est parce que nous devons défendre l'intégrité de nos traditions politiques et parce que nous devons dénoncer les tentatives de certains de les instrumentaliser.

Dans un autre ordre d'idée, il convient de parler du fond de cette initiative, en observant que son objectif révèle au mieux une certaine ignorance, au pire une irresponsabilité politique. Je m'explique : lors des précédentes initiatives isolationnistes lancées par l'UDC, la Suisse bénéficiait encore de différentes options dans ses orien-



tations en matière de relations extérieures. En effet, les États-Unis étaient encore un partenaire historique fiable, le retour de la Guerre froide que nous connaissons actuellement n'avait pas encore commencé et le droit international, économique et politique, était respecté. On pouvait alors imaginer que d'autres partenaires économiques s'offraient à la Suisse en dehors de l'Union européenne. Aujourd'hui, le trumpisme a transformé la politique commerciale américaine en racket, la guerre en Ukraine a remis en cause les fondements du droit international et la confrontation de blocs géopolitiques est redevenue la norme.

Dans ce contexte, soit les initiants ignorent la réalité politique, soit de manière irresponsable ils veulent sacrifier notre prospérité économique en se coupant de nos partenaires européens les plus fiables.

Soyons clairs : dans le contexte international actuel, la relation entre la Suisse et l'Europe est plus que jamais fondamentale sur le plan économique, sécuritaire et politique. Couper les accords bilatéraux en acceptant cette initiative serait un suicide diplomatique et économique, dans un monde où les États comme la Suisse ont de moins en moins voix au chapitre.

Pour éviter ce suicide, refusons cette initiative.

Nach reiflicher Überlegung frage ich mich schliesslich, ob es nicht das Ziel der Initianten ist, die Schweiz zum Bhutan inmitten Europas zu machen, einem kleinen Bergland, das zwischen Grossmächten eingeschlossen ist, vom Rest der Welt isoliert ist und in Autarkie lebt. Sie haben sicher verstanden, dass mich die Aussicht, unser Land zu isolieren und in eine wirtschaftliche Autarkie zu führen, kaum fasziniert.

Dennoch ist es notwendig, eine angemessene und ernsthafte politische Antwort auf die von der Initiative angesprochene Problematik zu finden. In diesem Sinne müssen wir unsere Perspektive ändern und im Gegensatz zu den Initianten die Einwanderung nicht als Problem, sondern als Herausforderung betrachten.

L'immigration n'est pas un problème, c'est un défi. C'est dans ce sens que le groupe du Centre propose un autre chemin avec la mise en place d'un contre-projet direct qui puisse à la fois permettre de couper court aux velléités isolationnistes de certains tout en répondant de façon pragmatique aux défis migratoires, en accord avec la voie bilatérale indispensable à la Suisse. Notre proposition permet de combiner préservation des ressources et ouverture humaine, de combiner des mesures ciblées dans les régions souffrant de la surpopulation et le maintien de notre relation privilégiée avec l'Union européenne, et, enfin, de combiner une meilleure intégration des populations étrangères sur le marché du travail et une réponse efficace et définitive aux initiatives sur l'immigration. Si l'on vise la durabilité, en référence au sous-titre de l'initiative, c'est la meilleure façon de l'atteindre.

In conclusione, la sfida migratoria deve essere presa sul serio, ma non deve essere sinonimo di isolamento internazionale ed economico della Svizzera.

Vi propongo di dire un grande no all'iniziativa "No a una Svizzera da 10 milioni" e di sostenere il nostro contro-progetto diretto.

Fehr Düsel Nina (V, ZH): Infolge der unkontrollierten Zuwanderung droht uns demnächst die 10-Millionen-Schweiz. Mehr Zuwanderung bringt eben nicht, wie oft behauptet, mehr Wohlstand, sondern vor allem auch Dichtestress. Gerade für mich als Frau ist die steigende Kriminalität ein Thema. Bei Gewaltdelikten ist der Ausländeranteil überproportional hoch. Bei Vergewaltigungen, häuslicher Gewalt und bei Überfällen zeigt die Kriminalitätsstatistik, dass viele Täter aus Südosteuropa kommen. Gerade muslimische Männer haben ein anderes Frauenbild, und Männer haben dort einen klar höheren Stellenwert als Frauen. Da frage ich mich immer, warum die linken Frauen, die emanzipiert sind, dieses Thema nicht mehr aufgreifen.

Die Kriminalität steigt mit der Zuwanderung, die Infrastruktur ist überfordert und stösst an ihre Grenzen. Bemerkbar macht

AB 2025 N 1845 / BO 2025 N 1845

sich dies auch an den Schulen. Das Bildungsniveau sinkt, viele Schüler können nicht richtig Deutsch und haben Mühe mitzukommen. Die integrative Schule kommt noch mehr an den Anschlag, wenn es zu viele fremdsprachige Kinder, vor allem aus bildungsschwachen Familien, in der Klasse hat.

Die Schweiz ist ein kleines Land, wir können nicht immer noch mehr Leute aufnehmen. Wir brauchen eine Grenze; diese will auch das Volk. Sagen wir Ja zu einer Schweiz, deren Wohnbevölkerung 10 Millionen vor 2050 nicht überschreiten darf. Auch für die Grüne Fraktion sollte wichtig sein, dass nicht jede freie Fläche überbaut wird. Sagen wir Ja zu einer nachhaltigen Entwicklung für die Schweizer Bevölkerung, Ja zu mehr Platz in den Zügen und auf den Strassen, Ja zu weniger Kriminalität und mehr Qualität an den Schulen. Es braucht intelligente Massnahmen zur Begrenzung der Zuwanderung für die kommende Generation.

Danke für Ihre Unterstützung.



Bendahan Samuel (S, VD): Les loyers explosent chaque année. Chaque année, plus de 10 milliards de francs de loyers sont payés en trop. On a des annonces, encore aujourd'hui, qui nous disent que les prix des médicaments vont augmenter juste pour plaire aux États-Unis. D'autres annonces nous disent que les primes d'assurance-maladie vont exploser, alors que les assureurs-maladie se gorgent de profit et que leurs leaders reçoivent des millions de francs de salaire. Nous vivons une crise sans précédent du pouvoir d'achat de la classe moyenne.

Cependant, pas tout le monde ne souffre. Il y a dans cette même société, dans ce même pays, des gens qui profitent de ces crises-là. Lorsque 10 milliards de francs de loyer sont payés en trop, 10 milliards de francs sont gagnés en trop par d'autres personnes. Lorsque les médicaments sont trop chers, les entreprises pharmaceutiques gagnent un quart de leur chiffre d'affaires en pur profit après avoir payé toutes leurs charges. Savez-vous quel est le hold-up du siècle ? C'est que ces gens qui gagnent des milliards sur le dos de la population ont réussi à convaincre une partie de la population et, surtout, d'un certain groupe politique que les gens fautifs des difficultés de notre population, ce ne sont pas ces milliardaires qui ont le pouvoir aujourd'hui, mais ce sont les pauvres, ce sont les étrangers qui veulent travailler en Suisse, ce sont les gens qui soignent nos personnes âgées, les gens qui s'occupent de nos enfants, les gens qui construisent nos murs. Ce seraient eux, qui n'ont aucun pouvoir ou très peu de pouvoir dans ce pays, qui seraient responsables de nos difficultés, et pas celles et ceux qui ont le vrai pouvoir, c'est-à-dire l'argent.

Ces mêmes gens, ces mêmes milliardaires et oligarques, veulent que la Suisse pousse un cri de haine, mais, si elle le faisait, l'écho serait dévastateur. L'écho de ce cri ferait voler en éclats tant les valeurs de notre pays que sa prospérité. Que se passera-t-il si nous n'avons plus assez de gens pour prendre soin de nos personnes âgées dans les EMS, si nous n'avons plus assez de monde pour construire nos infrastructures, pour s'occuper de nos terres agricoles, pour s'occuper de nos trains et de nos routes ? Il y a une réponse simple à cela : il y aura moins. Il y aura moins pour tout le monde : il y aura moins d'hôpitaux, il y aura moins d'établissements médico-sociaux, il y aura moins de services, il y aura moins de gens là pour offrir et il y aura moins de nourriture.

Que se passe-t-il lorsqu'il y a moins de ces éléments ? Outre le fait qu'il y a moins d'emplois, il y a moins d'offre. Et lorsqu'il y a moins d'offre, il y a de l'inflation. Tout coûtera plus cher : s'occuper de nos grands-parents et de nos aînés coûtera plus cher et nous soigner coûtera encore plus cher. Ainsi, les salaires réels seront plus bas. L'inflation ! En refusant d'avoir la main-d'œuvre pour faire le travail dont nous avons besoin en Suisse, nous générerons une hausse massive des prix, et des salaires dégradés pour l'essentiel de la population.

Ce sont les mêmes personnes, qui poussent à l'acceptation de ce texte, qui n'en subiront pas les conséquences. Parce que, évidemment, si vous êtes multimillionnaire ou milliardaire, ce n'est pas grave si cela coûte quelques dizaines de milliers de francs de plus en cas de problème de santé ou simplement en raison d'un âge avancé. Les oligarques, qui poussent à accepter cette initiative, n'auront jamais de problème à s'offrir ces prestations en Suisse ou ailleurs à l'étranger. Ce n'est pas le cas pour la population en général qui devra payer cela. Ce sont d'ailleurs les mêmes personnes, qui lancent cette initiative, qui luttent contre toute forme de coopération, notamment avec nos voisins de l'Union européenne, mais qui ont aussi forcé le Conseil fédéral à adopter une stratégie absolument inacceptable dans les négociations avec le président Trump ; cela conduit la Suisse à être totalement isolée. Si la Suisse est isolée, si son économie souffre, toute la population en payera le prix, sauf celles et ceux qui n'ont pas besoin d'une économie forte pour survivre, parce qu'ils ont les moyens, parce qu'ils ont de gigantesques propriétés, des comptes en banque bien garnis et la possibilité de se déplacer là où ils veulent. Mais les PME de ce pays, les boulangers, les bouchers, les paysans, toutes les personnes qui travaillent dur, ne peuvent pas facilement se déplacer dans un autre pays dans le cas où notre prospérité est mise à mal.

Pour lutter contre l'isolement de notre pays, mais également pour défendre – un – nos valeurs et – deux – tout ce qui a fait que nous sommes où nous sommes aujourd'hui, je vous appelle à recommander clairement le rejet de ce texte et à vous battre pour une Suisse qui devient forte non pas parce qu'elle est seule à crier dans le noir, mais parce qu'elle porte, avec d'autres, la lumière du travail international, de la coopération, et, enfin, à vous battre pour une Suisse dont la richesse est partagée avec toutes les personnes qui vivent sur notre territoire, pour qu'elles puissent en profiter.

Bühler Manfred (V, BE): Oui, cher collègue, vous pointez, avec un peu de ce populisme que vous reprochez souvent à l'UDC, les milliardaires qui seraient responsables de tous les maux. Je trouve cela intéressant, parce que la plupart des milliardaires et des oligarques mondiaux sont pour la libre circulation, sont pour le "sans-frontiérisme". Pourquoi ? Parce que cela leur fournit de la main-d'œuvre bon marché qui peut venir dans un pays à hauts salaires comme la Suisse, par exemple. Finalement, est-ce que la gauche "sans-frontiériste" qui



est contre cette initiative n'est pas un peu l'idiot utile de ces oligarques et de ces milliardaires ?

Bendahan Samuel (S, VD): Monsieur Bühler, j'ai parlé des milliardaires qui se sont battus pour votre texte, mais j'aimerais bien faire une distinction. Il ne faut pas toujours mettre tout le monde dans le même panier. Je sais que vous aimez bien faire cela, en mettant tous les étrangers dans le même panier, mais nous, on fait exactement le contraire. Nous n'avons jamais dit que toute personne qui a de l'argent a forcément des intentions néfastes. Jamais ! Ce que nous disons, c'est qu'il existe quelques oligarques milliardaires, comme Trump, comme Musk, comme Christoph Blocher par le passé, dont l'agenda politique est celui des partis de la droite très dure, aussi dans ce Parlement et dans ce pays, et qui ont une volonté d'isolationnisme. Et ce sont ceux-là qu'on critique, ceux qui utilisent leurs milliards, comme Rupert Murdoch et d'autres, pour acheter et contrôler les médias publics et privés et pour s'attaquer aux médias de service public. Ce sont ceux-là que nous critiquons, et pas toutes les personnes qui ont de l'argent. Après, nous critiquons volontiers aussi le fait qu'il y a beaucoup d'inégalités sur cette Terre, mais ça, c'est une autre question. Mais les personnes dont j'ai parlé aujourd'hui, ce sont bien celles qui, avec leurs milliards, essaient d'influencer la population pour détruire ses intérêts.

Fischer Benjamin (V, ZH): Wenn ich den Initiativgegnern zuhöre, dann habe ich das Gefühl, ich sei im falschen Film. Sie tun so, als ob diese Initiative verlange, dass niemand mehr in die Schweiz kommen dürfe. Das ist natürlich Schwachsinn. Es wandern jedes Jahr auch Menschen aus der Schweiz aus, und die Geburtenrate liegt in der Schweiz bei 1,28 Kindern pro Frau. Es müssten 2,1 sein, damit die Bevölkerungszahl stabil bleibt. Auch wenn wir die Bevölkerungszahl beschränken, können also immer noch sehr viele Menschen zuwandern. Was wir aber wollen, ist, dass es Stabilität, Ausgleich

AB 2025 N 1846 / BO 2025 N 1846

und Nachhaltigkeit gibt, dass sich die Bevölkerungszahl bei 10 Millionen einpendelt.

Es gibt viele Menschen in diesem Land, die sagen würden, 10 Millionen seien schon zu hoch, wir seien jetzt schon zu viele. Ja, man kann darüber streiten. Sie wiederum sagen, es sei sehr einfach möglich, dass wir noch mehr Menschen werden, 11, 12 oder 15 Millionen – ich habe von Ihnen nie gehört, wie viele es denn genau sein sollen –, wir müssten einfach mehr Infrastrukturen bauen, mehr in die Integration investieren, mehr dies und mehr das. Aber Sie sind überall, wo es um Ausbau geht, um den Ausbau von Infrastrukturen, um den Ausbau zum Beispiel der Energieversorgung, der Stromversorgung, dagegen. Man könnte natürlich sagen: Ja, das geht. Ich war einmal in Hongkong; man kann Menschen auch stapeln, in riesigen Wolkenkratzern, das kann man schon machen. Aber das ist gar nicht die Frage. Die Frage ist: Will das unsere Bevölkerung? Wollen wir das? Und was ist dann noch unsere Lebensqualität? Wir müssen die Frage nach der Lebensqualität stellen. Und in dieser Hinsicht ist es klar: Es gibt eine Grenze. Und wir sagen: Diese Grenze liegt bei 10 Millionen. Denn mehr Menschen, ich habe es gesagt, bedeuten mehr Infrastrukturen, mehr Energie, mehr Spitäler und mehr Schulen. Gerade in den Schulen merkt man die Probleme. Was wir hier diskutieren – ja, wir brauchen Zuwanderung für die Wirtschaft, wir brauchen Zuwanderung, weil wir den Menschen aus humanitären Gründen helfen müssen –, wird auf dem Buckel unserer Kinder in den Schulen ausgetragen. Dort sieht man die Probleme unmittelbar.

Ich wuchs selber in einer Agglomerationsgemeinde auf, und ich erlebte das in meiner Schulzeit eins zu eins. Das war nach dem Jugoslawien-Krieg, als sehr viele Menschen aus den Ländern des ehemaligen Jugoslawien kamen. Ich habe gesehen und erfahren, dass Integration immer eine Frage der Anzahl ist. Sie können sehr gut zwei ausländische Schüler in einer Schulklasse integrieren. Integration funktioniert aber nicht mehr, wenn ein Drittel, wenn die Hälfte, wenn zwei Drittel einer Klasse aus ausländischen Kindern bestehen. Es funktioniert dann nicht mehr. Es gibt Sprachprobleme. Wir hatten Probleme mit kulturellen Konflikten, als die Albaner auf dem Pausenplatz auf die Serben losgingen und das austrugen. Das ist nicht gut, das ist nicht gut für unsere Kinder.

Zahlen der Universität Basel zeigen, dass in der Deutschschweiz bereits über die Hälfte der Kinder zuhause eine oder mehrere Fremdsprachen spricht. Jedes fünfte Kind spricht bei der Einschulung, also Anfang Kindergarten, zuhause gar nicht oder nur selten Deutsch. Im Kanton Thurgau hat man Sprachtests gemacht und gesehen, dass ein Viertel der getesteten Kinder nicht genügend gut Deutsch spricht, um dem Unterricht folgen zu können, und viele davon haben bereits einen Schweizer Pass.

Hier läuft doch etwas schief, das können Sie nicht einfach ignorieren. Es ist entscheidend für den Erfolg der Integration, für den Erfolg der Bildung, dass die Kinder dem Unterricht in der Unterrichtssprache folgen können. Und ja: Wir können mit vielen Massnahmen, mit Nachhilfeunterricht, mit Integrationsmassnahmen helfen. Aber



das hat Grenzen. Das hat Grenzen, und es ist immer eine Frage der Anzahl. Zudem fehlen uns Lehrpersonen, und das ist ein Teil des Fachkräftemangels, von dem Sie immer sprechen. Mehr Menschen, mehr Schüler bedeuten auch mehr Lehrpersonen, und das fördert auch den Fachkräftemangel.

Hören wir auf, auf dem Buckel unserer Kinder irgendwelche ideologischen Vorstellungen zu verwirklichen, und kommen wir zu einer nachhaltigen Lösung: Begrenzen wir das massive Wachstum.

Gianini Simone (RL, TI): Oltre a diversi altri, l'iniziativa popolare "No a una Svizzera da 10 milioni!" presenta due difetti – leggasi anche contraddizioni – principali, su cui limiterò il mio breve intervento.

Il primo difetto: facendo un paragone con le complicate dispute teologiche e filosofiche che caratterizzavano la corte e la vita intellettuale dell'Impero Romano d'Oriente, poi decaduto, la discussione si potrebbe definire bizantina, cioè contorta, cavillosa e contraddittoria. Cito: "Prima del 2050 la popolazione residente permanente della Svizzera non può superare i 10 milioni di abitanti." E fin qui si capisce. "Se la popolazione residente permanente della Svizzera supera i 9,5 milioni di abitanti prima del 2050" – si noti che erano già 9 048 900 al 31 dicembre 2024 – "il Consiglio federale e l'Assemblea federale [...] prendono provvedimenti riguardanti in particolare il settore dell'asilo e del ricongiungimento familiare. [...] il Consiglio federale si adopera inoltre per rinegoziare gli accordi internazionali che favoriscono la crescita della popolazione, siano essi giuridicamente vincolanti o meno, oppure per negoziare clausole d'eccezione o di salvaguardia. Se un accordo prevede simili clausole, il Consiglio federale le invoca. [...] Se, due anni dopo il primo superamento, il limite [...] non è ancora rispettato e non è stato possibile negoziare o invocare alcuna clausola d'eccezione o di salvaguardia che ne garantisca il rispetto, l'Accordo del 21 giugno 1999 tra la Confederazione svizzera [...] e l'Unione europea [...] sulla libera circolazione delle persone [...] deve essere denunciato" – cioè disdetto – "il prima possibile." Ci torno dopo su questo aspetto perché ci siamo già persi.

Sulla definizione di popolazione residente permanente, poi si legge: "La popolazione residente permanente si compone dei cittadini svizzeri con domicilio principale in Svizzera e dei cittadini stranieri con un titolo di soggiorno di almeno 12 mesi o che risiedono in Svizzera da almeno 12 mesi."

Viene subito da osservare che ad esempio non include i frontalieri. Malgrado i proclami vuol quindi dire che per sopperire alla mancanza di mano d'opera che l'iniziativa, assieme alla recessione economica, fatalmente produrrà, nei cantoni di frontiera si farà ancora più capo al frontalierato. Un controsenso, in particolare per il cantone Ticino dove attualmente ci sono già 75 000 frontalieri. Riassumendo: è un'iniziativa complicata, con diverse contraddizioni in termini.

Veniamo al secondo difetto: con questa iniziativa l'UDC ha gettato la maschera. Dopo aver sostenuto gli accordi bilaterali I e II, in alternativa all'entrata nello Spazio economico europeo, bocciato dal popolo nel 1992, e sostenere ancora oggi, nel dibattito sugli accordi bilaterali III, di non volere questi ultimi, ma di voler continuare con quelli che già abbiamo, con questa iniziativa si prevede esplicitamente la disdetta dell'Accordo sulla libera circolazione delle persone, con due conseguenze principali. La prima è una disdetta dell'Accordo sulla libera circolazione delle persone per via della cosiddetta clausola ghigliottina e dello stretto legame politico tra di essi che comporterebbe anche la caduta di tutti gli altri accordi bilaterali I e II, costituendo quindi di fatto un'iniziativa per una disdetta globale della via bilaterale – in tedesco "Kündigungs-Initiative". La seconda conseguenza, portando con sé la disdetta dell'Accordo sulla libera circolazione e anche quella degli accordi di Schengen e Dublino in quanto oggetto dei Bilaterali II, vorrà dire che la Svizzera perderà il diritto di respingere chi vi chiede asilo, pur essendo già stato rifiutato in un altro Stato dell'Unione europea. La Svizzera subirebbe quindi in modo molto maggiore rispetto ad oggi la pressione migratoria – senza contare cosa vorrebbe dire non far più parte del controllo comune delle frontiere dello spazio Schengen e quindi affrontare anche il ripristino dei controlli sistematici per i cittadini svizzeri e quelli europei alle frontiere con il nostro Paese. Sarebbe un caos – da cui l'altra caratteristica dell'iniziativa in questione, "Chaos-Initiative".

Ich rufe Sie daher dazu auf, sowohl die Kündigungs- und Chaos-Initiative der SVP, welche im Falle einer Annahme unserem Land nur schaden würde, als auch den Gegenentwurf der Mitte, der an denselben Mängeln leidet, wenn auch etwas abgemildert, zur Ablehnung zu empfehlen.

Freymond Sylvain (V, VD): Aujourd'hui, nous débattons d'un sujet central pour l'avenir de notre pays : la durabilité face à la croissance démographique. Depuis des années, la Suisse connaît une augmentation sans précédent de sa population, essentiellement due à l'immigration. Nous étions 7 millions d'habitants à la fin des années 1990, nous avons désormais dépassé les 9 millions et, si rien n'est fait, les projections de la Confédération nous annoncent 10 millions d'habitants avant 2050. 10 millions d'habitants, ce n'est pas un chiffre abstrait,



c'est plus de voitures dans des embouteillages déjà chroniques, ce sont des trains bondés aux heures de pointe, c'est également du béton qui remplace nos terres agricoles, nos forêts et nos espaces naturels. C'est une pression énorme sur les infrastructures, sur l'énergie, sur le logement et, bien sûr, sur notre environnement. La durabilité ne peut pas se réduire à quelques slogans écologiques ou à des interdictions supplémentaires pour notre économie et nos familles. La durabilité, c'est avant tout la capacité d'un pays à maintenir une qualité de vie pour sa population, sans détruire ses bases naturelles ; cela passe inévitablement par une maîtrise de la croissance démographique. Or, la politique menée jusqu'ici est une fuite en avant. On construit, on bétonne, on agrandit, mais jamais cela ne suffit. La Suisse n'a pas la capacité d'accueillir indéfiniment toujours plus de monde sans que cela ne compromette la durabilité et notre qualité de vie. Nous devons avoir le courage de dire la vérité : tant que nous ne maîtriserons pas l'immigration de masse, la Suisse restera un mirage.

L'initiative pour la durabilité veut inscrire ce principe de bon sens dans la Constitution fédérale. Une Suisse qui ne dépasse pas les 10 millions d'habitants, c'est une ligne rouge claire, une garantie minimale pour que notre pays reste vivable. Il ne s'agit pas de fermer la Suisse au monde, mais de fixer des limites réalistes, de dire que nous voulons un développement équilibré qui respecte nos ressources, nos paysages, nos infrastructures et qui donne une perspective aux générations futures. À l'inverse, ceux qui rejettent cette initiative défendent, en réalité, un modèle de croissance illimité. Mais à quel prix ? Plus d'importations, plus de dépendance énergétique, plus de logements hors de prix, plus de pression sur nos assurances sociales et sur notre système de santé. La durabilité, ce n'est pas un concept théorique, c'est une exigence concrète, et la première condition pour la rendre possible, c'est de maîtriser la taille de notre population.

Je vous invite donc à accepter cette initiative et à faire preuve de responsabilité pour l'avenir de notre pays.

Glättli Balthasar (G, ZH): Zur Abschottungs-Initiative: Die reaktionäre SVP-Abschottungs-Initiative isoliert die Schweiz von Europa, und sie muss rasch und deutlich an der Urne abgelehnt werden. In der heutigen Weltlage braucht es mehr Zusammenarbeit, mehr Solidarität und nicht mehr Abschottung.

Die Initiative will die Bilateralen Abkommen zur Personenfreizügigkeit der Arbeitnehmenden kündigen. Sie will die Realität ignorieren, dass die Schweiz ein Teil Europas ist und dass viele Menschen über die Grenzen hinweg arbeiten, forschen und Beziehungen pflegen – EU-Bürgerinnen und -Bürger in der Schweiz und Schweizerinnen und Schweizer in der EU.

Ich verteidige die Personenfreizügigkeit nicht nur wegen denen, die kommen und oft auch wieder gehen können, sondern vor allem wegen der Menschen, die hier ohne Schweizer Pass leben, wegen der Schweizerinnen und Schweizer, die in Europa ohne EU-Pass leben. Die Bilateralen haben dazu geführt, dass wir hier kein Zweiklassenregime mehr haben. Die Bilateralen haben dazu geführt, dass es nicht zwei Klassen von Menschen gibt: solche mit vollem Zugang zu den Rechten und solche, die diskriminiert werden.

Die Initiative nennt sich Nachhaltigkeits-Initiative. Nachhaltigkeit heisst aber nicht nur, auf heute zu schauen, sondern mit Blick auf morgen und übermorgen strategisch zu denken. Und hierzu nur eine kleine Anmerkung: Die strategische Herausforderung der Zukunft in Europa ist nicht die Zuwanderung, sondern der Bevölkerungsrückgang. Welche massivsten Herausforderungen er mit sich bringt, zeigen Japan und China.

L'initiative UDC fait des personnes réfugiées des boucs émissaires. Voici les faits. Les personnes réfugiées ne contribuent que pour moins de 7 pour cent à l'immigration. En 2023, le domaine de l'asile ne contribuait que pour 2,5 pour cent à la population résidente permanente. Cette initiative radicale fait des personnes ayant dû s'exiler en raison de guerres, du terrorisme et de la torture des boucs émissaires et donc la cible de comportements discriminatoires et racistes. Les Vertes et les Verts s'y opposent fermement. Non à la résiliation de la Convention européenne des droits de l'homme. Et non à la résiliation de la Convention de l'ONU relative aux droits de l'enfant. Non encore à la violation de notre propre Constitution suisse. Merci pour votre "non".

Gartmann Walter (V, SG): Unsere Schweiz, unsere Heimat, ist zweifellos ein wunderschönes Land, ich möchte sagen, das schönste. Es ist nicht allzu gross, aber es ist reich an Werten, an Schönheit, an Stabilität. Wir leben heute in einer Welt, in der so vieles zerbricht, doch hier funktioniert noch sehr vieles – noch. Wir haben ein funktionierendes Stromnetz und eine Wasserversorgung für alle. Wir haben eine Eisenbahn, welche grösstenteils pünktlich und zuverlässig fährt – ausser es fährt gerade mal die Deutsche Bahn im Netz, dann gibt es Verspätungen –, eine Versorgungssicherheit, welche sicherstellt, dass niemand Hunger leiden muss, und wir leben in Freiheit und Sicherheit. Das sind Dinge, von denen Millionen Menschen auf der Welt nur träumen können. Doch genau dieses geniale Schweizer Fundament ist heute bedroht.

Durch die masslose Einwanderung in die Schweiz haben wir ein ungebremses Wachstum, welches unser Land zerreisst. Habe ich eben noch davon gesprochen, was alles funktioniert, sieht man bereits heute Tendenzen, welche nichts Gutes erahnen lassen. Die Schweiz ist nun mal, wie sie ist: klein, begrenzt, eingebettet



zwischen Bergen, Seen und einigen wenigen städtischen Gebieten. Wir haben, Gott sei Dank, keine Absichten und auch gar keine Möglichkeit, uns auf Kosten anderer zu vergrössern. Wenn die Bevölkerung aber so massiv weiterwächst, dann zerstören wir das, was uns heute stark macht.

Die Bahnhöfe und Züge sind übertoll, die Strassen sind laufend verstopft, sogar auf Bergwanderungen steht man sich neuerdings auf den Füssen herum. Der Wohnraum wird knapp und unbezahlbar. Und ich staune, dass die linke Seite nicht merkt, wo der Wurm drin ist. Unsere Natur – Wiesen, Wälder und Felder – verschwindet immer mehr unter Beton. Und zu guter Letzt verlieren wir unseren föderalistischen Zusammenhalt, die gelebte direkte Demokratie und das Vertrauen in eine funktionierende Schweiz. Wir dürfen nicht zulassen, dass unsere Nachkommen nur noch aus dem Geschichtsbuch erfahren dürfen, was unsere Vorfahren einst für ein grossartiges und funktionierendes Land aufgebaut hatten, welches wir wohl mit Ignoranz und Dummheit in Kürze zerstört haben werden. Vorhin hat mein Kollege Gianini die Initiative eine Chaos-Initiative genannt. Herr Gianini, das Chaos ist da. Schauen Sie mal, wie es auf Bahnhöfen, auf Strassen zu- und hergeht: überall Dichtestress. Das ist nicht nur ein Modewort, es ist so.

Wir wollen eine Schweiz, die für Menschen da ist, die ihre Freiheit bewahrt, ihre Natur schützt und ihre Stabilität sichert. Wir haben nur diese eine Schweiz, und wir haben die Verantwortung, diese zu bewahren – nicht aus Angst vor Fremden, sondern aus Liebe zur Schweiz.

Glärner Andreas (V, AG): Per me è un piacere poter rivolgere il mio saluto in italiano. Aber jetzt mache ich auf Deutsch weiter.

Die Schweiz platzt aus allen Nähten, wir merken es. Der ÖV kommt an den Anschlag. Die Staustunden haben einen Rekordwert erreicht. Seit einiger Zeit steht man sogar samstags und sonntags im Stau. Auf dem Nationalstrassennetz wurden 2023 insgesamt 48 807 Staustunden gezählt. Das war ein Zuwachs von 22 Prozent gegenüber 2022. 2024 ging es weiter, und zwar auf 55 569 Staustunden, ein Anstieg von 14 Prozent. Die Verkehrsüberlastung ist der Grund für diese Staustunden. Nur 10 Prozent sind auf Baustellen und Unfälle zurückzuführen.

Aber reden wir von unseren Schulen. An unseren Schulen müssen wir inzwischen Schweizer Kinder integrieren. Ein unrühmliches Beispiel ist Spreitenbach, wo 85 Prozent aller Kinder Migrationshintergrund haben, oft kombiniert mit Bildungsferne. Es gibt Schulhäuser, in denen aufgrund der Zusammensetzung der Schülerschaft nur noch versucht wird, die Multikulturalität zu verwalten. Wissen wird längst keines mehr vermittelt. Das alles verursacht gigantische Kosten bei

AB 2025 N 1848 / BO 2025 N 1848

immer schlechteren Ergebnissen – Pisa lässt grüssen. Es wird also immer teurer, dümmmer zu werden.

Die Kriminalität hat ein Rekordniveau erreicht. Häusliche Gewalt, das Standardrepertoire gewisser Volksgruppen zur Lösung von Problemen, beschäftigt Justiz und Gerichte – die Kriminalitätsstatistiken sprechen Bände. Auch wenn gewisse Regierungsräte der SP die Polizei inzwischen angewiesen haben, Kleindelikte nicht mehr zu rapportieren, schnellen die Zahlen trotzdem in die Höhe. Unsere Frauen sind nachts nicht mehr sicher, sogar als Mann fühlt man sich im Gewimmel und im Beisein von gewissen Volksgruppen wirklich unwohl.

Und wir laufen nicht zuletzt wegen dieser Zuwanderung in eine gewaltige Versorgungskrise beim Strom. Denn die gleichen Träumer, die Mühleberg abschalten liessen und sich auf den Flatterstrom aus "Windrädli" und PV-Anlagen verlassen, wollen uns ja Ölheizungen und Benzinautos verbieten. Die Folge ist noch mehr Strombedarf, aber leider zur ungünstigsten Zeit, nachts, wenn ihre schwarzen "Plättli" keinen Strom liefern.

Der Wohnraum ist knapp und bald unbezahlbar. Die gleichen Kreise, die jede Umzonung, jedes Bauprojekt verhindern wollen und gleichzeitig die freie Zuwanderung fordern, beklagen nun die Wohnungsnot. Zu allem Elend berufen sie sich dann gleich noch auf die altbekannten sozialistischen Rezepte wie Wohnraum- oder Mietzinsbeschränkung. Ebenso wird die Zubetonierung der Schweiz beklagt, zu Recht; aber wenn man tatsächlich und buchstäblich jedes Jahr Hunderttausende einfach so einwandern lässt, braucht es halt Wohnraum.

Unsere Sozialämter sind komplett überfordert und zahlen einfach nur noch aus, so hat man am wenigsten Ärger. Dass es dann für die Gemeinden unbezahlbar wird, ist nicht so tragisch, man kann ja die Steuern erhöhen. Ebenso verhält es sich bei den Notfallstationen unserer Spitäler. Plötzlich brauchen wir Security am Eingang, aber das wohl nicht wegen der Patienten aus dem Schächental.

Ein gut ausgebauter Sozialstaat und die freie Zuwanderung sind nicht miteinander vereinbar. Integration ist eine Frage der Menge. Unsere Schweiz löst sich auf wie ein Stück Zucker im Wasser. Wir sind fremd im eigenen Land. Holen wir uns unsere Schweiz zurück, stoppen wir diese Masseneinwanderung, wie dies schon seit 2014 in der Verfassung steht.



Nehmen wir endlich das Heft wieder selber in die Hand, genug ist genug. Es ist Zeit zum Handeln.

Funciello Tamara (S, BE): Es stellt sich die Frage, ob es nötig ist, zu dieser Initiative zu sprechen, bei der 115 Parlamentarier und Parlamentarierinnen das Wort ergreifen. Was soll man da noch sagen, welches Argument soll man da noch bringen? Ich habe mich gefragt, ob es wichtig ist, meine Stimme gegen diese Initiative zu erheben, wo es doch so viele vor mir getan haben und noch so viele nach mir tun werden. Bertolt Brecht sagte, wo Unrecht zu Recht wird, wird Widerstand zur Pflicht. Es geht nicht nur darum, hier in diesem Saal diese Initiative abzulehnen, es geht nicht nur darum, sie an der Urne abzulehnen, es geht darum, dem entgegenzustehen, was moralisch und faktisch falsch ist. Es geht darum, unsere Stimme zu erheben gegen einen Diskurs, der unsere Gesellschaft vergiftet, der viel weiter geht als diese Initiative, ein Diskurs, der nicht nur moralisch falsch ist, sondern eben auch faktisch falsch ist.

Er ist faktisch falsch, weil es keine Massenmigration gibt – Sie können es noch so lange behaupten –, weder in die Schweiz noch nach Europa. Die Zahl der Asylgesuche geht zurück, die Anzahl der Menschen, die einwandern, auch. Was übrigens auch zurückgeht, ist unsere Geburtenrate. Eine zukunftsgerichtete Frage ist also nicht, wie wir erreichen können, dass weniger Leute kommen, sondern die Frage ist, wie wir es mittelfristig schaffen können, nicht zu überaltern. Der Diskurs ist faktisch falsch, weil er den Schwächsten der Gesellschaft die Schuld in die Schuhe schiebt für das Unrechte, das die Stärksten begangen haben. Die Mieten steigen, weil Immobilienbesitzer seit Jahrzehnten das Gesetz brechen und sich illegal bereichern. Falls es keinen Platz hat im ÖV, so hat das mit Kürzungen, schlechter Planung und mangelnden Investitionen zu tun oder, anders ausgedrückt, mit kurzsichtiger Finanzpolitik. Diese Diskussion ist "falsch, falsch, falsch", wie das die europäische Abgeordnete Abir Al-Sahlani vor Kurzem im Europäischen Parlament beschrieb; diese Diskussion ist faktisch und moralisch falsch.

Genau darum bin ich nicht bereit, einen solchen Diskurs mitzutragen, bei dem der Wert von Menschen anhand ihrer Passfarbe und ihrer Funktion in der Gesellschaft definiert wird. Ich bin nicht bereit, Menschen die Schuld in die Schuhe zu schieben für Probleme, die andere verursacht haben, nur weil sie weniger Macht, weniger Einfluss und kein Stimmrecht haben in dieser Gesellschaft. Ich bin nicht bereit, einen Diskurs mitzutragen, der so tut, als wäre Gut und Böse angeboren und gekoppelt an die Passfarbe – ein Diskurs, der den Begriff "Rasse" mit dem Begriff "Kultur" verschleiert, Gewalt zum Problem der anderen macht, statt endlich Verantwortung zu übernehmen.

Ich habe entschieden, das Wort nochmals zu ergreifen, weil ich nicht zuschauen werde, wie Parteien sich nach rechts bewegen, sich bei der SVP anbiedern, bereit sind, Zugeständnisse auf Kosten der Schwächsten zu machen, statt Rückgrat zu zeigen. Es geht mir hier nicht um den Wortlaut dieser Initiative. Es geht mir hier um Prinzipien, um Grundsätze, um Menschenrechte. Ich habe das Wort ergriffen, weil es nicht reicht, diese Initiative abzulehnen. Wir müssen diesen Diskurs und die daraus entstehende Entrechtung, Abwertung und Ausgrenzung von Menschen entschieden bekämpfen, und zwar von Beginn weg, in allen Belangen, als Prinzip und nicht als Kalkül.

Also an alle, die sich fragen, ob sie ihre Stimme nochmals erheben wollen: Die Antwort ist Ja. Die Antwort ist immer Ja.

Glur Christian (V, AG): Die Bevölkerung hat genug, genug davon, dass jedes Jahr Zehntausende Menschen zusätzlich in unser Land kommen und wir trotzdem so tun, als hätte dies keine Folgen. Die Schweiz zählt heute über 9 Millionen Einwohner. Wenn wir nichts ändern, werden wir in wenigen Jahren die Marke von 10 Millionen überschreiten. Genau das will die Nachhaltigkeits-Initiative verhindern. Denn die Menschen draussen spüren es Tag für Tag: Sie zahlen Mieten, die für Normalverdienende kaum mehr bezahlbar sind; sie stehen im Stau auf Strassen und Autobahnen oder sitzen in überfüllten Zügen; sie erleben, wie Schulen, Spitäler und öffentliche Einrichtungen an ihre Grenzen stossen.

Es ist nicht ehrlich, zu behaupten, dass wir dieses Tempo der Zuwanderung einfach weiterführen können. Die Schweiz ist ein kleines Land, die Fläche ist begrenzt, die Natur und die Landschaften können nicht beliebig belastet werden, und die Sozialwerke stehen schon heute unter Druck. Die Bevölkerung hat genug von Ausreden und Vertröstungen. Sie verlangt, dass wir die Ursache der Probleme endlich anpacken. Die Ursache ist die ungebremste Zuwanderung.

Natürlich braucht die Wirtschaft Arbeitskräfte. Aber es kann nicht die Lösung sein, jedes Problem einfach mit noch mehr Zuwanderung zu lösen. Unsere Aufgabe ist es, zuerst an die Lebensqualität der Bevölkerung zu denken, an die Sicherheit und an die Zukunft der kommenden Generationen. Die "Keine 10-Millionen-Schweiz!"-Initiative setzt genau hier an. Sie zieht eine klare Grenze. Sie sagt Ja zu einer offenen und erfolgreichen Schweiz, aber Nein zu blindem Wachstum, das unsere Heimat überlastet.



Mit dieser Initiative schaffen wir Ordnung, Verlässlichkeit und Respekt gegenüber allen Menschen, die hier leben und arbeiten. Darum appelliere ich an Sie: Hören Sie auf die Bevölkerung, die Leute haben genug; sie wollen, dass wir Verantwortung übernehmen und die Zuwanderung wieder unter Kontrolle bringen. Unterstützen Sie die Nachhaltigkeits-Initiative zum Wohl unseres Landes und zum Wohl der kommenden Generationen!

Grüter Franz (V, LU): Die Schweiz zählt bereits heute über 9 Millionen Einwohner. Jahr für Jahr wächst die Bevölkerung – nicht wegen der Geburtenrate, sondern fast ausschliesslich wegen der masslosen Zuwanderung. Allein 2022 kamen netto über 180 000 Menschen zusätzlich in unser Land. Das

AB 2025 N 1849 / BO 2025 N 1849

entspricht der Einwohnerzahl der Stadt Basel. In nur einem Jahr stopfen wir die Bevölkerung der drittgrössten Schweizer Stadt in unser Land. Wenn wir so weitermachen, haben wir in wenigen Jahren eine 10-Millionen-Schweiz. Dafür ist unser Land infrastrukturell schlicht nicht gebaut. Es sprengt alle Limiten.

Was sind die Folgen dieses Wachstums? Unsere Infrastruktur stösst längst an ihre Grenzen. Die Stautunden haben sich seit 2007 verdreifacht. Die Wohnungsnot wird immer dramatischer. Vier von fünf Wohnungen der letzten zwanzig Jahre mussten einzig gebaut werden, um das Bevölkerungswachstum einigermaßen zu bewältigen. Die Mietpreise explodieren, die Spitäler sind überlastet. In vielen Schulklassen stellen Kinder mit Migrationshintergrund die Mehrheit dar. Unsere Sozialwerke werden stark strapaziert. Mehr als die Hälfte aller Arbeitslosen sind Ausländer, auch wenn der Anteil der Ausländer an den Erwerbspersonen nur ein Viertel beträgt. Besonders gravierend: Unsere Natur wird zubetoniert. Täglich verschwinden Grünflächen im Umfang von fast acht Fussballfeldern.

Diese Entwicklung ist nicht nachhaltig. Sie gefährdet unsere Energieversorgung, unsere Ernährungssicherheit, unsere Lebensqualität und unsere Umwelt – oder kurz gesagt: die Zukunft unseres Landes. Unsere Initiative zieht klare und vernünftige Grenzen. So darf die ständige Wohnbevölkerung vor 2050 die 10-Millionen-Marke nicht überschreiten. Das Ziel ist nicht Abschottung. Auch mit dieser Initiative können jährlich rund 35 000 Menschen in unser Land einwandern. Wer hier sagt, ab 2050 sei fertig, es dürfe niemand mehr kommen, dem muss ich sagen: Dem ist nicht so. Selbstverständlich können wir als Schweiz, wie viele andere klassische Einwanderungsländer – ich denke an Australien, Kanada usw. –, auch nach 2050 festlegen, wen wir brauchen, und eine sogenannte selektive Zuwanderung machen. Wenn Sie Maurer, Bäcker, Pflegepersonal oder Ärzte brauchen, können Sie diese Leute ins Land holen. Aber es können nicht mehr alle einfach hierherkommen. Viele andere Staaten machen das erfolgreich vor. Deshalb ist es auch nach 2050 problemlos möglich, hier den Bedürfnissen der Wirtschaft Rechnung zu tragen.

Was die Zuwanderung angeht, lebt die Schweiz heute am Limit. Wir sind alle betroffen: überfüllte Züge, steigende Krankenkassenprämien, hohe Mieten, die Energieversorgung usw. Ich glaube, es ist höchste Zeit, dass wir handeln. Ich glaube, wir bieten hier der Schweizer Bevölkerung ein echtes Modell, eine Lösung, wie man diesem Problem Rechnung tragen kann.

Ich bitte Sie daher eindringlich: Unterstützen wir diese Initiative. Sagen wir Nein zur 10-Millionen-Schweiz und Ja zu einer nachhaltigen und lebenswerten Zukunft.

Golay Roger (V, GE): L'expression clé de l'initiative est "développement durable de la population". Ce n'est rien de moins que le titre du nouvel article 73a de la Constitution fédérale qui nous est proposé. Il faut donc tuer dans l'oeuf les arguments de tous ceux qui veulent voir dans cette initiative un rejet de toute immigration ou encore l'opposition à toute coopération accrue avec l'Union européenne. Ce ne sont tout simplement pas les sujets. Il s'agit de constater que la population suisse croît de manière effrénée – que l'on juge par les chiffres – et que cela constitue une véritable explosion démographique. En 1861, nous étions 2,5 millions. En 1961, 5,5 millions, soit un peu plus du double en 100 ans. En l'an 2000, 7,2 millions, soit déjà 30 pour cent de plus en 30 ans. Et, enfin, en 2024, 9 millions, soit 25 pour cent de plus en 25 ans. Pendant tout ce temps, le territoire de la Suisse n'a pas grandi. Les montagnes ne se sont pas aplaties et les lacs ne se sont pas asséchés. La population et les infrastructures qui lui sont nécessaires occupent de plus en plus densément le territoire habitable. Il est indéniable que la prospérité de la Suisse a crû de manière incroyable durant ces décennies, voire siècles. On peut sans autre affirmer aussi que, pendant longtemps, un certain accroissement de la population et la réalisation d'infrastructures modernes ont été bienvenus. Cependant, aujourd'hui, la Suisse est près d'avoir atteint sa pleine capacité d'absorption et de développement. La baignoire est presque pleine. Les effets positifs de la croissance à tout va commencent à être supplantés par les effets négatifs. La qualité de vie tend maintenant à baisser, ployant sous la conséquence de la charge humaine. Il faut contrôler l'évolution démographique pendant quelque temps. Interdire de passer 10 millions d'habitants stables avant



2050, c'est permettre au pays de souffler un peu, de réfléchir au reste du XXI^e siècle. S'il faut relâcher la bride, on pourra de nouveau changer la Constitution. S'il faut maintenir le plan, le nouveau texte restera en vigueur. Le peuple et les cantons maîtriseront pleinement le destin du pays. Comment, jusqu'en 2050, le faire sans casser la prospérité de la Suisse ? Il faudra sans doute se montrer ici ou là restrictif : asile, immigration du troisième cercle, regroupement familial et j'en passe. Il faudra mieux planifier, mieux distribuer les emplois sur le territoire, mieux orienter les jeunes vers les métiers à déficit d'employés. Le sujet n'est pas simple, j'en suis conscient, mais on ne peut pas voir le bateau helvétique se charger, hors de tout contrôle, de millions d'êtres humains supplémentaires qu'il ne peut assumer sans porter atteinte à la sécurité et au bien-être de chacun. Je vous invite donc à proposer l'acceptation de cette initiative, afin de préserver nos paysages, notre santé, notre identité, nos prestations sociales, nos transports en commun, nos voies de communication, nos logements, et bien d'autres domaines, contre une immigration incontrôlée qui affecte incontestablement notre qualité de vie. Nous sommes tous pour une croissance démographique, mais cela pour autant qu'elle soit raisonnable.

Hässig Patrick (GL, ZH): Was wollen wir? Wollen wir eine starke Schweiz erhalten oder uns ins eigene Knie schiessen? Sagen wir bald, alle Rottenmeiers bleiben draussen, Heidi will für sich sein? Die Schweiz ist ein urbanes, modernes, top funktionierendes Land und längst kein mit Balkongeranium geschmücktes Alpendorf mehr. Als sehr erfolgreiches Land sind wir auf Zuwanderung ebenso angewiesen wie auf den Zugang zu den Märkten Europas, in Zeiten von 39-Prozent-Zöllen sogar noch ein wenig mehr.

Die GLP lehnt die als Nachhaltigkeits-Initiative verschleierte Initiative zur Kündigung der Personenfreizügigkeit ab. Diese Initiative ist ein massives Risiko für die bilaterale Zusammenarbeit mit Europa. Genau diese erfolgreiche Zusammenarbeit wurde vom Schweizer Stimmvolk wiederholt klar angenommen und wird weiterhin grossmehrheitlich befürwortet.

Zudem sollte hier noch einmal deutlich festgehalten werden: Diese Initiative regelt nicht die Asylpolitik oder behebt beklagte Missstände im Asylwesen. Diese Initiative zielt auf die Zuwanderung in den Arbeitsmarkt ab, auf die Zuwanderung, die nur über einen gültigen und unbefristeten Arbeitsvertrag möglich ist. Die Initianten versuchen hiermit die Stimmbevölkerung hinters Licht zu führen, sie vermischen Asylsuchende mit dem Zuzug von Fachkräften mit Arbeitsvertrag.

Die GLP stellt mit Genugtuung fest, dass sich sämtliche andere Parteien gegen die schädliche Kündigungs-Initiative der SVP stellen und sich zum bilateralen Weg bekennen. Wir wollen keinen EU-Beitritt. Wir wollen mit den Bilateralen III die guten Beziehungen zu Europa weiterführen, nicht mehr, aber auch nicht weniger.

Die Zuwanderung von Fachkräften kann nicht von heute auf morgen mit einer Barriere und einem Stoppschild eingestellt werden. Ohne Zuwanderung würde unsere Gesamtbevölkerung schrumpfen. Ohne sie fehlten, wir haben es wiederholt gehört, Pflegefachpersonen, Ärztinnen im Spital, Leute in der Gastronomie, in der Hotellerie, aber auch Forscherinnen und Forscher. Gewisse Menschen hier wünschen sich Zeiten wie in den Neunzigerjahren zurück, als Zürich noch eine offene Drogenszene hatte und alle unsere ÖV-Verbindungen schlechter waren. Heute haben wir mit der S-Bahn einen Viertelstundentakt, früher hatten wir einmal pro Stunde oder einmal am Tag ein Postauto. Heute ist das nicht mehr der Fall. Die Steuereinnahmen waren deutlich tiefer, die Arbeitslosigkeit war fast doppelt so hoch wie heute. Nein, ich wünsche mir diese Zeiten nicht zurück. Schauen Sie ins Ausland: Es geht uns in ganz vielen Bereichen besser. Warum? Weil wir eben genau mit diesen

AB 2025 N 1850 / BO 2025 N 1850

Bilateralen Verträgen seit Jahren erfolgreich sind. Diese Verträge werden durch diese Nachhaltigkeits-Initiative zum Abschluss freigegeben. Ja, wir müssen unsere Hausaufgaben machen. Nur, anstatt unsere Bilateralen Verträge und die Personenfreizügigkeit aufs Spiel zu setzen, müssen wir unser inländisches Arbeitskräftepotenzial besser ausschöpfen. Das ist zentral, so können wir die Zuwanderung dämpfen. Wir sollten unsere Pflegefachpersonen und Ärzte endlich selber ausbilden, anstatt sie aus dem Ausland zu rekrutieren. Die GLP-Fraktion hat in dieser Woche diesbezüglich diverse Vorstösse eingereicht. Da müssen wir ansetzen und nicht mit einer solchen Stoppschild-Initiative. Diese Kündigungs-Initiative ist keine Lösung. Wir machen unseren Erfolg damit selber kaputt.

Empfehlen Sie die Initiative zur Ablehnung.

Crottaz Brigitte (S, VD): Encore une fois, nous avons droit au grand classique de l'UDC avec cette initiative, qui ne propose pas un débat honnête sur les conséquences de l'immigration, mais une vision simpliste et une obsession de faire croire que tous les problèmes découlent de l'immigration.

Elle sert à entretenir la méfiance et le réflexe de dire que, si tout va mal, c'est la faute des étrangers. Elle sert



également à banaliser les discours xénophobes qui montent partout en Europe et à détourner l'attention des vrais problèmes que sont les inégalités sociales, la spéculation immobilière, la stagnation salariale ou encore le dérèglement climatique.

Für die Initianten sind die Ausländer an allem schuld. Zu viele Staus auf der Autobahn, steigende Mieten: Die Ausländer sind schuld und bedrohen damit unsere Nachhaltigkeit.

Cette préoccupation pour la durabilité est certes louable, mais juste surréaliste lorsqu'elle provient d'un parti dont les données d'Ecorating démontrent qu'il n'a que 4 pour cent de votes respectueux de l'environnement et de la durabilité, alors que le PS, les Verts et les Vert'libéraux ont des scores entre 95 et 100 pour cent sur ce sujet.

Soyons clairs, cette initiative n'a rien à voir avec la durabilité. C'est une campagne de communication déguisée. Dix millions est de plus un chiffre sorti d'un chapeau, absurde et arbitraire. Il n'y a aucun fondement scientifique ni économique démontrant que 10 millions serait un seuil optimal. La durabilité ne dépend pas d'un nombre, mais de politiques intelligentes en termes d'aménagement du territoire, d'infrastructures et de protection de l'environnement, mais il est bien plus simple d'agiter l'épouvantail de l'étranger. Il y a aussi une savoureuse dose d'hypocrisie, car ce sont principalement les travailleuses et travailleurs venus de l'étranger qui font tourner nos PME, hôpitaux, hôtels, chantiers ainsi que le secteur de l'agriculture.

Vouloir limiter la Suisse à 10 millions d'habitants, c'est moins de main-d'oeuvre, moins de prospérité, moins de contribuables, moins de recettes fiscales et, enfin, moins d'actifs, donc des retraites menacées. L'immigration est un pilier de notre équilibre démographique. La Suisse, comme beaucoup de pays européens, fait face à une natalité trop faible pour maintenir en l'état la part des travailleurs actifs et, en parallèle, la population vieillit. Sans une immigration raisonnable, nous risquons d'être confrontés à un déséquilibre démographique majeur. Limiter arbitrairement la population à 10 millions équivaldrait à couper une partie essentielle du levier qui nous permet de rester en équilibre social, économique et démographique.

On le sait, les initiateurs ne sont pas seulement hostiles aux étrangers, mais aussi aux accords avec l'Union européenne. L'initiative menace clairement la voie bilatérale en exigeant que des mesures législatives soient prises si la population dépasse 9,5 millions et que les accords internationaux favorisant la croissance démographique soient renégociés, voire dénoncés. Cela inclut notamment l'accord sur la libre circulation des personnes avec l'Union européenne, qui est un élément central de nos accords bilatéraux, nécessaire pour le commerce, l'investissement, la mobilité des travailleurs et l'accès aux marchés. Dénoncer ou compromettre ces accords, c'est mettre en péril des secteurs entiers de notre économie et notre compétitivité. Implicitement et sournoisement, cette initiative n'est rien d'autre qu'une tentative de dynamiter nos accords bilatéraux avec l'Union européenne.

Je ne nie pas que l'immigration amène des défis, mais ceux-ci peuvent et doivent être anticipés en prévoyant des infrastructures, des logements, des transports, des services publics adaptés, une planification urbaine soucieuse de qualité et de durabilité. Toutes ces politiques se font plus efficacement dans un cadre ouvert et flexible, et non par des plafonds constitutionnels rigides. Ces défis ne sont par ailleurs pas propres à l'immigration, mais aussi liés à la croissance démographique naturelle, au flux des pendulaires, au tourisme et à l'urbanisation interne.

In conclusione: la Svizzera che vogliamo è una Svizzera forte, giusta, prospera, capace di conciliare sostenibilità e apertura.

Une Suisse qui ne cède pas à la peur de l'étranger, mais qui reconnaît que la diversité, la mobilité et l'interaction internationale nous enrichissent économiquement, culturellement et démographiquement. Une Suisse qui assume ses obligations internationales, protège ses accords, tout en veillant à ce que l'immigration soit maîtrisée, équitable et profitable pour tous.

Voter non à cette initiative, ce n'est pas un appel à une immigration incontrôlée, mais un refus de l'arbitraire, du repli sur soi et des peurs infondées.

Grabner Michael (V, VS): Wie viel Zuwanderung verträgt die Schweiz? Dieser Frage wich der zuständige SP-Bundesrat Beat Jans aus, als er beim Besuch am Kollegium in Brig danach gefragt wurde. Grenzen seien grundsätzlich etwas Schlechtes, so seine allgemeine Antwort. Micheline Calmy-Rey, seine Vorgängerin im Bundesrat, stellte sogar das Bevölkerungswachstum infrage. Es gäbe Experten, die behaupten würden, die 10-Millionen-Marke werde nie erreicht. Das sagte die frühere SP-Bundesrätin neulich in einem Podcast von "Le Temps". Micheline Calmy-Rey, die Zuwanderungsleugnerin. So weit geht Kollege Cédric Wermuth nicht. Ihm mache die Zuwanderung und deren Auswirkungen auf die Infrastruktur aber keine Angst, sagte er im November 2024 in einem Interview mit dem "Tages-Anzeiger". Zitat des SP-Copräsidenten: "12 Millionen Menschen in der Schweiz? Das ist kein Wunsch von mir, aber es ist machbar." 12 Millionen Menschen in der



Schweiz sind machbar – das erinnert frappant an Angela Merkels "Wir schaffen das". Und wie es mittlerweile um Deutschland steht, wissen wir alle.

Die Masseneinwanderung ist kein Naturgesetz. Die Masseneinwanderung ist nicht gottgegeben. Die Masseneinwanderung macht uns auch nicht reicher, nicht vermögender. Im Gegenteil, seit Corona ist das Bruttoinlandprodukt pro Kopf in der Schweiz rückläufig. Nein, die Masseneinwanderung ist politisch gewollt: von den Wirtschaftsverbänden, vom Bundesrat, von diesem Parlament, vor allem von der Linken. Die SP kann mit einer 12-Millionen-Schweiz gut leben, kein Problem. SP-Bundesrat Jans will gar keine Obergrenze, ja überhaupt keine Grenzen und somit auch keine Schweiz. Beat Jans will das Land unter der Zuwanderung vergraben, und Micheline Calmy-Rey leugnet die Massenzuwanderung.

In der "NZZ" war zu lesen, dass alle 6 Minuten und 35 Sekunden eine Person in die Schweiz einwandert. Also praktisch im gleichen Rhythmus, wie wir hier wechselseitig ans Rednerpult schreiten, überschreitet eine neue Person die Landesgrenze, um zu bleiben. Das sind 219 Personen pro Tag, das entspricht dem vollbesetzten Nationalratssaal samt Mitarbeitern der Parlamentsdienste – jeden Tag. Seit wir die Personenfreizügigkeit haben, sind netto über eineinhalb Millionen Menschen in die Schweiz gekommen. Gleichzeitig sprechen alle von einem Fachkräftemangel. Ja, wer ist denn gekommen? Wer waren denn diese 1,5 Millionen Menschen? Was haben diese für unser Land geleistet?

Im Hinblick auf die bevorstehende Abstimmung werden die Schweizerinnen und Schweizer schon heute von allen Seiten eingeschüchtert – vom Bundesrat, von der Mehrheit dieses Parlamentes, von der Verwaltung und von den Mainstream-Medien. Man macht ihnen Vorwürfe, dass sie die Schweizer Wirtschaft gefährdeten oder dass sie ausländerfeindlich seien. Man hält dem Schweizervolk vor, dass es sich zu schade sei, angeblich dreckige Arbeit zu machen. Was für eine

AB 2025 N 1851 / BO 2025 N 1851

Arroganz gegenüber allen Menschen, ob Schweizer oder Ausländer, die jeden Tag den Wecker stellen und dafür sorgen, dass dieses Land vorwärtskommt.

Doch der Wind da draussen, auch wenn Sie das noch nicht gemerkt haben, hat längst gedreht. Die Personenfreizügigkeit ist immer noch eine heilige Kuh, aber nur in den Glaspalästen von Brüssel und hier im Bundeshaus. Gehen Sie mal um 17 Uhr nach einem langen, strengen Arbeitstag Zug fahren, aber nicht mit dem GA erster Klasse, das uns die Steuerzahler subventionieren. Gehen Sie mal an eine Wohnungsbesichtigung im Raum Zürich, im Raum Basel oder auch in Visp. Gehen Sie und erklären Sie einer jungen Familie, wie sie Eigentum erwerben und sich eine Zukunft aufbauen soll. Und fragen Sie die Menschen da draussen, die normalen Menschen, die ein normales Leben führen wollen, wie viel Zuwanderung die Schweiz verträgt. Wir von der SVP sind der Meinung, dass 10 Millionen Menschen genug sind, mehr als genug. Mehr geht ganz sicher nicht.

Gugger Niklaus-Samuel (M-E, ZH): Ein neuer Name, kühn und grün,
soll alte Mauern überziehn,
doch hinter Wörtern, glatt und rein,
steckt nichts als fauler Schein.

Glauben wir wirklich, dass wir mit einer fixen Zahl die Probleme lösen können? Eine Grenze auf dem Papier ordnet keine Realität. Als ich den Namen dieser Initiative das erste Mal las, war ich fast überrascht: "Keine 10-Millionen-Schweiz! (Nachhaltigkeits-Initiative)". "Nachhaltigkeit", ausgerechnet von der SVP, die bisher jede echte Nachhaltigkeitsvorlage bekämpft hat. Ein Hoffnungsschimmer? Leider nein. Schnell wurde klar: Mit Nachhaltigkeit hat das nichts zu tun. Der Titel ist reine Taktik, politischer Etikettenschwindel, der an Satire grenzt, denn diese Initiative verfällt gleich zweifach, sie ist ein Etikettenschwindel in doppelter Hinsicht:

1. Es geht in keiner Weise um ökologische Nachhaltigkeit. Anders als die Umweltverantwortungs-, die Biodiversitäts- oder die Trinkwasser-Initiative, die die EVP unterstützt, nimmt diese Vorlage das Thema Umwelt schlicht nicht auf. Das ist kein Zufall, das ist die Haltung der SVP.

2. Die Initiative erreicht nicht einmal das, was sie selbst verspricht. Im Argumentarium heisst es, man wolle eine nachhaltige Bevölkerungsentwicklung fördern. Doch die Realität sieht anders aus: Es herrschen demografischer Wandel und Fachkräftemangel.

Die Schweiz steht vor einem massiven demografischen Wandel. Ja, die Bevölkerung wächst kurzfristig. Wegen der tiefen Geburtenrate wird sie aber zugleich älter. Der Anteil der Menschen im erwerbsfähigen Alter sinkt, und unsere Wirtschaft ist immer stärker auf ausländische Fachkräfte angewiesen.

Der Fachkräftemangel ist heute schon Realität und wird sich verschärfen. Ganz Europa steht vor derselben Herausforderung. Wir treten in einen harten Wettbewerb um junge, qualifizierte Arbeitskräfte ein. Ausgerech-



net in diesem Moment will die Initiative die Schweiz abschotten. Damit schwächen wir unsere Wettbewerbsfähigkeit, noch bevor der Wettbewerb richtig losgeht. Für unseren Wohlstand und die Zukunft der Schweizer Wirtschaft wäre das fatal – ein Rückschritt für die Zukunft.

Dazu kommt: Langfristig werden die Bevölkerungszahlen nicht steigen, sondern sinken. Der Geburtenrückgang wirkt. Das heisst, wir müssen uns ohnehin auf einen Bevölkerungsrückgang einstellen, mit allen gesellschaftlichen und wirtschaftlichen Konsequenzen. Migration wird eines der wenigen Mittel sein, um diese Folgen abzufedern. Genau das will die Initiative aber verhindern.

Darum lehnt die EVP diese Schein-Nachhaltigkeits-Initiative klar ab. Denn sie löst kein Problem, sie schafft neue. Wir unterstützen aber den direkten Gegenentwurf, der klar aufzeigt, dass wir die Herausforderungen angehen müssen, aber nicht auf eine scheinheilige Weise.

Büchel Roland Rino (V, SG): Lieber Freund, ich schätze Sie ja wirklich. Ich habe jetzt gehört, dass Sie ein Poet sind. Und ich würde sagen:

Lieber Gugger Nik,

mit einem Gedicht

kommt man vielleicht im "Blick",

doch die Probleme löst man nicht.

Was tun Sie, um diese Probleme wirklich anzugehen? Sie reden davon, dass die Bevölkerungszahl zurückgeht, aber das ist doch utopisch. Was tun Sie wirklich, um die steigende Bevölkerungszahl einzudämmen?

Gugger Niklaus-Samuel (M-E, ZH): Sie haben mir ja gut zugehört, Herr Büchel; ich danke Ihnen und bin froh, dass das Gedicht Sie zum Nachdenken gebracht hat. Es ist mir wichtig zu sagen: Auch Sie wollen die Wirtschaft fördern, Sie wollen, dass wir hier in der Schweiz unseren Wohlstand erhalten können. Ich habe klar gesagt – das ist wissenschaftlich erwiesen –, dass wir einen Geburtenrückgang haben und wir mehr Leute brauchen. Ich habe auch klar gesagt, dass wir uns nicht einfach an eine fixe Zahl halten können. Darum halte ich fest und gebe Ihnen als Antwort: Bis jetzt sind wir nicht bei 10 Millionen Einwohnern. Ich habe auch klar gesagt, dass wir den Gegenvorschlag der Mitte unterstützen. Das wäre ja die Lösung für Ihr Problem. Für die Unterstützung dieses Gegenvorschlags wäre ich Ihnen sehr dankbar. Das wäre keine Schein-Nachhaltigkeitslösung, weil auch wir sagen, dass man ein Auge auf dieses Thema haben muss.

Egger Mike (V, SG): Herr Gugger, Sie sagten, unsere Initiative hätte nichts mit Nachhaltigkeit zu tun. Ist es denn nicht so, dass 1,7 Millionen Menschen mehr in den letzten 23 Jahren auch mehr Ressourcen verbrauchen?

Gugger Niklaus-Samuel (M-E, ZH): Das ist in der Tat so, aber wir haben uns auch gesteigert. Auch Sie wollen zum Beispiel im Viertelstundentakt nach Bern fahren können.

Götte Michael (V, SG): Heute sind wir uns gewohnt, dass es zu allem und jedem tiefschürfende Studien und wortgewaltige Expertenmeinungen gibt. Manchmal sind diese ganz hilfreich, vielfach dienen sie aber eher dazu, das wirklich Entscheidende zu vernebeln. Ganz anders der Volksmund: Dieser setzt auf Erfahrung und den gesunden Menschenverstand und versteht es, die Sache in wenigen Worten auf den Punkt zu bringen. Eine dieser althergebrachten Redewendungen lautet: "Allzu viel ist ungesund." Selbst an sich gute Dinge haben ihre Schattenseiten, sobald sie das vernünftige Mass überschreiten, und dies gilt auch für die Zuwanderung. Ich wohne und arbeite seit jeher in einer Grenzregion der Schweiz. Die Ostschweiz hat immer von einem fruchtbaren Austausch mit dem Vorarlberg und unseren deutschen Nachbarn gelebt. Viele Industrie- und Gewerbetriebe kamen aus dem Ausland. Heute müssten die meisten Unternehmen und Institutionen ohne ausländische Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter ihre Tore schliessen – nur, darum geht es nicht. Nicht die Zuwanderung von Arbeitskräften an und für sich ist das Problem, sondern das Ausmass der Zuwanderung; das ist heute das Problem. Um mich zu wiederholen: Allzu viel ist ungesund. Ein reichhaltiges Essen kann ein Genuss sein, doch im Übermass belastet es uns manchmal bis zum nächsten Tag.

Das Sprichwort "Allzu viel ist ungesund" lehrt uns, bewusst zu wählen. Dies gilt auch für die Bevölkerungsentwicklung. Wo verläuft in der Schweiz die Grenze bei der Zuwanderung? Wann schlägt diese vom Positiven ins Negative um? Die Nachhaltigkeits-Initiative der SVP gibt darauf eine klare und ehrliche Antwort. Wir wollen, dass die Schweiz bis ins Jahr 2050 nicht mehr als 10 Millionen Einwohner hat. Unseren Lebensraum können wir nicht vergrössern, wir können aber mit einer massvollen und kontrollierten Zuwanderung dafür sorgen, dass dieser Lebensraum auch für die kommenden Generationen lebens- und liebenswert bleibt. Das von mir zitierte Sprichwort "Allzu viel ist ungesund" ist keine Warnung, es ist auch kein erhobener Zeigefinger, viel-



mehr ist es eine Einladung und ein Auftrag, das richtige Mass zu finden. Nur dort, wo wir masshalten, kann das Leben in seiner ganzen Vielfalt zur Geltung kommen.

AB 2025 N 1852 / BO 2025 N 1852

Ryser Franziska (G, SG): Die Schweizer Bevölkerung wächst, und zwar, weil unsere Wirtschaftsleistung wächst. Unternehmen wachsen, neue Firmen werden gegründet, Tochterfirmen werden in die Schweiz geholt. Sie alle brauchen Arbeitskräfte, um diese zusätzlichen Stellen zu besetzen, und zwar mehr, als der Arbeitsmarkt in der Schweiz hergibt. Deshalb sind wir auf die Zuwanderung aus dem Ausland angewiesen, auf Personen, die hierherkommen, um zu arbeiten und den Wirtschaftsmotor am Laufen zu halten. Fast 90 Prozent der Zuwanderung kommen aus dem Umland, der EU. Das sind Personen, die mit einem Arbeitsvertrag in die Schweiz kommen oder geholt werden. Die wachsende Bevölkerung ist die direkte Folge Ihrer Wirtschafts- und Steuerpolitik, geschätzte SVP-Fraktion. Das sind, um es mit Goethe zu sagen, die Geister, die Sie riefen.

Ist die wachsende Bevölkerung in der Schweiz denn ein Problem? Das kommt darauf an, wie wir damit umgehen. Der Boden in der Schweiz ist begrenzt, die Produktionsleistung der Schweizer Landwirtschaft ebenfalls, die Verkehrsinfrastrukturen und Energiemengen nur langfristig erweiterbar. Wie wir mit diesen Ressourcen umgehen, ist eine berechnete politische Frage. Das sind die Verteilungsfragen, die wir in diesem Rat diskutieren und lösen müssten. Ansätze dafür sind bekannt, nämlich in den urbanen Räumen verdichten, das 15-Minuten-Dorf als Grundlage der Raum- und Verkehrsplanung etablieren, Energieeffizienz fördern, Food Waste vermeiden, den Flächenbedarf pro Kopf reduzieren.

In questo modo è possibile affrontare gli effetti, anche quelli negativi, di una società basata sulla crescita. Con risposte adeguate a queste questioni di distribuzione, in teoria anche 10, 12 o 16 milioni di persone potrebbero vivere in Svizzera con una buona qualità di vita.

Was Sie mit dieser Initiative aber tun, ist kein Beitrag zur Problemlösung. Es ist eine Sündenbockpolitik:

Sie behaupten, mit einer Begrenzung der Zuwanderung seien all diese Ressourcenfragen gelöst. Der Bevölkerung enthalten Sie aber vor, dass der Raumbedarf, der Energiebedarf und die Mobilität pro Kopf vor allem auch bei den Schweizerinnen und Schweizern stetig zunehmen.

Innerhalb der Zuwanderungsbevölkerung zeigen Sie mit dem Finger auf die Asyl- und Schutzsuchenden, die gerade einmal 12 Prozent der Zuwanderung ausmachen. 12 Prozent! Da sind kriegsvertriebene Ukrainerinnen und Ukrainer, von Gewalt bedrohte Afghaninnen, politische Geflüchtete aus Syrien mit dabei, also alle, zu deren Schutz uns unsere humanitäre Tradition verpflichtet.

Sie versuchen, die verbleibende Menschlichkeit aus dem Migrationswesen zu verdrängen. Sie wollen den Saisonnierstatus wieder einführen. Dieser Status ohne Familiennachzug sorgte dafür, dass viele papierlose Frauen und Kinder in den prekärsten Lebens- und Arbeitsverhältnissen lebten. Dieses dunkle Kapitel der Schweizer Geschichte wollen Sie wieder aufleben lassen.

Sie wollen die Bilateralen Verträge kündigen, obwohl wir seit der Einführung der Personenfreizügigkeit einen wirtschaftlichen Aufschwung hatten, obwohl 500 000 Schweizerinnen und Schweizer unbürokratisch in der EU arbeiten können, obwohl unsere KMU auf den barrierefreien Zugang zu den europäischen Märkten angewiesen sind, obwohl unsere Studierenden enorm von den Austauschprogrammen mit der EU profitieren, obwohl wir kulturell, sicherheitspolitisch und wertebedingt mit Europa zusammenarbeiten müssen.

Immerhin ist Ihrer Initiative zuzugestehen, dass diese letzte Massnahme insofern konsistent ist, als Sie damit das Wirtschaftswachstum in der Schweiz mit der Brechstange stoppen würden und damit unseren Wohlstand und unsere Sicherheit ganz direkt torpedieren. Das macht diese SVP-Initiative zur Antiwachstums- und Antiwohlfstands-Initiative.

Nur, bis anhin bietet die SVP nicht Hand, um sinnvolle Massnahmen vorzubereiten, die für die Verträglichkeit mit weniger Wirtschaftswachstum notwendig wären. Dies betrifft etwa erneuerbare Energien, die Entkopplung der Altersvorsorge von den Aktienmärkten, die Ressourceneffizienz, geschlossene Kreisläufe, den sozialen Ausgleich. Ohne solche Massnahmen wird diese Initiative die Schweiz in ein Chaos stürzen.

Wer Verantwortung für die Schweiz übernimmt, lehnt die Initiative deshalb ab.

Bürgi Roman (V, SZ): Wir diskutieren über unsere Nachhaltigkeits-Initiative. Ich beginne mit einer simplen Frage: Wie lange wollen wir in diesem Land noch zusehen, wie wir jedes Jahr hunderttausend neue Menschen aufnehmen, ohne anzuerkennen, dass das gravierende Folgen hat? Im Jahr 2024 sind netto 83 392 Menschen in die Schweiz eingewandert. Das ist keine Ausnahme, das ist der Normalzustand. Dieser Normalzustand ist nichts anderes als ein Dauernotfall für unser Land.

Schauen wir uns an, was diese Zahl bedeutet, ganz konkret: Allein diese neuen 83 392 Einwohnerinnen und



Einwohner brauchen 384 zusätzliche Spitalbetten, 384 neue Ärztinnen und Ärzte, 2135 zusätzliche Pflegekräfte und eine zusätzliche Siedlungsfläche im Umfang von 4630 Fussballfeldern. Wir brauchen 37 905 neue Wohnungen. 44 615 neue Fahrzeuge kommen auf unsere Strassen, und 526 Millionen Kilowattstunden Strom müssen zusätzlich produziert werden. Das ist so viel, wie 88 grosse Windräder im Jahr liefern würden.

Jetzt stellen Sie sich vor: Das passiert nicht einmal, nicht zweimal, sondern jedes Jahr immer wieder. Konkret heisst das, dass alle drei bis vier Jahre die Schweiz um eine ganze Stadt in der Grösse von Basel wachsen würde. Wir bauen das Land zu, wir überfordern unsere Spitäler, unsere Schulen, unsere Strassen, unsere Energieversorgung und auch unsere Bevölkerung.

Das ist nicht ein bisschen Wachstum, das ist ein Sprengsatz unter unserem Land, der Jahr für Jahr gezündet wird. Und was passiert dann? Dann steigen die Mieten, die Notaufnahmen platzen aus allen Nähten, dann explodieren die Gesundheitskosten, man steht im Stau, und das Portemonnaie des Mittelstandes wird immer leerer.

Und was tut der Bundesrat? Er redet vom Netto-null-Ziel, von Biodiversität, von Flächenschutz. Aber gleichzeitig importiert er jedes Jahr eine Bevölkerung in der Grösse einer Stadt. Das ist doch nicht normal. Man kann nicht gleichzeitig die Klimaziele erfüllen und jedes Jahr die Einwohnerschaft einer neuen Stadt ins Land holen. Das ist nicht nachhaltig, das ist Realitätsverweigerung.

Wollen wir weniger CO₂-Ausstoss, dann brauchen wir nicht neue Windräder, sondern vor allem weniger Netozuwanderung. Wollen wir weniger Bodenverbrauch, dann müssen wir doch aufhören, jedes Jahr Flächen im Umfang von Tausenden von Fussballfeldern zuzubauen. Wollen wir bezahlbare Mieten, dann müssen wir dafür sorgen, dass nicht immer mehr Menschen auf denselben knappen Wohnraum drängen. Die grösste Umweltbelastung, die grösste Wohnungsnot und die grösste Kostenlawine entstehen nicht durch falsche Stromquellen oder zu wenig Recycling, Frau Ryser, sondern durch das ungebremste Bevölkerungswachstum.

Und dieses Wachstum ist politisch gewollt. Es ist die Folge des Personenfreizügigkeitsabkommens, dass wir seit Jahren die Zuwanderung nicht mehr steuern können. Wir haben die Kontrolle über unsere Grenzen verloren, und wir haben die Kontrolle über unser Wachstum verloren.

Unsere Nachhaltigkeits-Initiative will genau hier ansetzen. Sie will, dass sich unser Land entwickeln kann, aber im Rahmen seiner Möglichkeiten, dass wir nicht weiter in ein Wachstum getrieben werden, das alle und alles überfordert. Wir wollen eine klare, verbindliche Begrenzung der Zuwanderung, damit Infrastruktur, Gesundheitswesen, Energieversorgung und Natur Schritt halten können. Das ist wahre und ehrliche Nachhaltigkeit.

Herr Glättli sagt, es sei eine radikale Initiative. Ich sage Ihnen: Radikal ist es, jedes Jahr hunderttausend Menschen aufzunehmen und so zu tun, als gäbe es keine Grenzen, weder geografisch noch wirtschaftlich und gesellschaftlich. Es ist radikal, wenn wir unsere Landschaft zubauen, unsere Sozialwerke belasten und unseren Kindern und Grosskindern ein Land hinterlassen, das aus den Fugen geraten ist.

Unsere Initiative ist der einzige Weg, um wieder Planbarkeit zu schaffen. Vielen Dank für die Unterstützung.

AB 2025 N 1853 / BO 2025 N 1853

Nussbaumer Eric (S, BL): Stellen Sie sich vor, Sie würden in einem Land leben, in dem eine Regierungspartei unbedingt die Standortbedingungen verschlechtern will. Stellen Sie sich vor, diese Regierungspartei würde glauben, dass ein Beschäftigungswachstum dem Standort immer schade. Mir fällt diese Vorstellung schwer, aber die SVP will das hier und heute mit ihrer Initiative erreichen: die Standortbedingungen verschlechtern, die Beschäftigungsmöglichkeiten verschlechtern, die Entwicklung wirtschaftlichen Potenzials ausbremsen. Es ist ein gefährlicher Irrweg, der hier für unser Land empfohlen wird.

Ich habe in den letzten Minuten den drei SVP-Exponenten Graber, Götte und Bürgi zugehört. Herr Graber sagt, die Initiative schütze die Schweiz vor zu starker Zuwanderung. Das ist falsch. Die Zuwanderung entsteht nicht einfach so, sondern sie hat mit unserem Beschäftigungswachstum zu tun. Wir sind ein erfolgreiches Land. Wir haben in den letzten Jahren erfolgreiches wirtschaftliches Potenzial entwickelt und auch genutzt – und das ist der Grund für die starke Zuwanderung. Herr Graber sagt, es wäre wieder ein normales Leben möglich, wenn die Bevölkerung nicht über 10 Millionen ansteige. Im Initiativtext selbst steht ja, es könnten eines Tages auch mehr werden. Darum ist es falsch, zu sagen, diese Initiative begrenze die Einwohner der Schweiz auf 10 Millionen. Zuwanderung ist unsere Lebensader, und darum ist diese Initiative schlecht für unser Land.

Herr Götte ruft in den Saal, Expertenmeinungen würden vernebeln, der Volksmund gebe die Richtung vor. Also so kann man ein Land auch steuern; mit Volksmundsprüchen kann man ein Land auch steuern. Und ich sage Ihnen, das Land wird verlieren. Wenn man das Land aufgrund von Volksmundsprüchen abschottet, dann wird unser Land verlieren. Das Masshalten endet in der Verweigerung. Es endet an dem Punkt, an dem man sagt, dieses Land solle sich nicht mehr entwickeln. Und das ist das Masshalten, das hier gefordert wird.



Herr Bürgi fragt, wie lange wir noch zusehen wollen. Herr Bürgi, niemand schaut zu. Wir sind ja in der politischen Verantwortung und versuchen, die Herausforderungen zu lösen, die diese Zuwanderung für unser Land hervorbringt. Dass Sie diese nicht lösen wollen, ist ja klar. Sie möchten sich dieser Frage verweigern. Sie möchten so tun, als ob alles gelöst wäre, wenn man nur eine Barriere herunterlassen würde. Das ist aber nicht der Fall. Wir müssen die Herausforderungen miteinander angehen, und das hat der Bundesrat in den Verhandlungen mit der Europäischen Union ja auch getan. Er hat versucht, eine Schutzklausel zu formulieren, die am Schluss umgesetzt werden muss und die auch ein Instrument ist, um die konkreten Herausforderungen in diesem Bereich zu bewältigen.

Sie möchten das Freizügigkeitsabkommen kündigen. Es geht Ihnen nicht um den Schutz der Ressourcen. Sie möchten das Freizügigkeitsabkommen, den Kern unserer bilateralen Beziehungen mit der Europäischen Union, kündigen und damit den bilateralen Weg infrage stellen. Sie möchten damit auch die Exporte der Schweiz beeinträchtigen. Über 50 Prozent der Exporte gehen in die EU. Wer dieses Abkommen kündigt, riskiert schlussendlich auch den bilateralen Weg. Das wäre aus meiner Sicht wirtschaftlich verheerend. Es ist politisch unklug, und es ist, das hört man ja heute, gesellschaftlich spaltend.

Der Bundesrat hat gut verhandelt, er hat konkrete Elemente mit der EU verhandelt, damit wir die Herausforderungen flexibel, gezielt und zeitlich begrenzt lösen können. Darum sage ich klar Nein zu dieser Initiative. Sie isoliert die Schweiz, sie schwächt unser wirtschaftliches Potenzial, und sie gefährdet schlussendlich auch den Zusammenhalt in der Bevölkerung.

Huber Alois (V, AG): Lieber Kollege Nussbaumer, Sie haben gesagt, in der Zuwanderung liege das Heil der Schweiz, der Wirtschaft und von allem. Wir sprechen jetzt vom Jahre 2040; aber die Schweiz sollte doch auch noch in 200 und 300 Jahren Bestand haben. Ist die Zuwanderung dann auch immer noch wichtig? Wie wollen Sie das unseren Ururenkeln erklären? Das nähme mich noch wunder.

Nussbaumer Eric (S, BL): Sie sprechen hier die grosse Frage einer möglichen gesellschaftlichen Entwicklung an. Schlussendlich ist es aber einfach nicht so, dass wir immer auf dem Niveau von 1291 bleiben. Es ist eine Realität, dass die Schweiz sich entwickelt. Es ist eine Realität, dass wir gemeinsam zu meisternde Herausforderungen haben. Wenn das Bevölkerungswachstum und das Wirtschaftswachstum schnell erfolgen, dann müssen wir die Fragen miteinander angehen. Der Herr Bundesrat wird dann sicher auch noch die Schutzklausel verteidigen, die er verhandelt hat. Aber Sie verweigern sich ja dieser Fragestellung. Sie sagen: Barriere runter, Stopptafel rauf, und dann ist alles wieder gut. Das ist Ihre Volksinitiative, und idealerweise möchten Sie noch alle Verträge kündigen, die man im internationalen Kontext abgeschlossen hat.

Strupler Manuel (V, TG): Geschätzter Kollege Nussbaumer, Sie haben jetzt ein Loblied auf die Zuwanderung gesungen. Meine Frage ist: Begrüssen Sie auch eine Zuwanderung aus Kulturkreisen, die unsere demokratischen, unsere gesellschaftlichen, unsere christlichen Werte nicht akzeptieren wollen?

Nussbaumer Eric (S, BL): Ich befürworte, dass unser Land ein rechtsstaatliches Verfahren durchführt für Menschen, die auf der Flucht sind und versuchen, eine neue Lebensrealität zu finden. Wir sind uns einig, dass wir diese Menschen anständig behandeln möchten und dass wir rechtsstaatlich vorgehen wollen. Wenn diese Menschen ein Aufenthaltsrecht bekommen, dann haben sie dieses in einem rechtsstaatlichen Verfahren erlangt, und wenn sie es nicht bekommen, dann sind sie nicht Teil unserer Gesellschaft hier in der Schweiz.

Haab Martin (V, ZH): Ich hoffe natürlich, dass Herr Nussbaumer mir jetzt auch zuhört. Er hat ja erwähnt, dass er bei den letzten drei SVP-Vertretern ein offenes Ohr gehabt hat.

Die Initiative möchte nichts anderes, als eine zukunftsfähige und lebenswerte Schweiz zu erhalten. Schon heute, bei etwas mehr als 9 Millionen Einwohnern, ist der Dichtestress allgegenwärtig: in der Stadt, auf den Verkehrsflächen und je länger, je mehr auch in den ländlichen Gebieten. 9 Millionen Menschen, das sind ziemlich genau gleich viele wie in unserem östlichen Nachbarland Österreich, wobei dessen Landesfläche doppelt so gross ist.

Ja, wir können die Augen verschliessen und zuwarten. Aber worauf wollen wir warten? Glauben Sie wirklich, dass sich das Problem einmal von selbst löst? Einige in diesem Raum glauben tatsächlich, dass eine Schrumpfung der Bevölkerung irgendwann von selbst eintritt. Erwachen Sie aus diesem Traum, sage ich Ihnen. Solange unser Lebensstandard hoch bleibt und die Sozialleistungen über dem europäischen Durchschnitt liegen, bleibt die Schweiz als Zuwanderungsland für die ganze Welt attraktiv – sei es, um hier zu arbeiten oder um Sozialleistungen zu beziehen.

Ein Schrumpfen der Bevölkerung tritt erst dann ein, wenn wir wieder dorthin zurückkehren, wo wir uns vor über



120 Jahren befanden, nämlich im Armenhaus von Europa. Wollen Sie das wirklich? 11 Millionen, 12 Millionen – irgendwann werden es 13 oder 14 Millionen sein. Mit dem Verdrängen dieser Tatsache überlassen wir ganz einfach den Entscheid den kommenden Generationen. Die Menschen, die heute Ihre Kinder oder Grosskinder sind, werden in zwanzig, dreissig oder vielleicht auch vierzig Jahren hier in diesem Saal Politik machen. Sie werden unweigerlich die Notbremse ziehen müssen. Ist unser Land erst einmal an diesem Punkt angelangt, wird man retrospektiv feststellen, dass wir es vor Jahrzehnten verpasst haben, die nötigen Entscheide zur Regulierung zu fällen. Die meisten von Ihnen werden dafür nicht mehr geradestehen müssen.

Diejenigen, die heute gegen diese Initiative das Wort ergreifen, sind dieselben, die den Verlust der Biodiversität beklagen, die auf das Artensterben hinweisen oder über den Insektenschwund jammern. Mit dem grenzenlosen Wachstum geht der Verlust von Landwirtschaftsflächen einher, das Zubetonieren der Landschaft schreitet täglich voran. Mehr

AB 2025 N 1854 / BO 2025 N 1854

Wohnraum, mehr Infrastruktur, mehr Erholungsflächen für Sport und Freizeit – all dies entsteht fortlaufend auf den besten landwirtschaftlichen Flächen, vor allem im Mittelland und den Agglomerationsgemeinden.

Ich komme aus dem Kanton Zürich. Die Entwicklung der letzten dreissig Jahre im Glattal, im Furttal oder im Limmattal spricht Bände. Wenn wir die Fruchtfolgeflächen, die besten Landwirtschaftsböden, weiterhin bebauen wollen, wenn wir unseren Selbstversorgungsgrad mit Nahrungsmitteln nicht noch weiter in die Tiefe fallen lassen wollen – hören Sie jetzt gut zu – und wenn wir die noch vorhandenen wertvollen Biodiversitätsförderflächen erhalten wollen, dann müssen wir jetzt reagieren. Wir müssen heute Verantwortung übernehmen, um den zukünftigen Generationen eine lebenswerte und selbstbestimmte Schweiz zu hinterlassen. Alles andere ist Vogel-Strauss-Politik: nach mir die Sintflut.

Wer heute behauptet, dass die grenzenlose Zuwanderung essenziell für den wirtschaftlichen Erfolg unseres Landes ist, verkennet, dass wir uns mit diesem System in einem Perpetuum mobile befinden, welches bekanntlich kein Ende findet. Der Beweis ist in den letzten Jahren längst erbracht worden. Trotz massiver Zuwanderung Jahr für Jahr hat sich das Problem des Fachkräftemangels überhaupt nicht entschärft. Es nimmt sogar zu. Parallel dazu sinkt in diesem Land das BIP pro Kopf kontinuierlich. Dazu möchte ich Mathias Binswanger, Professor für Volkswirtschaftslehre, zitieren. Er schrieb vor einigen Tagen zu diesem Thema: "Die Zuwanderung lindert den Fachkräftemangel nicht – stattdessen hält sie die Löhne tief." Die Zuwanderung lindert den Fachkräftemangel nicht – stattdessen hält sie die Löhne tief!

Ich danke Ihnen für die Aufmerksamkeit, stimmen Sie Ja zur Initiative.

Nussbaumer Eric (S, BL): Ja, ich habe Herrn Haab auch zugehört, und Sie haben von einer grenzenlosen Zuwanderung gesprochen. Können Sie noch einmal bestätigen, dass dieses Modell einer grenzenlosen Zuwanderung gar nicht existiert, weil man erstens aufgrund der Personenfreizügigkeit nur in die Schweiz einwandern kann, wenn man eine Arbeitsstelle hat, und zweitens als asylsuchende Person nur in die Schweiz einwandern kann, wenn man im rechtsstaatlichen Verfahren anerkannt worden ist?

Haab Martin (V, ZH): Danke für diese Frage, Herr Kollege Nussbaumer. Für mich ist eine grenzenlose Zuwanderung dann gegeben, wenn wir Jahr für Jahr mehr als 1 Prozent Bevölkerungswachstum durch Zuwanderung haben. Es ist mir bewusst, dass wir ganz klare Regelungen für das Asyl und auch Regelungen für die Zuwanderung in den Arbeitsmarkt haben. Nur stelle ich in der Praxis fest, dass diese sehr verwässert sind und nicht durchgesetzt werden.

Sauter Regine (RL, ZH): Diese Initiative stellt eine einfache Behauptung auf: Wenn wir weniger Menschen in unser Land lassen, dann bleibt die Schweiz so, wie sie ist, das heisst schön, wohlhabend, funktionierend. Doch das ist ein gefährlicher Trugschluss. Die Schweiz war nie ein Land des Stillstands. Unsere Stärke war immer, dass wir uns weiterentwickeln konnten und Lösungen suchten, wenn sich neue Herausforderungen stellten.

Die Kündigungs-Initiative der SVP zielt hingegen genau nicht auf konstruktive Lösungen, sondern verspricht simple Rezepte: die Bevölkerungsentwicklung unseres Landes deckeln oder die Bilateralen kündigen. Diese Strategie soll unabhängig von der gesellschaftlichen, wirtschaftlichen oder demografischen Realität greifen. Das ist nicht nur unflexibel, sondern auch gefährlich.

Es gilt, die Fakten zu Kenntnis zu nehmen. Unsere Gesellschaft verändert sich, die Schweiz altert rapide. Bereits heute ist jede fünfte Person über 65 Jahre alt. Gemäss Szenarien des Bundesamtes für Statistik wird der Anteil der Über-65-Jährigen bis 2050 auf über 26 Prozent steigen. Gleichzeitig gibt es eine rückläufige Geburtenrate. Diese Entwicklung dürfen wir nicht ignorieren, sondern wir müssen uns heute darüber Gedanken machen, wie wir damit umgehen. Das Funktionieren wichtiger Sektoren in unserem Land hängt davon ab, zum



Beispiel das Gesundheitswesen. Schon heute sind mehr als ein Drittel aller Beschäftigten im Gesundheits- und Sozialwesen ausländische Staatsangehörige. Der Bedarf steigt. Laut Prognosen werden nur schon bis 2030 rund 65 000 zusätzliche Pflegefachpersonen benötigt. Dieser wachsende Personalbedarf kann bei Weitem nicht durch die aktuelle Zahl an Ausbildungsabschlüssen gedeckt werden. Ohne kontrollierte Zuwanderung wird die Lücke nicht geschlossen werden können.

Die Initiative suggeriert indessen, man könne die Bevölkerung begrenzen oder dann einfach die Personenfreizügigkeit mit der EU aufkündigen, damit alles beim Alten bleibe. Aber wer soll dann in Zukunft in unseren Spitälern die Kranken pflegen oder in den Alterszentren die betagten Menschen? Natürlich werden wir auch hier einen Strukturwandel erleben. Die Menschen sind länger fit. Die Technologie kann unterstützend wirken. Aber gerade in diesem Bereich wird letztlich die menschliche Leistung unersetzlich bleiben, davon bin ich überzeugt.

Auch unsere Altersvorsorge ist direkt vom gesellschaftlichen Wandel betroffen. Das System der AHV basiert auf dem Generationenvertrag. Das heisst, die Erwerbstätigen finanzieren die Renten. Es braucht nun nicht sehr viel Fantasie, um sich vorzustellen, dass die Rechnung immer weniger aufgeht, wenn die gut ausgebildeten jungen Arbeitnehmenden aus dem Ausland, die heute zu einem guten Teil die AHV finanzieren, wegfallen und in der Schweiz lediglich die nicht erwerbstätigen Rentner verbleiben. Arbeitnehmende aus dem EU/EFTA-Raum leisten heute deutlich mehr Beiträge an die Sozialversicherungen, als sie daraus beziehen. Eine Begrenzung der Zuwanderung verschärft somit die Finanzierungsproblematik der AHV, welche wir heute schon sehen, zusätzlich.

Diese Initiative baut auf Ängsten auf, aber sie bietet keine Lösungen. Vielmehr blockiert sie eine austarierte politische Steuerung der Zuwanderung, einer Zuwanderung, welche unserem Land in den vergangenen Jahren Fortschritt und Wohlstand gebracht hat. Angst war schon immer ein schlechter Ratgeber, und sie passt auch nicht zu uns. Die Schweiz hat immer gut daran getan, Veränderungen zuzulassen und diese positiv zu nutzen. Die Schweiz muss offen und gleichzeitig im Lead bleiben, sie muss Verantwortung gegenüber ihrer Bevölkerung tragen wie auch flexibel sein, und sie soll dies nicht als abgeschottetes Land, sondern vorausschauend tun.

Dafür braucht es diese Initiative nicht. Im Gegenteil, sie steht dem im Weg. Ich lehne sie deshalb aus Überzeugung ab.

Hübscher Martin (V, ZH): Wir stehen heute vor einer Entscheidung, die weit über das politische Tagesgeschäft hinausreicht. Wollen wir, dass die Schweiz längerfristig ein Stadtstaat wird wie Singapur oder Hongkong? Das ist die Frage, und ich sage Ihnen: Ich will das nicht.

Die Nachhaltigkeits-Initiative fordert uns auf, Verantwortung zu übernehmen, nicht nur für die Umwelt, sondern auch dafür, dass wir die nötigen Grundlagen für unsere Ernährung, für unsere Lebensqualität und für unsere Infrastruktur erhalten. Die Schweiz ist bereits jetzt ein dicht besiedeltes Land mit begrenzten Ressourcen. Unsere Infrastrukturen, seien es Wohnungen, Strassen, öffentlicher Verkehr, Schulräume oder die Energieversorgung, geraten zunehmend an ihre Belastungsgrenzen. Die fortschreitende Zersiedelung und der Druck, neue Bauzonen zu schaffen, verschärfen die Situation. Es ist paradox: Während wir hier im Saal über Nachhaltigkeit sprechen, genehmigen wir Projekte, die unser System weiter überlasten. Nachhaltige Entwicklung muss auch heissen, dass wir die Belastbarkeitsgrenzen unserer Infrastruktur respektieren und nicht überreizen.

Wir verlieren Kulturland in einem besorgniserregenden Tempo. Jede neue Überbauung, jede Umzonung bedeutet weniger Fläche für die Landwirtschaft, d. h. für die Produktion von Lebensmitteln, für die Biodiversität, für die Fruchtfolge. Gemäss dem Sachplan Fruchtfolgeflächen hat die Schweiz ja bereits heute zu wenig geeignete Flächen. So schrieb das ARE am 28. November 2023, hören Sie gut zu, dass der Mindestumfang an Fruchtfolgeflächen auf der Basis von 8,14

AB 2025 N 1855 / BO 2025 N 1855

Millionen Einwohnern – das war übrigens die Bevölkerungszahl im Jahr 2013 – berechnet wurde. Zum Zeitpunkt dieser Mitteilung zählte die Schweiz aber bereits 8,93 Millionen Einwohner. Wir alle wissen, dass die Bevölkerung mittlerweile die 9-Millionen-Grenze überschritten hat. Die Schweiz hat jetzt schon nicht einmal mehr fünf Aren Ackerfläche pro Kopf. Das ist weniger als die Hälfte der Ackerfläche pro Kopf in unseren Nachbarstaaten. Die Siedlungsfläche wächst auf Kosten der Ernährungssicherheit, und ja, über vier Fünftel des Wohnflächenwachstums erfolgen wegen der Zunahme der Bevölkerung. Das Bevölkerungswachstum ist der grösste Treiber des Wohnflächenwachstums. Wenn wir diesen Trend nicht stoppen, gefährden wir die langfristige Versorgung unseres Landes. In den städtischen und in den periurbanen Gebieten befinden sich über zwei Drittel unserer besten Landwirtschaftsflächen, nämlich der Fruchtfolgeflächen. Auch die Biodiversität lei-



det. Wussten Sie, dass wir in den letzten sechs Jahren 16 Prozent der Flächen mit Nachtdunkelheit verloren haben?

Die Nachhaltigkeits-Initiative setzt hier an. Sie verlangt, dass wir mit unseren Ressourcen haushälterisch umgehen, dass wir nicht nur kurzfristige ökonomische Interessen verfolgen, sondern auch ökologische und soziale Verantwortung übernehmen. Sie ist kein Wachstumsverhinderer, sie ist ein Wachstumslenker. Sie zwingt uns, Qualität vor Quantität und Erhalt vor Verbrauch zu stellen. Ich frage Sie: Wollen Sie wirklich weitermachen wie bisher, mit überlasteten Infrastrukturen, schrumpfendem Kulturland und einem sinkenden Bruttoinlandprodukt pro Kopf? Oder wollen Sie den Kurs korrigieren, bevor es zu spät ist?

Die Nachhaltigkeits-Initiative ist ein Schritt in die richtige Richtung, ein Schritt hin zu einer Schweiz, die auch morgen noch lebenswert ist. Ich bitte Sie, unterstützen Sie die Initiative.

Fehlmann Rielle Laurence (S, GE): Nachhaltigkeit? Reine Täuschung! Die SVP tarnt ihre Abschottungs-Initiative mit einem schönen Wort. Doch in Wahrheit geht es nur darum, die Schweiz zu isolieren und Ausländer zu stigmatisieren. Wenn wir Ja sagen, schaden wir unserem Land massiv.

Die SVP malt Horrorszenarien: zu viele Ausländer, keine Wohnungen mehr, überfüllte Züge, weniger Wohlstand. Das ist alles Panikmache.

Die Realität ist klar: Die Schweiz lebt vom Austausch mit Europa. Unser Wohlstand entsteht durch Zusammenarbeit, nicht durch Abschottung. Ohne Fachkräfte aus der EU und der EFTA bricht vieles zusammen. Schon bald gibt es mehr Pensionierte als junge Leute im Arbeitsmarkt.

Les personnes qualifiées et moins qualifiées issues de la migration sont indispensables dans de nombreux domaines. Prenons l'exemple du secteur de la santé. Le personnel étranger représente environ un tiers dans ce domaine. Une limitation de l'immigration aboutirait à des fermetures d'hôpitaux et de maisons de retraite. La pénurie de main-d'oeuvre touche d'ailleurs de nombreux autres secteurs. Faut-il rappeler que les travailleurs étrangers ne contribuent pas seulement à faire tourner notre économie, mais cotisent aux assurances sociales et alimentent, en particulier, le fonds AVS ? Les ressortissants des États de l'Union européenne et de l'AELE contribuent à raison de plus de 25 pour cent au financement de l'AVS, mais reçoivent moins de 15 pour cent de prestations. Un rapport de l'Office fédéral de la statistique de 2025 révèle que les étrangers coûtent, en moyenne, 28 pour cent moins cher que les Suisses au système de santé, notamment parce qu'ils sont plus jeunes. Les coûts moyens sont de 2569 francs pour les étrangers contre 3554 francs pour les Suisses, même en tenant compte des diverses variables. Le rapport qui couvre les années 2019 à 2022 contredit donc l'idée que les étrangers sont un poids plus lourd pour le système de santé. Si cette initiative passait, l'accord sur la libre circulation des personnes serait résilié et, avec lui, l'ensemble des accords bilatéraux qui ont fait leurs preuves. L'accès au marché intérieur des pays de l'Union européenne, indispensable pour 50 pour cent de nos exportations, serait entravé. Est-ce cela que nous voulons, alors que Trump nous impose des droits de douane exorbitants ? Cette initiative vise à isoler la Suisse dans un contexte géopolitique très instable où il faut au contraire resserrer les liens avec les pays qui partagent les mêmes valeurs de démocratie, de respect de l'État de droit et du droit international. Le peuple suisse a confirmé plusieurs fois son attachement à la voie bilatérale et à la libre circulation des personnes. En menaçant les accords bilatéraux, cette initiative va détruire ce qui a été patiemment mis en place ces dernières années, à savoir la protection des salaires et des conditions de travail. La sous-enchère salariale est, en effet, néfaste tant pour les travailleurs et travailleuses suisses que pour les personnes migrantes que l'on pourra à nouveau exploiter sans limites.

Cette initiative vise à faire pression sur les salaires, non à améliorer le bien-être de la population. Il est exclu, pour le groupe socialiste, de revenir au statut honteux de saisonnier, qui imposait des conditions indignes aux travailleurs : pas de droit de changer d'emploi, des logements coûteux et précaires, la séparation des familles et des enfants cachés par leurs parents, sans possibilité de scolarisation. En imposant des règles claires pour la protection des salaires, les mesures d'accompagnement ont enfin permis une amélioration de la situation des travailleurs issus de la migration. Enfin, dans un domaine aussi complexe que la démographie, vouloir fixer un plafond de population est aussi vain qu'arbitraire, mais la gestion de la complexité n'est visiblement pas inscrite dans le logiciel des auteurs de cette initiative.

Pour toutes ces raisons, il faut rejeter ce texte qui conduirait la Suisse dans une impasse.

Le président (Page Pierre-André, premier vice-président): Madame Fehlmann Rielle, M. Bläsi souhaite vous poser une petite question.

Fehlmann Rielle Laurence (S, GE): Non, je vous remercie, je vois que le groupe UDC a assez de temps pour s'exprimer ; vous avez encore beaucoup d'autres orateurs.



Hess Erich (V, BE): Vor zwanzig Jahren, als ich noch in der Jungen SVP war, hatten wir ein Wahlplakat: "Bald fremd im eigenen Land". Wir wurden ausgelacht. Aber heute zeigt sich: In vielen Quartieren sind wir schon fremd im eigenen Land. Es ist leider das eingetroffen, was wir bekämpfen wollten.

Wie zeigt sich das? Die Integration hat nicht funktioniert. Es kommen viel zu viele in die Schweiz. Es sind so viele, dass wir sie gar nicht integrieren können. Ich zeige Ihnen das an einem Beispiel: Wenn man in städtischen Regionen in die Vororte geht, findet man viele Quartiere, in denen sich langsam eine Ghettoisierung zeigt. Wir wollen schliesslich nicht Zustände wie in Paris oder anderen europäischen Städte, wo wir als Schweizer nichts mehr zu sagen haben. Deshalb müssen wir uns auf die Integration konzentrieren. Und wenn ich sehe, wie viele Frauen und Schülerinnen in gewissen Quartieren mit Kopftüchern rumlaufen, zeigt sich, dass die sich nicht integriert haben. Es ist nicht so, dass sie es nicht könnten, sondern sie haben es nicht beigebracht bekommen. Wenn sie sich den Sitten und Gebräuchen hier in der Schweiz nicht anpassen, haben sie sich nicht integriert. Als ich noch zur Schule ging – ich ging in ein Schulhaus im Emmental –, gab es von der 1. bis zur 9. Klasse keinen einzigen Ausländer. Wenn ich nach Bern oder Biel schaue, gibt es Klassen, in denen nur noch Ausländer sind. Wie wollen sich diese überhaupt in unser System integrieren? Unmöglich. Das zeigt sich auch in diesen Quartieren. Es gibt ganze Häuser mit Leuten, die nicht arbeiten, die nur von unserer Sozialhilfe leben. Wenn man sie anspricht, das habe ich auch schon gemacht, sagen sie: "Wieso ich muss arbeiten? Staat zahlt gut für mich." Und das geht nicht. Wir dürfen uns nicht länger ausnutzen lassen. Sprich, wir müssen die Integration wieder hinkriegen. Das geht nur mit einer massiven Reduktion der Zuwanderung.

Deshalb bitte ich Sie: Stimmen Sie Ja zur Initiative "Keine 10-Millionen-Schweiz!".

AB 2025 N 1856 / BO 2025 N 1856

Stämpfli Fabienne (GL, BE): Ja, die Zuwanderung bringt auch Herausforderungen mit sich. Aber diese Initiative ist keine Lösung für diese Herausforderungen. Sie schafft weder mehr Wohnraum, noch entlastet sie die Infrastruktur, sondern sie schadet der Schweiz. Sie würde unsere Wirtschaft und unsere Gesellschaft gar ins Chaos und in die Abschottung stürzen. Statt Scheinlösungen braucht es konkrete Reformen und eine vorausschauende Politik.

Die GLP will die Herausforderungen auf dem Wohnungsmarkt, im Infrastrukturbereich sowie bei der Ausschöpfung des inländischen Arbeitskräftepotenzials mit echten Reformen angehen. Indem wir in der Schweiz selbst mehr Leute ausbilden, beispielsweise in Gesundheits- und Mint-Berufen, die Erwerbstätigkeit von Eltern stärken, die Weiterbeschäftigung älterer Arbeitnehmender attraktiver machen sowie anerkannten Geflüchteten eine Ausbildung und Arbeit ermöglichen, mindern wir den Fachkräftemangel und damit auch die Zuwanderung effektiv. So stürzen wir unsere Wirtschaft nicht ins Chaos, sondern stärken sie nachhaltig.

Aufgrund der Alterung der Bevölkerung werden wir aber auch zukünftig auf ausländische Fachkräfte angewiesen sein, um die Schweiz am Laufen zu halten, sei es in der Pflege, in der Forschung oder in der Industrie. Gerade aus unseren Nachbarländern kommen viele gut ausgebildete Fachkräfte zu uns, die wesentlich zum Wohlstand und zur Innovationskraft der Schweiz beitragen. Wenn wir weiterhin Spitzenhochschulen haben wollen, bestmögliche Ausbildungen anbieten und als Forschungs- und Innovationsstandort weltweit führend bleiben wollen, dann brauchen wir internationale Talente. Wer die Zuwanderung mit starren Grenzen deckeln will, gefährdet genau das, was die Schweiz erfolgreich macht: Bildung, Innovation, Stabilität und Offenheit.

Die GLP will keine starre 10-Millionen-Grenze, sondern ein qualitatives Wachstum, mehr Innovation, starke Fachkräfte und eine offene Schweiz.

Huber Alois (V, AG): Ich bin als 52. Redner eingetragen, und da ist die Gefahr natürlich gross, dass ich Sachen erzähle, die hier vorne jetzt schon oft erzählt worden sind. Und trotzdem: Als praktizierender Landwirt möchte auch ich noch etwas dazu sagen.

Meine Kollegen Martin Haab und Martin Hübscher haben schon vieles gesagt, aber es ist eine Tatsache, dass das Kulturland seit dem Jahr 2000 um 3 Prozent zurückgegangen ist – pro Kopf um über 23 Prozent. Hier gibt es wirklich einen Bedarf, etwas zu machen. Auch das gute Land, das wir haben, liegt leider in der Nähe der Städte oder jeweils im Stadtkreis drin. Und wenn wir dieses Land verschandeln, haben wir nicht nur Landwirtschaftsland vernichtet, sondern Ernährungsland. Wir sprechen hier immer von Landwirtschaftsland, wir müssen uns aber bewusst sein: Das ist das Land, das uns ernährt.

Ich habe jetzt viel dazu gehört, dass die Zuwanderung wichtig sei für unseren Wohlstand. Ja, welchen Wohlstand wollen wir denn? Wollen wir dem Ausland die guten Fachkräfte wegnehmen, damit sie sich dort nicht entwickeln können und damit es unsere guten Fachkräfte vermögen, mit 60 Prozent Arbeit einen guten Lohn zu erhalten? Ist das richtig? Ist unser Wohlstand, den wir haben, wirklich der richtige Wohlstand? Sollten wir nicht wieder zurück zu unseren Vätern gehen und für unseren Wohlstand auch etwas machen? Unser Wohl-



stand lebt von den Ausländern, das sagen Sie die ganze Zeit. Das ist aber so, weil wir nicht mehr gewillt sind, 100 Prozent zu arbeiten. Darum haben wir zu wenige Fachkräfte. Wir haben aber nicht zu wenige Fachkräfte, sondern unsere Fachkräfte arbeiten zu wenig. Und jetzt kommen Sie und sagen, das brauche es, man müsse sich erholen. Was ist Erholung? In der Freizeit mit dem Auto was weiss ich wohin fahren, Stau am Gotthard verursachen und all das?

Wir befinden uns doch in einer falschen Welt. Wir sollten endlich einmal überlegen, was wir wollen. Und die 10-Millionen-Schweiz oder unsere Initiative alleine, da bin ich sogar Ihrer Meinung, ist noch nicht das Tüpfelchen auf dem i, aber es ist ein Anfang.

Und deshalb bitte ich Sie, empfehlen Sie diese Initiative zur Annahme.

Schneider-Schneiter Elisabeth (M-E, BL): Herr Kollege, Sie sind Landwirt. Ich bin auch eine Bauerntochter. Ich weiss, dass die Landwirtschaft fast nicht ohne ausländische Arbeitskräfte auskommt. Wie können Sie das mit Ihrer Initiative vereinbaren?

Huber Alois (V, AG): Ich kann Ihnen schon sagen, was das grosse Problem ist. Die Preise in der Landwirtschaft sind so tief, dass wir keine Personen anstellen können, denen wir einen gerechten Lohn bezahlen. Auch dort sind wir auf Ausländer angewiesen, weil sie billige Arbeitskräfte sind. Bitte bezahlen Sie mehr für Ihre Nahrungsmittel, und dann können wir auch die Leute besser bezahlen.

Michaud Gigon Sophie (G, VD): I colleghi esperti in materia di diritto d'asilo hanno spiegato chiaramente perché questa iniziativa viola i diritti umani. Il mio intervento si concentrerà quindi su altri aspetti e si rivolge anche alla popolazione del nostro Paese, e non solo ai miei colleghi parlamentari.

Je comprends que certaines personnes en Suisse expriment la nécessité de vouloir se protéger, un réflexe naturel qui se confond avec celui de se barricader. Cependant, cette initiative ne répondra pas une seconde aux besoins sous-jacents à ce réflexe. Elle offre un leurre. Si elle était acceptée, la situation quotidienne des Suissesses et des Suisses ne s'en trouverait pas améliorée, au contraire. Limiter artificiellement la population résidente ne nous assurera hélas en rien une meilleure répartition des effets de la prospérité. Si ceux-ci restent concentrés entre les mains de quelques-uns, toujours plus riches, qui consomment toujours plus de ressources, d'espace et de terres agricoles, pour reprendre les propos de notre collègue Huber, alors oui, nous irons vers une Suisse bétonnée et des ressources épuisées. Mais avec une distribution plus raisonnable et équitable de ces effets et de la consommation, nous pouvons construire un système durable et viable. Nous devons et devons le faire de toute façon.

L'UDC jette de la poudre aux yeux, mais, en plus, elle conduit la Suisse dans une impasse dangereuse qui nous fait, à toutes et à tous, risquer gros de manière inconsidérée. La limite quantitative imposée par l'initiative, c'est un jeu avec le feu. S'isoler, fermer nos portes, c'est dans les deux sens que cela se passe. D'abord, elle aggravera la pénurie de main-d'oeuvre dans des secteurs essentiels, comme les services ou les soins. À la pénurie de main-d'oeuvre s'ajoutera alors la fragilisation de l'accès au marché européen et à la reconnaissance mutuelle. La Suisse a déjà testé cette situation : lors du refroidissement des relations avec l'Union européenne, certains secteurs, notamment la medtech, ont vécu de plein fouet la non-reconnaissance des produits exportés. Cela a été très douloureux et les patronnes et les patrons concernés s'en souviennent trop bien. C'est la raison pour laquelle les représentants et représentantes de l'économie s'engagent fortement contre cette initiative et pour une relation ouverte et renforcée avec l'Union européenne. Je n'ai pas eu une discussion bilatérale avec des entreprises depuis une année sans que l'accès au marché européen ne soit relevé. C'est un gage de prospérité, puisque c'est la moitié du marché d'exportation de la Suisse, et c'est aussi une garantie essentielle pour la protection et la sécurité de notre pays, pays qui est au milieu d'un continent attaqué sur son front est.

Dans un contexte où la concurrence commerciale déloyale met la Suisse sous forte pression, nous devons prendre cette initiative au sérieux et la rejeter sans équivoque. Les éléments délicats qu'elle soulève et qui peuvent en partie trouver écho au sein de la population suisse doivent par ailleurs être adressés sérieusement. Et là, je me tourne vraiment vers le Parlement, vers mes collègues parlementaires, hormis les membres du groupe de l'UDC qui soutiennent évidemment cette initiative, parce que c'est justement l'accès à des logements abordables, à des espaces verts, à la qualité de vie et à la répartition de la prospérité qui sont les éléments clés pour que la population puisse s'opposer à une telle initiative. C'est donc un appel beaucoup plus large à l'ensemble du

AB 2025 N 1857 / BO 2025 N 1857

Parlement que je fais en vous recommandant de rejeter par ailleurs cette initiative.



Heimgartner Stefanie (V, AG): Wenn wir über die Zukunft unseres Landes sprechen, dann sprechen wir nicht über Zahlen oder abstrakte Szenarien. Wir sprechen über den Alltag der Menschen in der Schweiz, und hier gibt es eine Realität, die niemand mehr bestreiten kann: Wir stehen im Stau. Während über 55 000 Stau-stunden jährlich werden unsere Strassen blockiert. Das ist nicht nur ärgerlich für Pendlerinnen und Pendler, das ist eine enorme Belastung für unsere gesamte Volkswirtschaft. Stau- und Standzeiten führen zu immer grösser werdenden Produktivitätsverlusten im Strassentransport, was höhere Kosten zur Folge hat. Die Auswirkungen der massiven Produktivitätsverluste sind, dass die Transportunternehmen unverschuldet mehr Zeit für dasselbe Transportvolumen benötigen bzw. in der zur Verfügung stehenden Einsatzzeit weniger Aufträge ausliefern können. Ein Chauffeur, der im Stau steht, verdient nichts. Ein Lastwagen, der nicht rollt, produziert keine Wertschöpfung. Ein Kunde, der vergeblich auf seine Lieferung wartet, verliert Vertrauen.

Als Transportunternehmerin erlebe ich dies tagtäglich. Wir reden hier nicht über Luxusprobleme, sondern über die Lebensader unserer Wirtschaft. Zeit im Stau kostet uns Milliarden. Die Frage ist: Warum kommt es so weit? Die Antwort ist klar. Unsere Infrastruktur stösst an ihre Grenzen. Wir sind ein kleines Land mit einer der höchsten Bevölkerungsdichten in Europa. Jedes Jahr wächst die Schweizer Bevölkerung um die Grösse der Stadt Luzern, und dies allein durch die Zuwanderung. Das heisst mehr Autos, mehr Lastwagen, mehr Pendlerinnen und Pendler, mehr Gütertransporte. Wir haben aber nicht mehr Platz, nicht mehr Strassen, nicht mehr Schienen. Der Kollaps ist vorprogrammiert.

Links-Grün hat letztes Jahr den Ausbau der Nationalstrassen verhindert und möchte trotzdem immer mehr Personen in unser Land lassen. Das funktioniert so nicht, und wir müssen nun die Verantwortung dafür übernehmen.

Der Kanton Aargau, meine Heimat, ist ein Paradebeispiel. Er ist ein Transitkanton. Es gibt den täglichen Pendlerverkehr Richtung Zürich, Basel und Bern. Der Kanton ist die Drehscheibe für Gütertransporte. Wenn bei uns nichts mehr rollt, steht die halbe Schweiz still. Nun frage ich Sie: Wollen wir diese Entwicklung einfach so hinnehmen? Wollen wir einfach zuschauen, wie unser Land, unsere Städte, unsere Dörfer einen Verkehrskollaps erleiden? Wollen wir akzeptieren, dass wir Milliarden von Franken in Infrastrukturausbauten stecken, ohne beim Ausbau jemals nachzukommen? Die Nachhaltigkeits-Initiative bzw. die Initiative "Keine 10-Millionen-Schweiz!" sagt: Halt! Genug! Wir wollen die Bevölkerung stabilisieren, bevor das System endgültig kippt. Die Initiative ist nicht extrem, sondern pure Vernunft.

Lassen Sie mich eines betonen: Diese Initiative ist nicht gegen die Menschen gerichtet, die bereits hier sind und ihren Beitrag leisten. Es geht um die schlichte Tatsache, dass ein kleines Land wie die Schweiz nicht unbegrenzt wachsen kann. Nachhaltigkeit bedeutet nicht, mit grossen Worten Klimaziele zu verkünden, während gleichzeitig die Bevölkerungszahlen explodieren. Nachhaltigkeit bedeutet, unsere Ressourcen, unsere Flächen, unsere Energie und unsere Infrastruktur im Gleichgewicht zu halten.

In Wahrheit ist die Zuwanderung der Treiber des Wachstums. Genau hier setzt die Initiative an. Als Unternehmerin sage ich, wir brauchen Planbarkeit; als Transportunternehmerin sage ich, wir brauchen funktionierende Strassen; und als Nationalrätin sage ich, wir brauchen eine Politik, die nicht nur Symptome bekämpft, sondern auch die Ursachen.

Wir haben die Verantwortung, vorausschauend zu handeln. Wenn wir jetzt Nein zur Initiative sagen, dann sagen wir Ja zu immer längeren Staus, Ja zu Milliardenkosten, Ja zu einem noch grösseren Druck auf unsere Infrastruktur, auf unsere Umwelt und auf unsere Lebensqualität.

Darum appelliere ich an Sie: Unterstützen Sie die Initiative "Keine 10-Millionen-Schweiz!", nicht aus Ideologie, sondern aus Vernunft, nicht gegen die Zukunft, sondern für eine Zukunft, in der die Schweiz lebenswert bleibt.

Arslan Sibel (G, BS): Geschätzte Kollegin Heimgartner, können Sie uns sagen, warum Sie bei Ihrer Aufzählung zur Überlastung der Strassen zum Beispiel die Lastwagen nicht genannt haben?

Heimgartner Stefanie (V, AG): Geschätzte Frau Kollegin, besten Dank für Ihre Frage. Ich glaube, Sie haben mir nicht richtig zugehört; ich habe ja gerade von mir als Transportunternehmerin gesprochen. Ich habe die Lastwagen mit einbezogen. Sie sind der Bereich der Wirtschaft, der die Schweiz am Laufen hält. Sonst hätten Sie zum Beispiel kein Joghurt in der Migros.

Hug Roman (V, GR): Als Architekt bin ich täglich mit der Frage konfrontiert, wie wir unsere gebaute Umwelt gestalten sollen, ohne dabei unsere natürlichen Lebensgrundlagen zu gefährden. Genau mit dieser Fragestellung und in diesem Zusammenhang stehe ich heute hier, um mich klar und überzeugt für die Nachhaltigkeits-Initiative "Keine 10-Millionen-Schweiz!" auszusprechen. Diese Initiative ist kein Ausdruck von Abschottung, sie ist ein Appell an unsere Verantwortung: an unsere Verantwortung gegenüber unserer Umwelt, gegenüber unserer Infrastruktur und vor allem gegenüber den kommenden Generationen. Denn was nützt uns Wachstum, wenn



es die Lebensqualität kommender Generationen untergräbt?

Planerinnen und Planer aller Sparten sehen die Folgen ungebremster Zuwanderung ganz konkret – die Nachfrage nach Wohnraum explodiert, die Verdichtung nimmt zu, Grünflächen verschwinden, die Baukosten steigen. Gewisse Teile der Schweiz sind heute davon bedroht, sich in eine Betonlandschaft zu verwandeln, in der Lebensqualität und Nachhaltigkeit auf der Strecke bleiben. Genau an diesem Punkt setzt die Initiative ein klares Ziel: Vor dem Jahr 2050 darf die ständige Wohnbevölkerung der Schweiz 10 Millionen Menschen nicht überschreiten. Das ist kein radikaler Schnitt, wie hier oft gesagt worden ist, sondern ein vernünftiger Rahmen, der es uns erlaubt, vorausschauend zu planen. Denn nachhaltige Architektur und Raumplanung brauchen Zeit, Raum und Ressourcen, und zumindest Raum und Ressourcen sind eben endlich.

In diesem Zusammenhang hinterfrage ich gewisse Argumente der politischen Gegner. Wer davon spricht, dass eine 10-Millionen-Schweiz problemlos machbar sei, oder, noch schlimmer, wer sogar davon spricht, dass zwölf Millionen Menschen in unserem Land gut zu bewältigen seien, hat sich aus meiner Sicht nicht allzu gross mit Raumplanung beschäftigt. Noch viel schlimmer ist Folgendes, das ärgert mich als Bündner: Wer davon spricht, dass ein 15-Minuten-Dorf anzustreben sei, wo eben die Orte für Arbeit, Wohnen und Ausbildung innerhalb eines Radius von 15 Minuten erreichbar seien, der greift uns Bündner und alle anderen Bergregionen an. Denn dies fördert die Entvölkerung unserer Talschaften und verhindert auch in Zukunft eine dezentrale Besiedlung. Sie sehen: Wir brauchen keine überhastete Nachverdichtung, sondern eine durchdachte Stadt- und Raumentwicklung. Wir brauchen auch keine überlasteten Infrastrukturen, sondern resiliente Systeme, die auch in Zukunft funktionieren. Die Initiative fordert, dass Bund und Kantone Massnahmen ergreifen, sobald die Bevölkerung 9,5 Millionen Menschen überschreitet. Das ist ein kluger Mechanismus, der frühzeitig greift und nicht erst dann, wenn es schon zu spät ist. Als Architekt begrüsse ich diesen vorausschauenden Ansatz ausdrücklich. Eine Schweiz, die die Bevölkerungsentwicklung nachhaltig und möglichst eigenständig steuert, ist eine Schweiz, in der auch architektonisch wieder mutiger, schöner und ökologischer gebaut werden kann. Ich unterstütze diese Initiative mit voller Überzeugung und hoffe, dass auch Sie das tun.

Schneider-Schneiter Elisabeth (M-E, BL): Ja, besten Dank, geschätzter Kollege. Sie sind im Weinbau tätig. Der Schweizer Bauernverband hat letzthin gesagt, dass zwischen 30 000 und 35 000 ausländische Arbeitskräfte in der Landwirtschaft arbeiten. Sind Sie bereit, auf diese 30 000 bis 35 000 Landarbeiter, vorwiegend aus dem EU-Raum, zu verzichten?

AB 2025 N 1858 / BO 2025 N 1858

Hug Roman (V, GR): Geschätzte Kollegin, Sie verwechseln mich. Ich bin ein überzeugter Weingeniesser, kein Weinbauer. Ich bin seit 25 Jahren in der Architektur und der Raumplanung unterwegs und habe das Gefühl, dass ich deshalb etwas davon verstehe.

Imark Christian (V, SO): Das Ausmass der Zuwanderung durch die Personenfreizügigkeit wurde damals durch den Bundesrat prognostiziert. Dem Volk wurde unterbreitet, dass 8000 bis maximal 10 000 Personen netto jedes Jahr zusätzlich in die Schweiz einwandern würden. Heute sind wir beim Zehnfachen, und das ist kein Ausreisser, sondern die Zahl liegt jedes Jahr beim Zehnfachen der damaligen Prognosen des Bundesrates. Es ist klar, dass eine solche Massenzuwanderung enorme Probleme verursacht, einschliesslich Staus auf den Strassen – auch durch Lastwagen, Frau Arslan. Wenn Sie zuhause Pakete über das Internet bestellen, fallen diese Pakete nicht einfach vom Himmel, sondern es braucht eine Transportinfrastruktur, die Ihnen diese Pakete nach Hause bringt. Es sind aber nicht nur die Platzprobleme auf den Strassen, die wir haben. Wir müssen Milliarden in unsere Infrastruktur investieren. Wir müssen neue Strassen bauen und neue Zugverbindungen schaffen; im ganz grossen Stil werden in diesem Land neue Schulhäuser, Pflegeheime, Turnhallen, Spielplätze und auch Wohnblöcke gebaut. Mehr Bautätigkeit bedeutet mehr Druck auf den Boden, und mehr Druck auf den Boden bedeutet höhere Bodenpreise. Diese bedeuten wiederum höhere Mieten, sie bedeuten Wohnungsknappheit mit allen negativen Folgen. Ich könnte noch viele negative Folgen dieser masslosen Zuwanderung aufzählen, aber ich habe die Zeit dazu nicht.

Statt das Grundübel, diese masslose Zuwanderung, endlich einmal an der Wurzel zu bekämpfen, werden Nebenschauplätze ins Zentrum gerückt. Die linke Seite beispielsweise macht unseren Wirtschaftsminister dafür verantwortlich, dass es in den Städten eine Wohnungsknappheit gibt. Dabei wird völlig ignoriert, was das Grundproblem ist, nämlich eben die masslose Zuwanderung. Es gibt natürlich auch ein paar wenige Profiteure dieser Massenzuwanderung. International tätige Grossunternehmen, die profitieren, wenn es mehr Personen gibt, sehen ihre Märkte wachsen; aber die grosse Mehrheit der Bevölkerung und auch der KMU profitiert nicht davon. Im Gegenteil, der Wohlstand pro Kopf schwindet – das ist eine logische Folge –; er geht durch diese



Massenzuwanderung zurück.

Es wird auch immer behauptet, die Wirtschaft profitiere von dieser Zuwanderung, von den Personen, die in unser Land kommen. In Wahrheit arbeiten die meisten Zuwanderer schon heute nur im öffentlichen Sektor. Sie arbeiten in der Verwaltung, sie arbeiten in den Spitälern und bei den Krankenkassen, also überall dort, wo sie zusätzliche Kosten für die Allgemeinheit generieren und letztendlich noch mehr Zuwanderung auslösen. Das heisst, die Allgemeinheit und der private Sektor müssen immer mehr Geld aufwenden, um diese Zuwanderung, die durch die Zuwanderung selbst befeuert wird, zu bezahlen. Den viel beklagten Fachkräftemangel gibt es eigentlich erst, seit es eine Massenzuwanderung in unser Land gibt, die keine Grenzen mehr kennt. Immer mehr Leute rufen dann als Folge davon nach immer mehr Infrastruktur und nach mehr Regulierung. Es braucht dann wiederum noch mehr Leute, die das bewältigen.

Der Teufelskreis der Zuwanderung muss endlich durchbrochen werden. Die Bevölkerung hat schon lange genug von diesem Treiben und äussert ihren Verdruss auch bei Volksabstimmungen. Die 13. AHV-Rente wurde angenommen, weil viele Leute das Gefühl haben, Bundesbern regiere nur noch für Ausländer und Asylanten. Der Autobahnausbau wird abgelehnt, weil die Leute Angst haben, dass dann noch mehr Zuwanderer kommen, weil wieder mehr Platz auf den Strassen entsteht. Die Leute haben schon lange genug davon, dass hier in Bern diese Probleme beiseitegeschoben werden. Der Krug geht so lange zum Brunnen, bis er bricht.

Es ist höchste Zeit, aufzuwachen und dieses Problem zu lösen, und das tun wir mit der Volksinitiative "Keine 10-Millionen-Schweiz!". Ich danke Ihnen für die Zustimmung.

Arslan Sibel (G, BS): Geschätzter Kollege Imark, ich habe vorhin Frau Heimgartner gefragt, ob sie das Thema der Lastwagen angesprochen habe, weil ich es nicht gehört hatte, und sie als Transportunternehmerin hat das anscheinend gemacht, was ich fair finde. Jetzt meine Frage an Sie: Sie haben gesagt, es gebe einige wenige Profiteure, aber Sie haben nicht gesagt, welche Unternehmen zum Beispiel in der Autoindustrie davon profitieren. Können Sie uns sagen, welche Unternehmen in der Autoindustrie von all diesen Verkäufen profitieren?

Imark Christian (V, SO): Sie können das selbst recherchieren. Es gibt ein paar international tätige Grossunternehmen, die von grösseren Märkten profitieren, aber es ist die Bevölkerung, die nicht profitiert. Es ist die Bevölkerung, die im Stau steht, die diesen Infrastrukturausbau bezahlen muss. Letztlich geht es um den Wohlstand pro Kopf: Wenn wir die Bevölkerung in diesem Land jedes Jahr so stark anwachsen lassen, dann nimmt der Wohlstand pro Kopf ab, und das ist ein immer grösser werdendes Problem.

Gaillard Benoît (S, VD): L'initiative populaire qui nous est soumise essaie de faire passer l'immigration comme le principal enjeu pour l'avenir de la Suisse et la limitation de la croissance de la population comme une solution, nous venons de l'entendre dans les mots de M. Imark, comme une solution à tous les problèmes que nous rencontrons. Mesdames et Messieurs, c'est tout simplement un écran de fumée qui ne vise qu'une chose: dissimuler les vrais problèmes et les vrais scandales dans ce pays. Pire que cela, pire que l'écran de fumée, ce serait une vraie rupture avec le succès dont nous devrions être fiers, Mesdames et Messieurs du groupe UDC également, plutôt que de le saboter.

Trois points. D'abord, le scandale de la sous-enchère salariale, qui a été évoqué par plusieurs orateurs. Mesdames et Messieurs, la sous-enchère salariale se combat par des contrôles. Je vous livre aujourd'hui un scoop: ce sont les employeurs qui paient des salaires trop bas. Ce ne sont pas les employés qui paient des salaires trop bas. Voulez-vous que je vous dise quel est le vrai scandale? C'est que le patronat de branches aussi importantes que le commerce de détail ou les soins refuse systématiquement de négocier des conventions collectives de branches; c'est que le Conseil fédéral, sur ce plan, se complaît dans une inaction totale; c'est que la densité des contrôles est insuffisante dans des régions rongées par le dumping. Réintroduisez des contingents, réintroduisez le statut de saisonnier, vous n'aurez pas moins de concurrence déloyale sur les salaires. Vous en aurez plus. Nous l'avons vu par le passé. Nous le voyons aussi dans les pays qui pratiquent des régimes d'immigration aussi contraignants que celui que propose l'initiative.

Le scandale des salaires en Suisse, deuxième point, c'est qu'il y a des gens qui travaillent et qui ne gagnent pas de quoi vivre et de quoi faire vivre leur famille. C'est que les classes moyennes, dans ce pays, constatent que depuis dix ans leur salaire stagne, leur pouvoir d'achat diminue. Voulez-vous que je vous dise, chères et chers collègues de l'UDC, ce qu'attendent les travailleuses et les travailleurs de Suisse? Non pas votre initiative, ils attendent qu'on allège leurs primes maladie, ils attendent que ceux qui gagnent très bien leur vie paient leur part, au lieu de voir leurs impôts baisser ou d'échapper au fisc par d'autres moyens. Pouvons-nous compter sur vous? Pouvons-nous compter sur l'UDC pour atteindre ces buts? La réponse est dans la question: elle est malheureusement négative. Vous êtes trop occupés, Mesdames et Messieurs du groupe



UDC, à empêcher les cantons d'introduire des salaires minimums au mépris de la démocratie, à défendre les salaires délirants des managers des caisses-maladie et des banquiers, à obliger les gens, comme vous l'avez fait il y a deux jours, à bosser le soir et le dimanche, alors que leur salaire stagne depuis dix ans. Voilà ce que vous êtes occupés à faire. Cela n'a aucun sens et ne répond pas aux problèmes.

Troisième élément, le scandale des infrastructures en Suisse. Ce n'est pas la croissance de la population qui le provoque. C'est l'absence d'investissements suffisants, que les

AB 2025 N 1859 / BO 2025 N 1859

mêmes milieux qui veulent aujourd'hui limiter l'immigration s'appliquent à bloquer. Si nous vous suivions, il y aurait moins de trains régionaux, moins d'investissements dans les gares, moins d'investissements dans les énergies renouvelables, et se déplacer coûterait plus cher. Voulez-vous que je vous dise de quoi nous avons besoin ? Nous avons besoin de renouer avec un esprit conquérant et courageux. La croissance économique était la même quand nos prédécesseurs ont bâti la Suisse d'aujourd'hui. La croissance démographique était la même quand nos prédécesseurs, à qui nous devons le respect, dans cette salle et ailleurs, ont bâti la Suisse d'aujourd'hui. La croissance, la prospérité nous mettent au-devant de défis. Il serait absurde de le nier. Mais empoignons-les, et empoignons-les comme des Suisses ! Construisons le pays de demain comme nos prédécesseurs ont construit celui d'aujourd'hui.

Mesdames et Messieurs, il faut voir à travers cet écran de fumée. Oui, notre pays est face à de grands défis. Oui, il faut nous y attaquer. Mais en développant nos forces. Et je vais vous faire une confidence : le fait que des gens viennent d'autres pays, chez nous, pour travailler, pour contribuer à la prospérité, ce n'est pas un problème. C'est une force, car c'est là-dessus que l'on a construit la Suisse, sur le fait que le système garantit que le travail paie, que les infrastructures suivent et que chacun paie sa juste part et apporte sa contribution aux efforts communs. C'est cela la réponse forte de la Suisse, Mesdames et Messieurs de l'UDC. C'est la réponse forte de la Suisse là où votre initiative est une réponse faible. Comme si nous avions tout à coup peur de notre ombre, peur de nos forces et que nous ne pouvions plus faire preuve du courage dont ont fait preuve nos ancêtres. Mesdames et Messieurs de l'UDC, dites non à la faiblesse. Dites non à l'écran de fumée. Recommandez au peuple et aux cantons de dire non à cette initiative, qui est le contraire de ce qui a fait la Suisse et sa force.

Reimann Lukas (V, SG): Sehr geehrter Herr Kollege, Sie haben gesagt, es sei absurd, einen Zusammenhang zwischen Lohndumping und Einwanderung herzustellen. Können Sie sich vorstellen, dass die Löhne logischerweise gedrückt werden und die Arbeiter unter Druck kommen, wenn eine Firma aus einem Feld von 500 Personen rekrutieren kann, anstatt hier in der Schweiz einen jungen Menschen auszubilden?

Gaillard Benoît (S, VD): Können Sie sich vorstellen, lieber Kollege Reimann, dass sich die Angestellten am besten erpressen lassen, wenn eine Firma Leute anstellt, die für ihr Aufenthaltsrecht auf den Arbeitsvertrag angewiesen sind? Können Sie sich das vorstellen? Können Sie sich vorstellen, dass die Statistik belegt, dass das Lohndumping damals im Rahmen des Saisonierstatuts und von Kurzaufenthalten und Kontingenten höher war als aktuell mit der Personenfreizügigkeit und den flankierenden Massnahmen? Das passt natürlich nicht in Ihr Narrativ, aber das ist trotzdem die Wahrheit.

Büchel Roland Rino (V, SG): Cher collègue Gaillard, vous dites qu'il n'y a pas de conventions collectives de travail et que c'est un scandale, vous l'avez dit plusieurs fois dans votre discours.

Ist es nicht bizarr, dass es skandalös ist, wenn die Leute in der Schweiz gemäss Ihrer Aussage doppelt so hohe Löhne wie in Europa haben? Wollen Sie das Lohnniveau an das europäische Niveau anpassen? Wäre es dann für Sie nicht mehr skandalös?

Gaillard Benoît (S, VD): Vielleicht liegt hier ein Verständnisproblem vor. Also, die Redner der SVP-Fraktion haben die Latte heute ziemlich hoch gelegt, was, sagen wir mal, spektakuläre Begriffe angeht. Deshalb fühle ich mich jetzt nicht als besondere Ausnahme. Ich halte es nach wie vor für einen Skandal, dass es nicht mehr Gesamtarbeitsverträge (GAV) in starken, wichtigen Branchen gibt, die absichern, dass das Dumping gegen unten eine Limite hat. Das ist ein Skandal. Es war eigentlich immer der gutschweizerische Weg, dass man über die GAV die Verteilung des Wohlstandes aushandelt. Dass sich Arbeitgeber in gewissen Branchen, ich nenne sie jetzt noch einmal, nämlich in den Branchen des Detailhandels, der Pflege, der Maschinenindustrie, weigern, halte ich in der Tat für einen Skandal, und ich finde es vor allem problematisch für die Arbeitnehmenden in der Schweiz.



Egger Mike (V, SG): Cher collègue, quand la population en Suisse sera-t-elle trop nombreuse ?

Gaillard Benoît (S, VD): La population suisse sera trop nombreuse quand la Suisse ne saura plus être la Suisse. Quand on ne sera plus capable de s'adapter et de faire les investissements nécessaires, alors la population sera trop nombreuse. Cependant, je vous répète, cher collègue, que, par le passé, quand on a construit les barrages qui font notre fierté, lorsqu'on a construit les autoroutes qui font notre fierté et les lignes de train qui font notre fierté, la croissance démographique avait la même vitesse qu'aujourd'hui, sauf qu'au lieu d'avoir peur comme vous – au lieu d'avoir peur comme vous – on a eu du courage comme des Suisses.

Golay Roger (V, GE): Cher collègue, je vous entends. J'entends aussi vos collègues vanter notre prospérité, dire que cette initiative nuira à cette poussée économique. Je vous entends bien aujourd'hui, pourtant, vous l'attaquez sans cesse par des initiatives, comme la future initiative sur l'avenir, qui couleront justement notre économie. On le sait, ce droit de succession fera fuir des entreprises, fera perdre des emplois. Aujourd'hui, vous nous vantez cette prospérité due à nos milieux économiques. Que répondez-vous à cela ? Vous n'êtes pas cohérent par rapport à ce que vous dites aujourd'hui et ce que vous faites les autres jours de l'année.

Gaillard Benoît (S, VD): Cher collègue Golay, si vous allez dans la rue et que vous avez l'impression que les gens n'ont pas le sentiment, aujourd'hui, qu'il y a des gens en haut, dans les élites politico-économiques et financières, qui ne paient pas leur juste part, je serais assez content de venir avec vous pour qu'on se fasse cette impression ensemble. À mon avis, ce que ressent aujourd'hui le peuple suisse, c'est le sentiment que, en haut de la société, il y a une couche qui ne contribue plus à la juste mesure de ses moyens. On doit résoudre ce problème-là.

L'initiative pour l'avenir, puisque vous en parlez, sera-t-elle la solution ? On en parlera lorsqu'on débattrà à son sujet. Un contre-projet aurait été bienvenu, cher collègue Golay, mais le problème existe. Je contredis d'ailleurs M. Imark : si les gens ont dit oui à la 13e rente, c'est parce qu'ils ont l'impression qu'il y a toujours de l'argent pour Credit Suisse et qu'il n'y en a jamais pour eux. C'est pour cela qu'ils ont dit oui à la 13e rente et c'est la raison pour laquelle on doit faire des corrections et s'assurer que ceux qui gagnent beaucoup d'argent sur le travail des Suisses paient leur juste part à l'effort commun.

Knutti Thomas (V, BE): "SRF Verkehrsinfo, wir haben folgende Staumeldungen: Zürich vor dem Gubrist-Tunnel, ab Aarau Richtung Zürich, Zürich Richtung St. Gallen, Basel ab Pratteln bis zum Zoll Weil am Rhein, 45 Minuten Wartezeit; ab Egerkingen Stau Richtung Bern, Verkehrsüberlastung; Buchrain Richtung Luzern, Verkehrsüberlastung; zwischen Lausanne und Genf ebenfalls Verkehrsüberlastung und Stau im wunderschönen Berner Oberland zwischen Brienz und Interlaken Richtung Spiez. Wir wünschen Ihnen trotzdem eine gute Fahrt."

Verkehrsmeldungen zu Staus und Überlastungen gehören mittlerweile zum Alltag auf unseren Schweizer Strassen. Ich könnte Ihnen noch unzählige weitere Beispiele nennen. In Regionen wie Basel – Frau Arslan kann das sicher bestätigen – bricht während der Stosszeiten regelmässig der Verkehr zusammen. Der Hauptgrund dafür ist klar. Der Hauptgrund dafür ist klar! Es ist die masslose Zuwanderung.

Es ist höchste Zeit, dass wir die Zuwanderung in die Schweiz stoppen. Allein im Jahr 2024 wurden 55 600 Staustunden auf dem Schweizer Nationalstrassennetz registriert. Noch schlimmer ist: Das sind 14 Prozent mehr als im Jahr davor.

AB 2025 N 1860 / BO 2025 N 1860

Das sollte uns doch zum Nachdenken bringen. Über 100 000 Menschen wandern pro Jahr in die Schweiz ein, und wir tun so, als ob unsere Strassen, unsere Städte, unsere Felder unbegrenzt wären und als ob unsere Lebensqualität nicht davon betroffen wäre – aber so ist es nicht. Unsere Infrastruktur, unser Wohnraum und unsere Sozialwerke sind am Limit. Unsere Lebensqualität und unsere Identität sind in Gefahr. Auch unser Kulturland ist in Gefahr. Es verschwindet, und mit ihm verschwindet auch unsere Versorgungssicherheit, Sekunde für Sekunde. Es verschwinden 1,1 Quadratmeter Kulturland pro Sekunde. Das sind 4500 Fussballfelder pro Jahr.

Ich appelliere hier vor allem auch an jene unter Ihnen, denen die Wirtschaft am Herzen liegt; wir Fuhrhalter erleben es täglich: Eine termingerechte Lieferung ist kaum mehr möglich. Die Staustunden kosten unsere Wirtschaft Millionen, weil wir eine ungebremste Zuwanderung haben. Trotzdem will jeder von Ihnen am Morgen pünktlich sein Joghurt haben.

Ich spreche hier auch als Landwirt. Es ist skandalös und fahrlässig, wie wir in den letzten zehn Jahren die Zubetonierung unseres Landes zugelassen haben. Ich frage Sie deshalb: Ist das die Schweiz, die wir unseren



Kindern hinterlassen wollen? Eine Schweiz, in der Bauern immer weniger Land zum Produzieren haben, weil alles zubetoniert wird? Eine Schweiz, in der unsere Unternehmen Waren nicht mehr rechtzeitig liefern können, weil sie im Stau stecken? Eine Schweiz, in der wir morgens im Auto und im LKW verzweifeln, statt mit Zuversicht in den Tag zu starten? So darf es nicht weitergehen.

Wir stehen an einem Wendepunkt. Wir müssen Verantwortung übernehmen, für heute und für die nächste Generation. Sagen auch Sie Ja zur Nachhaltigkeits-Initiative. Sagen auch Sie Ja zu einer Schweiz, die nicht nur wirtschaftlich stark, sondern auch lebenswert bleibt.

Barandun Nicole (M-E, ZH): Sehr geehrter Herr Kollege, Sie haben vorhin die Verkehrsmeldungen zitiert, die ich natürlich auch kenne. Ich kenne aber auch eine Zeit, und die ist noch nicht so lange her, in der nicht jede Schweizer Familie ein Auto hatte und schon gar nicht deren zwei. Meine Freunde in der Schulzeit mussten oft ein Kinderzimmer teilen. Das war auch nicht so schlecht. Aber diese Verhältnisse haben sich geändert. Denken Sie wirklich, nur die Zuwanderung sei schuld daran, dass wir mehr Verkehr und zu wenig Wohnraum haben?

Knutti Thomas (V, BE): Besten Dank für diese Frage. Das ist selbstverständlich so, da gebe ich Ihnen vollkommen recht. Die Zuwanderung in die Schweiz, die wir in den letzten Jahren gehabt haben, ist eines der grössten Probleme. Es ist so, dass wir im Stau stecken.

Töngi Michael (G, LU): Dichiaro il mio conflitto di interessi: sono vice-presidente dell'Associazione svizzera degli inquilini.

In jedem zweiten Votum habe ich jetzt von den Vertretern der SVP gehört, dass die Mieten in der Schweiz zu hoch sind. Vor Kurzem verlangte Ständerat Carlo Sommaruga in einer Motion, dass man dringliche Massnahmen gegen die Mietzinsexplosion ergreift. Wer war dagegen? Die SVP-Fraktion. Kollege Glättli verlangte die Beseitigung von Fehlanreizen für Eigentümer bei steigenden Energiepreisen. Wer war dagegen? Die SVP-Fraktion. Christian Dandrès wollte, dass die Mieter die Probleme der Immobilienblase nicht ausbaden müssen. Wer war dagegen? Die SVP-Fraktion. Ich reichte selber einen Vorstoss ein, um zu hohe Überwälzungssätze bei Sanierungen zu verhindern. Wer war dagegen? Die SVP-Fraktion. Vor einem Jahr unterstützte die Stimmbevölkerung unsere zwei Referenden, die dagegen kämpften, dass das Mietrecht verschlechtert wird. Wer kämpfte für diese Verschlechterung des Mietrechtes? An vorderster Front die SVP. An diesem Wochenende stimmt die Berner Stimmbevölkerung über die Anfangsmiete ab, damit man mehr Transparenz hat. Das ist ein kleiner Schritt für die Mieterinnen und Mieter. Wer ist an vorderster Front dagegen? Die SVP.

Das ist die reale politische Situation in diesem Land. Die Nöte der Mieterinnen und Mieter sind der SVP komplett egal. Diese Partei unterstützt jede Verschlechterung des Mietrechtes, jede zusätzliche Möglichkeit, dass man auf dem Buckel der Mieterinnen und Mieter noch mehr Geld verdienen kann, die Renditen weiter erhöht werden und man leichter kündigen kann. Es ist total heuchlerisch, wenn diese Partei jetzt die hohen Mietzinsen für ihre Initiative instrumentalisiert und letztlich auch will, dass die Menschen, die in die Schweiz kommen, rechtlich noch schlechtergestellt werden, damit sie sich am Schluss gar nicht mehr wehren können.

Ich muss Ihnen, Herr Knutti, sagen: Sie haben vorhin von Landverbrauch geredet und von der Zubetonierung. Das habe ich jetzt auch x-mal gehört. Ich war vor fünf oder sechs Jahren auf x Podien zur Zersiedelungs-Initiative. Sie hätten dort ein Zeichen setzen können, dass man sagt: Es wird nicht mehr eingezont. Aber auch dort: Wer war auf der Gegenseite? Die SVP.

Ich bitte Sie, diese heuchlerische Initiative zur Ablehnung zu empfehlen.

Riem Katja (V, BE): Geschätzter Kollege, Sie haben uns jetzt erklärt, wie Sie "Pflästerli-Politik" betrieben haben und das Problem nicht an der Ursache anpacken wollten. Ich möchte Sie jetzt fragen: Haben Sie auch noch andere Argumente, statt einfach SVP-Bashing zu betreiben?

Töngi Michael (G, LU): Die Ursache ist unser schlechtes Mietrecht. Es erlaubt es vielen Vermietern, zu hohe Renditen zu erzielen. Dieses Problem besteht seit 1945 oder sogar noch länger, es hat nicht erst 2008 mit der Personenfreizügigkeit angefangen. Das Problem ist, dass wir in diesem Parlament keine Mehrheit für ein besseres Mietrecht finden.

Hess Erich (V, BE): Herr Nationalrat Töngi, wissen Sie, dass der Grund für all diese Probleme, die Sie aufgezählt haben, die Zuwanderung ist, die Massenzuwanderung?

Töngi Michael (G, LU): Das Problem ist unser schlechtes Mietrecht. Ich habe versucht, es Ihnen zu erklären. Wir haben in den Zentren seit 1945 immer wieder Druck gehabt. Es ist ein totaler Irrglaube, wenn Sie meinen,



dass automatisch die Mieten sinken, wenn weniger Leute in die Schweiz kommen. Wir werden in den Städten immer ein grosses Problem haben. Dieses können wir nur lösen, wenn wir das Versprechen, das in der Verfassung steht, wonach wir die Mieterinnen und Mieter schützen, auch einlösen.

Hübscher Martin (V, ZH): Herr Töngi, Sie haben gesagt, die Ursache sei das Mietrecht. Können Sie aber bestätigen, dass für die Wohnflächenzunahme hauptsächlich das Bevölkerungswachstum verantwortlich ist?

Töngi Michael (G, LU): Nein, das stimmt nicht. Ein gewisser Teil ist auf das Bevölkerungswachstum zurückzuführen. Aber für einen mindestens ebenso grossen Teil ist der Flächenverbrauch pro Kopf, der gestiegen ist, verantwortlich.

Kolly Nicolas (V, FR): L'initiative populaire sur laquelle les Suisses et Suissesses seront appelés à voter en 2026 vise à inscrire dans la Constitution fédérale un objectif de population à ne pas dépasser de 10 millions pour l'année 2050. À partir de cette date, l'article constitutionnel donne compétence au Conseil fédéral d'adapter cette valeur, année après année, en fonction de l'accroissement naturel de la population.

Depuis l'an 2000, la population suisse est passée d'environ 7 millions à aujourd'hui plus de 9 millions d'habitants, soit une augmentation de 25 pour cent. Dans mon canton de Fribourg, la population est passée d'environ 240 000 habitants en l'an 2000 à plus de 340 000 aujourd'hui, soit une augmentation de 41 pour cent. Durant ces 25 ans, l'augmentation de la population dans le seul canton de Fribourg correspond à la construction de trois villes de Fribourg supplémentaires. Vous en rendez-vous compte ? Or, durant cette même période, la population sur le continent européen n'a augmenté, elle, que de 2 pour cent seulement.

AB 2025 N 1861 / BO 2025 N 1861

Pour accueillir cet afflux massif de nouveaux habitants, mon canton s'est énormément construit. À de très nombreux endroits, la belle campagne fribourgeoise et ses terres agricoles ont laissé place au goudron et au béton, par exemple dans la région bulloise où de nouveaux immeubles poussent comme des champignons. Toutes les infrastructures sont mises sous une grande pression. Malgré la construction massive de mon canton, la pénurie de logements continue, engendrant une augmentation discontinue des loyers. Chaque jour qui passe, nos terres agricoles disparaissent un peu plus, laissant place à cette urbanisation, à cette fuite en avant. Les raisons de cette augmentation massive de la population sont connues. Il s'agit de la mise en place de la libre circulation des personnes il y a 25 ans. Le Conseil fédéral affirmait alors dans son message que "l'instauration de la pleine liberté de circulation de personnes avec l'UE" ne risquait pas "de déclencher une vague d'immigration massive". En 2005, lors du vote sur l'extension de la libre circulation des personnes, le même Conseil fédéral donnait les mêmes garanties. Il écrivait que "le Conseil fédéral s'attend certes à un certain potentiel migratoire, mais il estime que le risque d'immigration massive est faible." Dix ans plus tard, lors du vote sur l'initiative populaire contre l'immigration de masse, ce même Conseil fédéral écrivait que "le niveau élevé de l'immigration souligne la nécessité de lancer des réformes de politique intérieure". On les attend toujours, ces réformes promises. En définitive, la population suisse accepta cette initiative, mais son vote a été, de manière quelque peu scandaleuse, ignoré. Alors, 10 ans après, la population suisse a continué d'augmenter. Elle est passée de 8,2 à 9,1 millions d'habitants.

Il est temps, je crois, de mettre une halte à cette fuite en avant, qui n'est plus acceptable. La libre circulation des personnes, telle qu'elle existe aujourd'hui, n'est ni dans l'intérêt des Suisses et Suissesses ni d'ailleurs dans l'intérêt de nos pays amis voisins. Ces pays subissent un déplacement de leur population et de leurs talents vers la Suisse, perdant ainsi des compétences précieuses et subissant ainsi une certaine concurrence déloyale, compte tenu de la différence salariale entre la Suisse et la France, par exemple. Les citoyens suisses, eux, subissent cette même concurrence sur le marché du travail. Cette situation n'est pas saine pour les milliers de nos concitoyens qui ne trouvent pas de travail, car, oui, de très nombreux résidents suisses ne trouvent pas de travail, en particulier les personnes approchant de l'âge de la retraite.

Dans notre pays, une commune peut décider de la population qu'elle entend accueillir lors de l'élaboration de son plan d'aménagement local, un canton peut faire de même lors de l'élaboration de son plan directeur cantonal, mais la Suisse, en tant que nation, n'a aucun outil pour décider, pour limiter l'afflux de population. Cela n'est pas acceptable. Aujourd'hui, nous voulons que la Suisse reste la Suisse, avec ses spécificités, ses traditions, ses cultures, ses paysages. Il faut pour cela avoir le courage d'écrire un nouveau chapitre de notre politique migratoire. Cela passera uniquement par une décision claire de la population suisse, puisque, malgré toutes les promesses du Conseil fédéral depuis 25 ans, rien n'a été fait. Malgré l'acceptation de l'initiative contre l'immigration de masse en 2014, rien n'a été fait. Dix ans plus tard, tout reste à faire.

La pression migratoire n'a fait qu'augmenter. La seule solution sérieuse sur la table est cette initiative. J'invite



nos concitoyens suisses à l'accepter, sans aucune volonté d'isolement ou de repli, mais uniquement, et je dirai même simplement, pour que la Suisse reste la Suisse.

Jost Marc (M-E, BE): Une fois de plus, nous sommes saisis d'une initiative qui promet de résoudre tous les problèmes de la Suisse avec un seul chiffre magique : 10 millions d'habitants. C'est une solution séduisante de simplicité, mais la réalité ne se laisse pas enfermer dans un livre de conte de fées.

Das erste Märchen besagt: Eine starre Obergrenze schafft automatisch Nachhaltigkeit. In der Wahrheit würde sie uns aber die dringend benötigte Flexibilität nehmen. Denn die demografische Entwicklung schreitet unaufhaltsam voran: Immer mehr Menschen gehen in Rente, während wir gleichzeitig im Gesundheitswesen, in der Pflege und in unserer exportorientierten Wirtschaft dringend qualifizierte Fachkräfte aus dem Ausland benötigen. Ohne diese Fachkräfte könnten wir den Wohlstand und das Funktionieren unserer Gesellschaft nicht sichern.

Le deuxième conte de fées concerne l'accord sur la libre circulation avec l'UE. L'initiative exige explicitement sa dénonciation si le chiffre magique de 10 millions est dépassé. Or, avec l'accord sur la libre circulation, c'est tout le paquet des accords bilatéraux qui disparaîtrait. Les conséquences seraient graves. De plus, la Suisse perdrait sa crédibilité et sa réputation de partenaire contractuel fiable. Voulons-nous vraiment en assumer la responsabilité ?

Das wohl grösste Märchen besagt, das Asylwesen würde einfacher – das Gegenteil wäre der Fall. Eine Kündigung auch des Dublin-Abkommens würde zu höheren Kosten, mehr Zweitgesuchen und einer grösseren Belastung unseres Systems führen, was alles andere als effizient oder nachhaltig ist.

La morale de l'histoire est la suivante : cette initiative n'est pas une recette pour la durabilité, mais un conte de fées dangereux sans fin heureuse. Elle promet des solutions simples, mais qui nous mènent à une impasse politique et économique.

Ich unterstütze hingegen den Gegenvorschlag, weil eine schnelle Zuwanderung tatsächlich Herausforderungen mit sich bringt, die wir nur mit präzisen Steuerungsmöglichkeiten angehen können. Der Gegenvorschlag bietet hierfür eine Grundlage. Im Gegensatz zur Initiative, die eine Kündigung des Freizügigkeitsabkommens bei Überschreitung vorsieht, zielt der Gegenvorschlag darauf ab, die Herausforderungen der Zuwanderung zu meistern, ohne die bewährten bilateralen Beziehungen zur EU zu opfern. Zu seinen Instrumenten gehören zum Beispiel die Förderung der Integration von Zugewanderten in den Arbeitsmarkt, die bessere Ausschöpfung des inländischen Arbeitskräftepotenzials sowie raumplanerische und infrastrukturelle Massnahmen zur Begrenzung unseres Ressourcenverbrauchs.

Pour notre part, en tant que représentants du Parti évangélique (PEV), nous ne misons pas sur des contes de fées, mais sur des solutions pragmatiques et éprouvées : une action ciblée en matière d'asile sur le marché du travail et dans le secteur du logement. C'est ainsi que nous façonnons l'avenir avec clairvoyance, sans mettre en danger les fondements de notre prospérité et de notre sécurité.

Darum sagen wir Nein zur Initiative und Ja zur Realität, Nein zu falschen Versprechungen und Ja zu einer Schweiz, die ihre Herausforderungen mit Verantwortung und Augenmass meistert.

Fischer Benjamin (V, ZH): Geschätzter Kollege Jost, Sie haben gesagt, wir bräuchten Flexibilität, das sei wichtig. Dieser Meinung bin ich auch. Aber im Moment geht die Zahl ja nur in eine Richtung: Die Bevölkerung wächst und wächst und wächst. Hiesse denn Flexibilität nicht vielmehr, dass wir ein Gleichgewicht finden und dass wir die nötigen Instrumente haben, um die Zuwanderung zu steuern? Das wäre doch Flexibilität.

Jost Marc (M-E, BE): Vielen Dank, Herr Fischer. Sie wissen wie ich, dass sowohl bei den Verhandlungen über die Bilateralen als auch hier im Gegenvorschlag flexible Lösungen auf dem Tisch liegen. Aber damit muss man sich auseinandersetzen, und man muss mithelfen, bevor man eben einfach eine starre Obergrenze setzt, die keine Flexibilität ermöglicht. Flexibilität ermöglichen wir, indem wir miteinander Lösungen suchen, und nicht, indem wir Extrempositionen verbreiten und vorgeben, damit alle Probleme zu lösen.

Marchesi Piero (V, TI): "No a una Svizzera da 10 milioni": non parliamo di uno slogan, ma di una scelta fondamentale. Vogliamo una Svizzera sostenibile a misura d'uomo, oppure una metropoli anonima in cui i cittadini diventano comparse? A causa dell'immigrazione la Svizzera cresce ogni anno di 80 000 persone. E come costruire una nuova città grande

AB 2025 N 1862 / BO 2025 N 1862

come San Gallo ogni dodici mesi. Ma quale Paese può reggere a questo ritmo senza perdere qualità di vita?



Le conseguenze sono chiare e le vediamo tutti. Infrastrutture al collasso, ospedali sovraccarichi, premi di cassa malati che aumentano, alloggi sempre più cari. E le scuole, anch'esse sono sotto pressione e non necessariamente per il crescente numero di allievi, ma soprattutto per la difficoltà di assimilare un'immigrazione massiccia, con culture e lingue diverse che obbligano i comuni ad assumere docenti di appoggio e docenti speciali. Il tutto va a discapito della qualità dell'insegnamento dei nostri figli.

In Ticino il fenomeno è ancora più drammatico. In 20 anni i lavoratori frontalieri sono passati da 30 000 a 80 000 unità. Oggi in Ticino i lavoratori stranieri superano, in numeri assoluti, i lavoratori svizzeri. E questo è il destino che vogliamo per il nostro Cantone? Vogliamo dumping salariale, precarietà, giovani che non trovano opportunità? Tutti i partiti del mio cantone gridano allo scandalo perché ogni anno 800 giovani lasciano il cantone per andare a lavorare in Svizzera interna in cerca di lavori meglio retribuiti. E lì restano, lì fanno figli. Chi costruirà il futuro del Ticino se i nostri giovani se ne vanno? E cosa intendono fare i partiti per invertire questa tendenza? – Nulla!

Le conseguenze sono già davanti a noi. Scuole che chiudono nei villaggi perché mancano gli allievi, comunità che si spopolano, un cantone che invecchia. E più il Ticino invecchia, più cresce la dipendenza dalla manodopera frontaliera. È questo il modello che vogliamo? Parlo anche come padre. Ho un figlio piccolo e come genitore sogno che un giorno, se lo vorrà, possa avere l'opportunità di costruirsi una carriera e una vita dignitosa nel suo cantone. Certo, un'esperienza nella Svizzera interna o all'estero è un arricchimento che spero vorrà vivere. Ma deve essere una libera scelta, non un obbligo imposto dalla mancanza di prospettive in casa propria, come spesso accade nel mio cantone. Che Paese siamo, se costringiamo i nostri giovani a partire e lasciamo che i posti di lavoro siano occupati da chi viene da un altro Paese? Che futuro ha una Svizzera che cresce senza limiti, che consuma il suo territorio e relega i suoi cittadini a spettatori?

Questa iniziativa non punta sulla chiusura e sull'irresponsabilità. È un segnale chiaro. Vogliamo uno sviluppo sostenibile per i nostri cittadini, per le nostre famiglie e per i nostri giovani. Apriamo gli occhi. Questa iniziativa è l'occasione per definire che Svizzera vogliamo tra vent'anni: caotica, cementificata e dove chi vive in questo Paese perde l'opportunità di vivere una vita adeguata? Oppure un Paese vivibile, ben strutturato che fornisce ai nostri giovani una prospettiva per il futuro? Stiamo davanti a una scelta: o lasciamo che la Svizzera diventi una terra senza volto, da dieci milioni e più di abitanti, o difendiamo la nostra identità e il futuro dei nostri figli. La mia scelta è chiara. Io voto per l'iniziativa popolare "No a una Svizzera da 10 milioni!" Lo faccio per la mia generazione e, ancora con più convinzione, per la generazione dei nostri figli.

Rosenwasser Anna (S, ZH): Die Initiative, über die wir heute reden, will die Menge der Menschen, die in der Schweiz leben, auf eine feste Zahl begrenzen. Wird der Grenzwert überschritten, müsste der Bundesrat internationale Verträge kündigen. Sobald die ständige Wohnbevölkerung 9,5 Millionen überschreitet, müsste der Bundesrat Massnahmen treffen, "insbesondere im Asylbereich und beim Familiennachzug". Die SVP nennt das Nachhaltigkeits-Initiative. Internationale Verträge unter dem Deckmantel der Nachhaltigkeit zu kündigen, ist brandgefährlich. Aber darum geht es mir in diesem Votum nicht. Worüber ich heute reden will, ist das Gefühl, wir hätten in unserem Land zu wenig Platz.

Ich frage mich bei jeder Abstimmung, was mich mit meinen politischen Gegnern und Gegnerinnen verbindet. Ich glaube, bei dieser Initiative ist es ein kollektives Unbehagen und das Gefühl, dass uns die Luft zum Atmen fehlt, als würde alles knapper: Wohnraum, Ressourcen, Sicherheit. Wer sich über die vorliegende Initiative informieren will, kann auf der offiziellen Homepage auf das Wort "Argumente" klicken. Dann kommen aber keine Argumente, sondern als Erstes kommt dieser Satz: "Welche Themen beschäftigen dich im Zusammenhang mit der Zuwanderung?" Die SVP erklärt einmal mehr die Zuwanderung zum grössten Problem und die Isolation zur einzigen Lösung. Unsere eigentlichen Probleme sind in dieser Initiative nur Mittel zum Zweck.

Seien Sie doch wenigstens ehrlich, Werte Kolleginnen und Kollegen der SVP. Ihr Parteiprogramm lautet einmal mehr: Ausländer raus. Sie meinen aber nicht diejenigen Ausländer und Ausländerinnen, die statistisch gesehen den grössten Anteil in der Schweiz ausmachen, das sind Menschen aus Deutschland, Italien oder Portugal. Sie meinen auch nicht die reichen Expats oder die Spanierinnen oder die Österreicher. Was Sie mit der Initiative wollen, aber nicht konkret aussprechen dürfen: Menschen, die anders sind als wir, sollen raus. Es geht um Menschen, die weniger weiss, weniger christlich, weniger reich sind als wir. Zu viel – das sind vor allem immer die anderen. Die fünf Präsidenten der Initiative heissen Marco, Manuel, Thomas, Thomas und Mike, und raus sollen Omar, Fatima, Ahmed, Aisha und Can.

Diese Woche hat das jüdische Neujahr begonnen. Ich wünsche mir für das neue Jahr, dass ich in diesem Saal öfter mein Politikstudium brauche als mein Geschichtsstudium. Die Erzählung der Überbevölkerung hat eine hässliche Geschichte ebenso wie die Erzählung, in der die anderen zum anderen gemacht werden, um sie zu entmenslichen. Die Idee, dass es in einem Land angeblich zu viele Menschen gibt, geht am Problem



tiefgreifender Ungleichheiten vorbei. Sie reproduziert Rassismus, und sie läuft auf eine Form der Bevölkerungskontrolle hinaus, bei der diejenigen mit Macht darüber entscheiden, wessen Leben genug wert ist, damit er oder sie bleiben darf.

Ich bin überzeugt, dass es immer etwas gibt, das uns alle verbindet, von rechts bis links, seien das Ängste, Wut, Trauer oder Hoffnung. Die Frage ist nur, was wir damit machen. Suchen wir gemeinsam Lösungen, um Verantwortung für unser Handeln zu übernehmen, oder hetzen wir gegeneinander, um vermeintliche Sicherheit in der Isolation zu finden? Die Initiative der SVP sagt, die Antwort sei Isolation. Ich bin überzeugt, dass wir die Fragen anders stellen müssen. Wie gehen wir mit unseren Ressourcen um? Wie sind diese Ressourcen verteilt? Es gibt zugegebenermassen keine einzige und keine einfache Antwort auf diese Fragen, und die Antworten sind komplexer als die Hetze dieser Initiative. Solidarität war schon immer anspruchsvoller als Ausgrenzung, und sie war es schon immer wert.

Ich bitte Sie, die vorliegende Initiative abzulehnen.

Nicolet Jacques (V, VD): L'initiative "Pas de Suisse à 10 millions ! (initiative pour la durabilité)" soulève des enjeux importants pour l'avenir de notre pays, notamment en matière d'infrastructures, de préservation des terres agricoles et de durabilité.

Nos infrastructures sont déjà saturées : chaque jour, les automobilistes et les véhicules de nos entreprises passent des heures dans les bouchons sur nos routes et autoroutes arrivées à saturation, rendant les trajets quotidiens éprouvants. Les transports publics, bien que largement développés, sont surchargés aux heures de pointe et peinent à répondre aux besoins des usagers. Nos écoles, nos hôpitaux et nos établissements médico-sociaux (EMS) sont également sous pression, ce qui rend la qualité des services offerts à la population toujours plus difficile.

La situation de nos terres agricoles est alarmante : au cours des 30 dernières années, nous avons perdu 1 mètre carré de terres agricoles chaque seconde, une tendance qui, bien que légèrement atténuée aujourd'hui, reste préoccupante, avec encore 0,6 mètre carré perdu chaque seconde au profit de nouvelles constructions et de nouvelles infrastructures. Plus de 5 hectares disparaissent ainsi chaque jour, au détriment de l'agriculture, de la production alimentaire, de la biodiversité et de la faune. Cela ne fait que souligner la nécessité de protéger notre espace agricole, essentiel pour notre approvisionnement alimentaire, démontrant la problématique de notre dépendance alimentaire des produits agricoles importés toujours plus importante et rappelant que la Suisse ne produit que la moitié du contenu de notre assiette. Il est impératif de promouvoir une agriculture durable et nourricière

AB 2025 N 1863 / BO 2025 N 1863

ainsi que de soutenir la production locale afin de garantir et renforcer notre sécurité alimentaire, tout en renforçant également le secteur agroalimentaire de proximité. Pour ce faire, il faut des terres agricoles.

La question de l'immigration mérite également d'être abordée. Plutôt que d'encourager une croissance démographique continue et parfois désordonnée, nous devons privilégier une immigration qualitative, qui répond avant tout aux besoins du marché du travail et qui profite à l'ensemble de notre société, sans surcharger nos infrastructures. Il est temps de freiner cette fuite en avant démographique et de réfléchir à une croissance qui soit durable et équilibrée.

En conclusion, l'initiative "Pas de Suisse à 10 millions ! (initiative pour la durabilité)" est un appel à la responsabilité. Elle vise à préserver notre qualité de vie, à protéger nos ressources naturelles et à garantir un avenir durable pour les générations futures. C'est un choix pour un avenir raisonnable et durable. Nous devons agir maintenant pour éviter une surcharge supplémentaire de nos infrastructures, une perte effrénée de nos terres agricoles, une dépendance toujours plus forte aux importations de denrées alimentaires et une immigration incontrôlée.

C'est pour toutes ces bonnes raisons que je soutiens l'initiative sur la durabilité et vous demande d'en faire autant.

Pahud Yvan (V, VD): Voulons-nous continuer, année après année, d'accueillir en Suisse la population de la ville de Lausanne ? Oui, c'est la réalité, construire et bétonner une nouvelle ville chaque année pour loger près de 100 000 nouveaux arrivants dans notre pays. Les conséquences ? Des trains bondés, des embouteillages qui n'en finissent plus, des hôpitaux débordés, et, cerise sur le gâteau, une pression insoutenable sur les loyers. Car, oui, déjà aujourd'hui, la classe moyenne et les familles peinent à trouver un logement abordable. Cette pénurie fait exploser les prix des logements, mettant à mal le pouvoir d'achat de ceux qui travaillent dur et se lèvent tôt pour vivre dignement. C'est la réalité d'un pays en surpopulation. Ce sont les effets concrets d'une immigration non maîtrisée. Et ce sont les citoyennes et les citoyens de notre pays qui en paient le prix,



chaque jour, dans leur quotidien.

En 1980 – qui est, d'ailleurs, une très belle année puisque j'ai eu le plaisir d'y voir le jour –, il y avait 6 millions d'habitants. Aujourd'hui, nous approchons les 9 millions. Si nous continuons sur cette voie, ce sera 10, 11 ou 12 millions d'ici quelques années. C'est une explosion démographique sans précédent. Il faut regarder le problème en face, elle est due à une immigration massive et incontrôlée. Nous ne pouvons pas continuer à construire sans fin et à bétonner nos terres agricoles pour accueillir toujours plus de monde. À ce rythme, nous sacrifions ce qui fait la force et la beauté de notre pays : ses paysages, sa qualité de vie, sa cohésion sociale et la sécurité. La qualité et non la quantité. L'initiative populaire "Pas de Suisse à 10 millions ! (initiative pour la durabilité)" n'est pas une fermeture. C'est une question de bon sens et de responsabilité. Elle défend une durabilité authentique, celle qui protège notre sol, notre environnement, notre autonomie et assure un avenir viable aux générations futures. Soutenir cette initiative, c'est donc faire preuve de bon sens, de courage et de loyauté envers notre pays et sa population.

Je vous invite donc à dire oui pour une Suisse durable, habitable et digne de ce que nous voulons transmettre.

Schaffner Barbara (GL, ZH): Intelligenza enstagl betun! De l'intelligence plutôt que du béton! Intelligenza anziché beton!

Anstelle von immer mehr Beton und immer mehr Verkehrsinfrastruktur sollten wir besser die bestehende Infrastruktur gut ausnutzen. So machen wir sie fit für mehr Leute. Damit dies gelingt, braucht es ein gesamtheitliches Denken, das die Grünliberalen mit der Forderung nach weniger Silodenken und einer Reorganisation der Verkehrsämter anregen.

Die GLP steht für qualitatives und cleveres Wachstum statt starrer Grenzen. Die Kündigungs-Initiative ist keine Lösung.

Docourt Martine (S, NE): Pendant des décennies, des centaines de milliers de personnes venues d'Italie, d'Espagne, du Portugal ou de Yougoslavie ont contribué à la prospérité de la Suisse.

Hanno costruito strade e gallerie, lavorato nei campi e negli alberghi, sostenendo settori fondamentali della nostra economia. In cambio furono sottoposti a un regime discriminatorio: permessi di soggiorno di nove mesi, divieto di vivere con le famiglie, alloggi spesso in baracche.

De nombreux enfants ont grandi cachés, privés de liberté, car la loi ne leur reconnaissait pas le droit d'exister ici. Le statut de saisonnier, introduit en 1931, reste une blessure dans notre histoire, symbole d'une immigration utilitariste et indigne, qui n'a été aboli qu'en 2002 avec la libre circulation.

Aujourd'hui, l'initiative "Pas de Suisse à 10 millions !" tente de nous ramener à cette logique. C'est une nouvelle offense envers les travailleuses et travailleurs issus de la migration et une attaque contre la protection des salaires et la disponibilité de main-d'œuvre dans des secteurs tels que la santé, l'hôtellerie, la restauration ou encore la construction. Réduire l'immigration affaiblirait la transition énergétique, l'agriculture locale, la santé, les services publics et l'innovation. C'est ainsi tout le contraire de la durabilité. La durabilité se construit avec l'ouverture, la solidarité et la responsabilité collective, et non en fermant les frontières.

Les initiants parlent de bétonnage et de perte de nature. Cependant, en septembre 2024, l'UDC a rejeté l'initiative pour la biodiversité et, la même année, a soutenu l'extension des autoroutes, augmentant ainsi la consommation de sol et les émissions.

En ce qui concerne les loyers, l'argument ne tient pas plus : la crise est due au manque de volonté politique de protéger les locataires, tandis que la droite soutient des projets en faveur des propriétaires.

Le trafic est un autre faux problème imputé à l'immigration. Limiter les flux ne réduirait ni les embouteillages ni les trains surchargés. La densification du trafic dépend de la planification et des investissements dans les transports publics, tandis que l'extension des autoroutes encourage l'utilisation de la voiture.

L'argument de la perte de culture, d'identité ou de cohésion sociale est trompeur. L'intégration est un processus réciproque.

Migranten und Migrantinnen lernen unsere Sprachen, engagieren sich im sozialen und politischen Leben und respektieren unsere Institutionen. Ihre Kinder bereichern das Bildungssystem, und die Eltern tragen aktiv zur Stabilität des Arbeitsmarktes und der Sozialversicherungen bei.

Enfin, une contradiction fondamentale : aucune référence n'est faite à la question climatique. L'UDC critique l'immigration massive, mais elle reste silencieuse sur les flux migratoires liés au dérèglement climatique et aux conflits que sa propre politique contribue à provoquer. Avec son inaction en politique climatique et en soutenant les oligarchies pétrolières, elle favorise l'instabilité et les mouvements de fuite. Son discours est donc sélectif et hypocrite.

En fin de compte, cette initiative prétend répondre à des problèmes réels, mais elle repose sur des simplifica-



tions et des contradictions. Voter "oui" reviendrait à choisir des solutions discriminatoires et inefficaces au lieu de renforcer la justice sociale et la cohésion démocratique et de protéger l'environnement. Nous devons tirer les leçons de l'histoire : la prospérité ne doit plus reposer sur l'isolement et l'exclusion, mais sur l'ouverture, le travail et la dignité pour toutes et tous. L'initiative "Pas de Suisse à 10 millions !" est un dangereux retour en arrière. C'est pourquoi nous devons clairement dire "non".

Quadri Lorenzo (V, TI): Riprendere il controllo sull'immigrazione è una necessità per la Svizzera. Negli ultimi cinquant'anni la popolazione è aumentata del 40 per cento, negli ultimi vent'anni di oltre il 20 per cento, e la percentuale di stranieri residenti in Svizzera è raddoppiata dagli anni Settanta ad oggi.

L'immigrazione incontrollata ha effetti negativi praticamente in ogni ambito: sicurezza, Stato sociale, educazione, costi della salute, mercato dell'alloggio, traffico, inquinamento, fabbisogno energetico, presunta carenza di manodopera, ecc.

AB 2025 N 1864 / BO 2025 N 1864

Con l'accordo di sottomissione all'Unione europea di cui si discute di questi periodi, la situazione è destinata a peggiorare ulteriormente e non ci sarà evidentemente alcuna clausola di salvaguardia. La situazione della Svizzera ad occhi dell'UE non sarà mai abbastanza grave per giustificare l'attivazione.

In questa sala non possono trovare posto 2000 persone. È una legge fisica. È curioso vedere come le stesse cerchie politiche, che si lamentano dell'eccessivo consumo di risorse, promuovano l'immigrazione incontrollata. Proprio per preservare le risorse naturali, una decina di anni fa, l'iniziativa Ecopop chiedeva di limitare l'immigrazione netta ad un massimo di circa 16 000 persone all'anno e venne bollata come una follia ed uno scandalo.

Prima della votazione sugli accordi bilaterali, il Consiglio federale aveva detto che, a seguito della libera circolazione delle persone, sarebbero arrivate in Svizzera circa 8000 a 10 000 persone all'anno di immigrazione netta. La cifra reale è di dieci volte superiore.

Il progetto sugli aerei F-35, sottoposto alla votazione del popolo, non è l'unico esempio in cui il Consiglio federale e il Parlamento hanno fornito ai cittadini delle cifre fasulle. Se bisognasse rifare tutte le votazioni in cui ciò è avvenuto, la prima votazione da rifare non sarebbe quella sugli aerei F-35, ma quella sulla libera circolazione delle persone e anche sugli accordi di Schengen.

Secondo lo studioso olandese Ruud Koopmans, in Europa le maggioranze sono particolarmente vulnerabili in due ambiti, nei quali meritano una protezione per legge, in quelli dell'immigrazione e della rappresentazione dell'identità nazionale nello spazio pubblico. Limitare l'immigrazione non è razzismo, è una necessità evidente. Allargando lo sguardo al panorama globale, si nota che la Svizzera si trova in una situazione eccezionale, perché nel mondo l'immigrazione di massa non è certo la regola.

Tutelarsi è legittimo. L'iniziativa popolare "No ad una Svizzera da 10 milioni" non è di per sé un'iniziativa contro la libera circolazione delle persone e quindi contro i Bilaterali, perché – il testo è chiaro – quando si raggiungono i limiti indicati si interviene sul settore dell'asilo e sui ricongiungimenti familiari, quindi in sostanza su quelle persone che nemmeno dovrebbero essere qui. La disdetta della libera circolazione delle persone sarebbe l'ultima ratio. In ogni caso, in un recente approfondimento, pubblicato nel mese di giugno su "Finanz und Wirtschaft", il professor Reiner Eichenberger dell'Università di Friburgo dimostra che l'apporto economico dei Bilaterali I alla Svizzera è pressoché inesistente e quindi una loro eventuale disdetta sarebbe facile da gestire.

Invito quindi a raccomandare di approvare questa iniziativa popolare, perché non c'è nessun motivo per non farlo.

Mahaim Raphaël (G, VD): Si cette initiative venait à passer la rampe, nous pourrions, du jour au lendemain, clore le dossier européen. Cela reviendrait à faire un bras d'honneur à l'Union européenne. Ce serait la fin complète des discussions avec l'Union européenne et, je me permets de le dire, un drame pour la Suisse et son avenir. Fin de partie ! Rideau ! C'est terminé ! Très franchement, ce seul élément, à lui tout seul, doit nous inciter à ne même pas nous poser la question des autres problématiques soulevées par l'initiative et à la rejeter sans hésiter.

À l'heure où Vladimir Poutine provoque l'Europe aux portes des pays baltes ou en Scandinavie, à l'heure où les États-Unis ne sont plus un partenaire fiable en raison d'un président qui a littéralement perdu la tête et qui est parti dans une dérive fasciste, la Suisse doit savoir où sont ses alliés. Elle doit savoir où sont ses alliés et elle ne peut pas se permettre de leur faire un bras d'honneur. Si elle le fait – si elle le fait –, le jour où la sécurité sur le continent européen ne sera plus garantie, et même si nous n'avons bien sûr pas d'alliance militaire avec



l'Union européenne, nous nous retrouverons dans une situation où nous irions pleurer à la porte de nos alliés de l'Union européenne et où plus personne ne nous répondrait. Parce que, forcément, si on leur fait un bras d'honneur, on peut comprendre que le jour où on aura besoin d'eux, ils nous répondront : "Chers Suisses, vous vouliez faire tout seul, eh bien faites tout seul !" Voilà la conséquence. Il faut avoir le courage de le dire. Voilà la conséquence qu'aurait l'acceptation de cette initiative.

C'est donc un chaos programmé, mais on peut aussi, au-delà de ce chaos, parler de l'initiative en se posant la question de la surchauffe économique et des conséquences qu'elle engendre dans notre pays. Oui, c'est vrai, dans certaines régions du pays, il y a une surchauffe. Dans certaines régions du pays, il y a besoin de prendre des mesures. Mais alors, chères et chers collègues qui êtes à l'origine de cette initiative, pourquoi avez-vous voté sans hésiter pour une extension des autoroutes ? Plus d'autoroutes, c'est plus de trafic. Pourquoi vous opposez-vous depuis toujours à des mesures d'aménagement du territoire intelligentes qui, je le rappelle, visent à construire du logement là où on en a besoin et à protéger les terres agricoles là où on doit les protéger ? Pourquoi vous opposez-vous à un contrôle des loyers, pour éviter les loyers abusifs dans notre pays, qui étranglent la classe moyenne ? Voilà le type de mesures que l'on doit prendre pour éviter les effets négatifs de la surchauffe économique. J'en ajoute une, et non des moindres : oui, certaines pratiques fiscales agressives, notamment à l'égard d'entreprises étrangères ou de multinationales, notamment dans la région d'où je viens, l'Arc lémanique, ont incité des entreprises à participer à cette surchauffe, à participer à cette croissance. Pour le meilleur parfois, mais aussi pour le pire.

Il faut donc s'en prendre aux causes. Il faut s'en prendre aux causes et non pas désigner une conséquence qui de toute façon est une chimère. Il me venait, en réfléchissant à ce débat, une analogie : c'est un peu comme si on dit qu'on n'aime pas la pluie, alors on demande d'interdire la pluie. D'abord, on a besoin de la pluie, tout comme on a besoin de l'immigration pour la prospérité helvétique. Nos routes et nos hôpitaux fonctionnent grâce à une main-d'œuvre en partie étrangère. On a besoin de la pluie, mais, surtout, interdire la pluie, cela ne veut rien dire. C'est absurde. Si on veut réfléchir aux conséquences négatives que parfois la pluie peut avoir, on réfléchit à se protéger, à des mesures de lutte contre les inondations, etc. C'est exactement la même chose en matière d'immigration : un aménagement du territoire intelligent, des mesures sociales intelligentes, ne pas développer à outrance nos infrastructures, ne pas pratiquer une politique fiscale agressive qui fait venir des entreprises qui, très franchement, participent aussi à une forme de surchauffe économique. Voilà les mesures intelligentes que l'on peut prendre.

En conclusion, si nous ne voulons pas un chaos programmé dans nos relations avec l'Union européenne, dans une période critique de l'histoire suisse où nous avons besoin de stabilité, nous devons dire, sans même réfléchir davantage, "non" à cette initiative. J'espère vivement que le peuple le fera. Si tel n'est pas le cas, je prédis une grande période d'instabilité pour notre pays, à un moment où la géopolitique mondiale, malheureusement, nous impose de réfléchir beaucoup plus intelligemment et de rester alliés avec notre plus proche alliée, l'Union européenne.

Reimann Lukas (V, SG): Sehr geehrter Herr Kollege, Sie haben gesagt, die Schweiz müsse wissen, wo sie in Bezug auf Putins Politik stehe. Ist Ihnen bekannt, dass Putin versucht, die europäische Gesellschaft zu destabilisieren, indem er Flüchtlingswellen anrollen lässt, die uns schaden sollen? Wie wollen Sie denn darauf reagieren? Es wäre doch auch eine Anti-Putin-Politik, wenn man diese Flüchtlingswellen stoppen könnte.

Mahaim Raphaël (G, VD): Merci, cher collègue. Je crois savoir que la déstabilisation par Vladimir Poutine, notamment sur les réseaux sociaux, notamment par la propagation de "fake news", ne fait pas partie des choses que vous combattez avec le plus de vigueur. C'est pourtant exactement là qu'il faut agir. Quant à la question migratoire, je ne sais pas exactement où vous voulez en venir, mais si vous nous dites qu'il faut cesser d'accepter des réfugiés ukrainiens, alors vous vous placez du côté de Poutine. Ce que vous êtes en train de dire, c'est que, ce que Poutine fait, il faut le laisser le faire.

AB 2025 N 1865 / BO 2025 N 1865

Non, la seule chose que je dis, c'est qu'il faut rester du côté de nos véritables alliés, à savoir l'Union européenne, dans cette situation géopolitique tendue.

Grabner Michael (V, VS): Herr Kollege Mahaim, Sie haben gesagt, der demokratisch gewählte US-Präsident drifte in eine faschistische Richtung ab. Sind Sie sich bewusst, dass der Attentäter von Charlie Kirk auf seine Patronen "Fang, du Faschist" geschrieben hat? Sind Sie sich bewusst, dass Sie damit genau das gleiche Vokabular verwenden wie der Attentäter und mit einer solchen Formulierung zur Gewaltbereitschaft von linker Seite beitragen?



Mahaim Raphaël (G, VD): L'assassinat de M. Kirk est ignoble. Je le condamne sans hésiter. Cela n'a rien à voir avec la discussion sur la politique menée par M. Trump, et je maintiens les termes que j'ai utilisés. C'est une dérive fasciste à laquelle on assiste, et je le disais dans le cadre de ce débat, parce que la Suisse doit savoir qui sont ses alliés aujourd'hui. Et ses alliés, malheureusement, ce ne sont plus les USA et encore moins la Russie de Vladimir Poutine.

Reimann Lukas (V, SG): Ich wurde durch die Personenfreizügigkeit im Jahr 2000 politisiert. Ich möchte daran erinnern, was uns der Bundesrat damals erzählte. Im Büchlein zur Abstimmung über die Bilateralen I vom 21. Mai 2000 stand, die Erfahrungen zeigten, dass die Ängste des Referendumskomitees unbegründet seien, die Einwanderung aus EU-Staaten nicht zunehmen werde, in Wirklichkeit die Wanderungsbewegungen innerhalb der EU sehr gering seien. Ich war damals auch in der "Arena" zu dieser Abstimmung, und da sagte Bundesrat Joseph Deiss, es würden pro Jahr 8000 bis 10 000 Personen mehr in die Schweiz kommen. Wir sagten damals, es würden 40 000 Personen in die Schweiz kommen. Die damaligen Befürworter sagten: Ihr übertreibt, das ist ja wahnsinnig, diese Zahlen sind Hirngespinnste. Und sie hatten recht: Auch wir untertrieben damals. Es sind nicht 40 000 gekommen, erst recht nicht 8000 bis 10 000, sondern es kommen Jahr für Jahr 80 000 bis 100 000, und das seit 25 Jahren.

Und ich frage mich schon, Herr Jans: Wusste der Bundesrat es nicht besser, wollte er es nicht besser wissen, oder wurde das Volk bei dieser Abstimmung brandschwarz angelogen?

Wir sehen es heute beim Verkehr, wir sehen es an den Universitäten, an den Schulen, wir sehen es eigentlich überall: Obwohl wir viel Geld in die Infrastruktur investieren, kommen wir mit diesem Bevölkerungswachstum nicht mehr mit. Das Bevölkerungswachstum in der Schweiz ist auf dem Niveau eines Drittweltlandes, und das sollte uns zu denken geben. Wenn ich von St. Gallen nach Genf fahre, dann sehe ich kaum zwei Minuten lang grüne Flächen. Es ist alles verbaut, es ist überall zubetoniert. Wenn Sie mit dem Zug nach Berlin oder nach Paris fahren, dann sehen Sie durchaus zwei Stunden lang Grünes, und das ist ein grosser Unterschied zur Schweiz.

Es war ein historischer Fehler, dass wir damals dieser Personenfreizügigkeit zustimmten, und der zweite historische Fehler war die Nichtumsetzung der Masseneinwanderungs-Initiative. Der erste historische Fehler führte dazu, dass die Schweizer Bevölkerung 2014 zum ersten Mal in ihrer Geschichte – und die Schweizer Bevölkerung ist grundsätzlich eine sehr offene, grossherzige Bevölkerung – einer Bevölkerungsbegrenzung zustimmte. Was tat dieses Parlament? Es ignorierte den Volksentscheid. Ja, es stimmte sogar neuen Verträgen, die dem Verfassungsartikel widersprechen, zu.

Diese zwei historischen Fehler der Schweizer Politik können wir mit der Nachhaltigkeits-Initiative korrigieren. Die Nachhaltigkeits-Initiative bietet die historische Chance zur Korrektur dieser falschen Politik. Sie macht für zukünftige Generationen eine Schweiz möglich, die nicht komplett zugebaut ist. Die Frage, wie man ökonomische, soziale und ökologische Grenzen des Wachstums ernsthaft angehen kann, müssen wir hier im Parlament stellen. Wie viele Menschen kann dieses Land tragen, ohne dass Lebensqualität, Biodiversität und Versorgungssicherheit verloren gehen? Wer hier bloss redet und nicht zuhört, der verfehlt den Kern der Aufgabe, die allen Parlamentariern auferlegt ist, nämlich die Wohlfahrt der Schweiz zu sichern. Hinterlassen wir zukünftigen Generationen eine Schweiz mit schwindender Lebensqualität, zerstörten Landschaften und wachsender Abhängigkeit oder eine, die an der Generationengerechtigkeit orientiert ist? Verantwortung für morgen zu übernehmen, bedeutet nicht, auf Kosten der Jungen zu leben. Das unbegrenzte Wachstum bleibt der tote Winkel im politischen Spiegel: unsichtbar für jene, die nicht genau hinsehen wollen, aber dennoch real und gefährlich. Wer diesen toten Winkel ignoriert, steuert unweigerlich in eine Kollision. Und die Rechnung des Zusammenstosses zahlen am Ende nicht wir, sondern die nächsten Generationen.

In der Debatte heute wurde oft gesagt, das Saisonierstatut sei ganz schlimm gewesen, es habe sich um eine Selektion gehandelt. Es war vielleicht nicht alles perfekt damals, aber was Sie heute mit der Personenfreizügigkeit machen, ist keinen Deut besser. Sie geben allen EU-Bürgerinnen und EU-Bürgern einen Rechtsanspruch darauf, sich hier in der Schweiz niederlassen zu können, und alle, die keinen EU-Pass haben, haben diese Möglichkeit nicht. Viel gerechter, viel fairer wäre es, ein System zu haben, das sich an konkreten Kriterien orientiert und nicht an EU-Pässen. Es sollte sich daran orientieren, ob jemand aus einer Branche kommt, die die Schweiz braucht, und ob jemand einen Beitrag zum Schweizer Arbeitsmarkt oder zur Integration leisten will oder nicht, und nicht einfach daran, ob jemand einen EU-Pass hat oder nicht.

Nutzen wir diese Chance der Nachhaltigkeits-Initiative, empfehlen Sie diese Initiative zur Annahme.

Egger Mike (V, SG): Geschätzter Kollege Reimann, in diesem Parlament wurde ja die Masseneinwanderungs-Initiative nicht umgesetzt. Es wurde aber damals versprochen, es werde eine Regulierung geben. Bei der



Ausschaffungs-Initiative wurde versprochen, sie werde pfefferscharf umgesetzt. Das war nicht der Fall. Jetzt wird mit dem neuen EU-Unterwerfungsvertrag versprochen, es gebe auch dort Verschärfungen. Das ist nicht der Fall. Was sagen Sie dazu, dass hier das Parlament nicht auf die Problematik reagiert?

Reimann Lukas (V, SG): Das ist ein ganz, ganz grosses Problem der Schweizer Politik – es ist die Ignoranz gegenüber der Bevölkerung, die Ignoranz gegenüber den Problemen. Ich hoffe schwer, dass sich alle Demokraten in diesem Land an Volksentscheide gebunden fühlen. Das Volk hat schon die Ausschaffungs-Initiative und die Masseneinwanderungs-Initiative angenommen, und ich bin überzeugt, dass das Volk auch die Nachhaltigkeits-Initiative annehmen wird.

Riem Katja (V, BE): Die Initiative "Keine 10-Millionen-Schweiz!" stellt keine symbolische Forderung – sie ist eine Notbremse. Heute leben wir bereits in einer 9-Millionen-Schweiz. Allein im Jahr 2022 wuchs unsere Bevölkerung um 180 000 Menschen, mehr als die Stadt Basel, die immerhin die drittgrösste unseres Landes ist.

Zur erneuten Erinnerung nach meinem Vorredner: Der Bundesrat prognostizierte einst, dass die Schweiz die 9-Millionen-Grenze erst um das Jahr 2040 erreichen würde. Heute aber, fast zwanzig Jahre früher als erwartet, leben wir bereits in einer 9-Millionen-Schweiz. Das zeigt, wie stark die Prognosen danebenlagen und wie dringend wir handeln müssen.

Wer glaubt, wir könnten dieses Tempo weiterhin zulassen, verkennt die Realität. Sie kennen die Probleme: Wohnraum wird knapp und teuer, die Umwelt wird zubetoniert, und auch die Schulzimmer platzen aus allen Nähten. Ich nenne einige Beispiele aus der Bevölkerung. Erstes Beispiel: Ittigen (BE), 2025, Erhöhung des Steuerfusses von 1,13 auf 1,23. Begründung: grosse Investitionen in die Schulhausinfrastruktur. Zweites Beispiel: Gansingen (AG), 2023, Steuererhöhung von 115 auf 120 Prozent. Grund: Projekt grösseres Schulhaus. Drittes Beispiel: Mammern (TG), 2025, deutliche Steuererhöhung. Grund: Schulraumerweiterung. Die Liste könnte noch lange, lange, lange weitergeführt werden. Überall wird es eng, und es kostet.

Das Hauptargument der Gegner, wir haben es heute schon zahlreiche Male gehört, ist der Fachkräftemangel. Doch

AB 2025 N 1866 / BO 2025 N 1866

gerade hier zeigt sich die Illusion am allerdeutlichsten. Seit Einführung der Personenfreizügigkeit ist die Schweiz um mehr als 1,3 Millionen Einwohner gewachsen. Die Zahl der Grenzgänger hat sich verdoppelt, und, Achtung, trotzdem hat sich die Zahl der offenen Stellen vervierfacht – vervierfacht! Wenn die Zuwanderung das Wundermittel wäre, dürfte es diesen Mangel längst nicht mehr geben. Das ist doch nicht normal.

Noch deutlicher: Von allen Zugewanderten in den letzten Jahren arbeitet im Schnitt nicht einmal jeder Fünfte in einem Beruf mit echtem Fachkräftemangel. Bei den Grenzgängern sind es gar nur 16 Prozent. Das zeigt: Die Masse geht am Bedarf vorbei, und jeder zusätzliche Zuwanderer schafft eine neue Nachfrage nach Lehrerinnen, nach Pflegepersonal, nach Ärzten, nach Wohnungen und nach Schulraum. So verstärkt die Zuwanderung den Mangel, den sie angeblich beheben soll.

Das Bevölkerungswachstum bedeutet auch mehr Beton und weniger Natur. Täglich verschwinden wertvolle Grün- und Landwirtschaftsflächen, die für unsere Biodiversität und die Ernährungssicherheit entscheidend sind. Wo sind denn jetzt die Kämpferinnen und Kämpfer für die Umwelt? Sie sitzen wahrscheinlich in ihren Büros und sehen nicht, wie draussen Quadratmeter für Quadratmeter zubetoniert wird und wie wertvolle Flächen verloren gehen. Wir fordern deshalb mehr Nachhaltigkeit, und zwar echte Nachhaltigkeit.

Nun noch zu den Bilateralen: Auch sie werden uns immer wieder als Allheilmittel präsentiert. Aber ein Vertrag ersetzt keine Steuerung. Die Bilateralen haben uns nicht von Engpässen befreit. Im Gegenteil: Sie haben das quantitative Wachstum beschleunigt, ohne die qualitativen Lücken zu schliessen. Der Wohlstand pro Kopf stagniert seit ihrer Einführung. Die Infrastruktur ächzt, die Sozialwerke geraten unter enormen Druck. Wer glaubt, wir müssen um jeden Preis alles hinnehmen, nur um die Bilateralen zu retten, macht unsere Zukunft von Verträgen abhängig, die offensichtlich kaum Probleme lösen.

Dabei spreche ich auch für meine Generation. Wir haben keine Lust, all die dekadenten Entscheide ausbaden zu müssen. Wir fordern jetzt eine klare Grenze. Die Initiative gibt uns diesen Rahmen. Sie hilft uns, Zuwanderung zu steuern – nicht zu verhindern –, und zwar gezielt dorthin, wo sie tatsächlich gebraucht wird, und nicht blind, in der Masse.

Empfehlen Sie diese Initiative zur Annahme. Denken Sie dabei an meine Generation und an die unserer Kinder. Auch sie haben eine Schweiz verdient, welche ihrem Namen gerecht wird, und jetzt können Sie diese ermöglichen.



Schmezer Ueli (S, BE): Ich kann es kurz machen. Die Initiative verdient ein entschiedenes Nein, weil sie heuchlerisch ist. Ehrlicherweise müsste sie lauten: Die Schweiz soll die Verträge mit der EU kündigen. Das darf man wollen, aber man soll es so sagen, sonst führt man die Leute an der Nase herum.

Die Initiantinnen und Initianten finden, dass zu viele Menschen in die Schweiz kommen. Das darf man finden, aber man soll bitte sehr so ehrlich sein und sagen, warum Menschen in die Schweiz kommen. Sie kommen, um zu arbeiten. Sie kommen, weil es in der Schweiz viele Arbeitsstellen gibt. Und diese gibt es zu einem wesentlichen Teil, weil die Schweiz Wirtschaftsförderung betreibt und tiefe Gewinnsteuern hat. Wenn man will, dass weniger Menschen kommen, muss man die Wirtschaftsförderung reduzieren und die Gewinnsteuern erhöhen, statt die Grenzen zu schliessen.

Cette initiative mérite un "non" catégorique.

Riner Christoph (V, AG): Manche tun so, als sei eine Schweiz mit 10 Millionen Einwohnern ein Geschenk, das Resultat des unvermeidlichen Laufs der Zeit, welcher Wohlstand bringt. Aber ich frage Sie: Wohlstand für wen? Es sind nur wenige, die daran verdienen. Die grosse Mehrheit der Menschen in unserem Land verliert. Sie verlieren ihre Freiräume, sie verlieren Rückzugsorte, sie verlieren ein Stück Heimat. Wir alle spüren es tagtäglich. Die Mieten steigen, der Platz wird enger, die Züge und Strassen sind überlastet, Landschaften verschwinden. Unser Land verändert sich in einem Tempo, das uns kaum noch Luft zum Atmen lässt.

Wohlstand, echter Wohlstand ist so viel mehr als Zahlen in einer Statistik. Unser Wohlstand ist nicht das Bruttoinlandsprodukt, auch nicht der nächste Quartalsgewinn. Echter Wohlstand ist so viel mehr: Echter Wohlstand ist Geborgenheit. Er bedeutet Sicherheit. Niemand muss sich fürchten, wenn er auf unseren Strassen unterwegs ist. Echter Wohlstand sind Freundschaften, Gemeinschaft, Vertrauen. Echter Wohlstand, das sind auch unsere Traditionen, unsere Bräuche, unsere Feste, unsere Kultur, der Zusammenhalt und das Miteinander der verschiedenen Landesregionen. All das ist die Seele der Schweiz.

Ich liebe die Schweiz, ihre Vielfalt, ihre Freiheit, ihre Geschichte. Ich liebe die Schweiz, weil sie uns Heimat schenkt, weil sie uns Halt gibt, weil sie mehr ist als ein Stück Land. Sie ist unser Zuhause, und dieses Zuhause dürfen wir nicht verlieren. Einfach zu sagen, das sei halt der Lauf der Zeit, eine 10-Millionen-Schweiz sei unausweichlich, ist Resignation, aber keine Haltung. Wenn nur noch wenige profitieren und die grosse Mehrheit verliert, wenn unsere Landschaften verschwinden, wenn unsere Traditionen verblassen, dann verlieren wir unsere Schweiz. Dann verlieren wir aber auch uns selbst.

Darum brauchen wir die Nachhaltigkeits-Initiative. Sie ist die Antwort auf unser ungebremsstes Bevölkerungswachstum, auf die 10-Millionen-Schweiz. Sie steht für ein Wachstum mit Mass, für Vernunft statt für blinde Gier. Sie steht für Lebensqualität, für Sicherheit, für echten Wohlstand. Eine 10-Millionen-Schweiz bedeutet noch mehr Enge, noch mehr Lärm, noch mehr Verlust. Die Schweiz darf nicht auf Kosten der Bevölkerung für den Profit einiger weniger immer weiter wachsen. Unsere Schweiz soll die Schweiz bleiben, so wie wir sie lieben. Genau deshalb sage ich: Wir brauchen die Nachhaltigkeits-Initiative und keine 10-Millionen-Schweiz. Was wäre die Alternative zur Nachhaltigkeits-Initiative? Den Kopf in den Sand stecken und die kommenden Generationen dafür bezahlen lassen, was wir heute verschlafen?

Ja zur Nachhaltigkeits-Initiative heisst Ja zu einer intakten Landschaft, Ja zu unseren Traditionen und Ja zu einer Schweiz, die ihr Herz nicht verkauft.

Schneider-Schneiter Elisabeth (M-E, BL): Die "Keine 10-Millionen-Schweiz!"-Initiative klingt auf den ersten Blick simpel – eine Zahl, eine Grenze, ein Gefühl von Sicherheit. Doch Politik ist keine Mathematikaufgabe mit einer fixen Zahl im Resultatfeld. Eine Zahl in der Verfassung ersetzt keine Politik. Sie ist eine Schaufensterdekoration, während die echten Probleme im Hinterzimmer sind.

Die Bevölkerung sorgt sich zu Recht – wegen steigender Krankenkassenprämien, wegen Wohnungsknappheit, wegen Staus und wegen Engpässen im Pflegebereich. Aber Hand aufs Herz: Keine Familie zahlt weniger Krankenkassenprämien, nur weil in der Bundesverfassung die Zahl von 10 Millionen steht. Kein einziges zusätzliches Bett im Pflegeheim entsteht, weil wir eine symbolische Zahl in Stein meisseln. Eine starre Obergrenze in der Verfassung nimmt uns genau das, was wir am meisten brauchen: Flexibilität in der Steuerung. Sie blockiert Lösungen, statt sie zu ermöglichen.

Und die Initiative hat einen hohen Preis – einen hohen Preis für uns alle. Wirtschaftlich bedeutet sie weniger Fachkräfte im Spital, weniger Innovation im Labor, weniger Wettbewerbsfähigkeit in unseren KMU und weniger ausländische Arbeitskräfte in der Landwirtschaft. Ohne sie könnten unsere Höfe gar nicht mehr produzieren. Gesellschaftlich bedeutet sie weniger Pflegepersonal in Spitälern und Altersheimen und weniger Perspektiven für die nächste Generation. Politisch bedeutet sie mehr Blockade hier im Saal statt Handlungsfähigkeit.

Wer glaubt, diese Initiative stärke die Schweiz, täuscht sich. In Wahrheit schwächt sie uns in genau den Berei-



chen, die für unsere Zukunft entscheidend sind. Natürlich, die Sorgen vieler Bürgerinnen und Bürger sind real. Sie fragen sich, wie die Schweiz auch in Zukunft lebenswert bleibt. Doch genau deshalb dürfen wir ihnen keine falschen Rezepte anbieten. Politische Verantwortung heisst, die Sorgen ernst zu nehmen, aber mit Lösungen, die wirken. Dieses Schaulaufen hier und heute wirkt nicht.

AB 2025 N 1867 / BO 2025 N 1867

Die Lösungen liegen längst auf dem Tisch: eine gezielte Steuerung der Zuwanderung nach den Bedürfnissen von Arbeitsmarkt und Gesellschaft, wie sie unser Gegenentwurf vorsieht; Investitionen in Bildung, Integration und Infrastruktur; eine nachhaltige Raumplanung, die das Wachstum klug begleitet. Das ist der Weg, den wir gehen müssen. Oder zugespitzt gesagt: Wir wollen steuern statt blockieren. Wir wollen gestalten statt verwalten. Wir wollen Zukunft statt unsinnige Zahlenspiele.

Darum sage ich klar: Die "Keine 10-Millionen-Schweiz!"-Initiative schafft keine Sicherheit. Sie schafft Unsicherheit, Blockaden und Kosten für uns alle. Die Schweiz ist nicht stark, weil sie Grenzen zieht. Sie ist stark, weil sie Lösungen findet.

Darum stimme ich Nein – aus Verantwortung für ein Land, das gestalten will, statt sich zu blockieren.

Rüegger Monika (V, OW): Vor über 23 Jahren, am 1. Juni 2002, trat das Personenfreizügigkeitsabkommen in Kraft. Was uns damals als Chance verkauft wurde, hat sich seither zu einer massiven Herausforderung entwickelt. Netto sind bisher über 1,6 Millionen Menschen in die Schweiz eingewandert; dies entspricht der gesamten Bevölkerung des bevölkerungsstärksten Kantons, des Kantons Zürich, oder anders gesagt: Es entspricht der Bevölkerungszahl der sechs Zentralschweizer Kantone Luzern, Schwyz, Zug, Nidwalden, Uri und Obwalden – und zwar gleich mal zwei.

Der Bundesrat und die Classe politique versprochen uns damals, jedes Jahr würden nur rund 8000 Leute kommen, doch die Realität sieht anders aus. Diese Versprechen haben sich als Illusion entpuppt, und damit haben wir die Kontrolle der Zuwanderung aus der Hand gegeben.

Das Schweizer Stimmvolk hat längst erkannt, dass es so nicht weitergeht. 2014 nahm die Stimmbevölkerung die Masseneinwanderungs-Initiative an, mit dem klaren Ziel, dass die Schweiz mittels Kontingenten und Höchstzahlen – so steht es in Artikel 121a der Bundesverfassung – wieder eigenständig bestimmen können soll, wie viele Menschen zuwandern. Doch dieser Volksentscheid wurde von der FDP und der radikalen Linken missachtet. Damit wurde das Fundament der direkten Demokratie erschüttert.

Die Folgen dieser verfehlten Politik spüren wir alle tagtäglich: verstopfte Züge, Stau auf den Strassen, eine Schweiz, die zunehmend verbaut und zubetoniert wird. Es herrscht Wohnungsnot, es gibt weniger Grünflächen, die Sozialkosten steigen. Vier von fünf neu gebauten Wohnungen sind heute für Zugewanderte bestimmt. Jährlich kommen über 80 000 zusätzliche Menschen in unser Land; das erfordert mehr Schulen, mehr Altersheime, mehr Strassen, mehr Infrastruktur. Paradoxerweise holen wir wieder neue Menschen aus dem Ausland, um all diese zusätzlichen Bedürfnisse der Zugewanderten zu decken. Das Ergebnis: Die Schweiz, unsere Heimat, wächst nicht in puncto Qualität, sondern nur in puncto Quantität. Die Schweiz wächst in die Breite, doch der Wohlstand pro Kopf sinkt. Wir verlieren Stück für Stück unsere Lebensqualität. Darum braucht es jetzt eine klare Antwort.

Die Initiative "Keine 10-Millionen-Schweiz!" setzt ein Ziel, das realistisch und zugleich notwendig ist. Die ständige Wohnbevölkerung der Schweiz darf bis 2050 nicht mehr als 10 Millionen erreichen. Das bedeutet konkret: In den kommenden 24,5 Jahren dürfen im Schnitt jährlich maximal 37 500 Personen netto einwandern. In wirtschaftlich guten Jahren können es mehr sein, in schwächeren Jahren weniger. Wird dieses Ziel nicht erreicht, muss der Bundesrat handeln – er muss handeln. Wenn er das nicht macht, ist er gezwungen, die internationalen Verträge zu kündigen. Diese Zuwanderung befeuert nur das Bevölkerungswachstum, darum muss das Personenfreizügigkeitsabkommen dann gekündigt werden.

Die Initiative steht für eine nachhaltige Bevölkerungsentwicklung und für eine lebenswerte Schweiz, die auch künftigen Generationen Raum, Wohlstand und Perspektiven bietet. Es geht hier nicht um eine Abschottung, es geht um Verantwortung: Verantwortung für unser Land, unsere Heimat, unsere Kultur, Verantwortung gegenüber unseren Kindern und Enkeln, Verantwortung dafür, dass die Schweiz nicht in der Masse untergeht, sondern frei, eigenständig und stark bleibt. Lassen wir uns nicht länger von falschen Versprechungen blenden. Fordern wir, dass der Volkswille respektiert wird, und kämpfen wir gemeinsam dafür, dass die Schweiz nicht zur 10-Millionen-Schweiz wird, sondern die Schweiz bleibt, wie wir sie alle lieben!

Porchet Léonore (G, VD): Je monte aujourd'hui à la tribune avec une pensée pour mon grand-père, qui doit se retourner dans sa tombe aujourd'hui, lui qui était chargé d'accompagner et de soulager le plus possible le dur sort de ses collègues saisonniers à l'époque où, dans le canton de Vaud en particulier, on construisait



des kilomètres d'autoroutes. Voyez-vous, mon grand-père, en tant que technicien-géomètre, a notamment participé à la construction du grand viaduc de Villeneuve, que les fans d'autoroute qui se trouvent dans cette salle doivent bien connaître et regarder avec fierté, une prouesse d'ingénierie dont, oui, nous sommes fiers, mais qui n'a pas vraiment été construit par des Suisses, comme dans le cas de mon grand-père. Il se trouve que ce viaduc, comme beaucoup d'autres oeuvres d'ingénierie dans ce pays, a été construit par les saisonniers italiens entassés dans des baraquements branlants, glacés ou suffocants, supportant des panneaux "Interdit aux chiens et aux Italiens" dans le climat raciste des années Schwarzenbach. L'histoire des saisonniers et du racisme décomplexé de la politique suisse est une histoire honteuse de notre pays, à laquelle l'UDC voudrait aujourd'hui nous ramener.

En limitant la population à 10 millions d'habitants, en s'attaquant d'abord au droit d'asile puis au regroupement familial, puis à la libre circulation, cette initiative, de fait, recrée notamment un statut de saisonnier, un retour en arrière inacceptable. Le statut de saisonnier signifiait des vies marquées par l'absence et la précarité ; signifiait des hommes qui travaillaient ici, mais qui n'avaient pas le droit de faire venir leurs femmes et leurs enfants ; signifiait des familles déchirées, des enfants grandissant sans père ; signifiait des couples et des enfants contraints à la clandestinité pour rester ensemble. Cette réalité a laissé des blessures profondes dans notre histoire. Revenir sur le regroupement familial, comme le propose l'initiative, c'est revenir à un système qui discrimine les travailleuses et les travailleurs, qui nie leurs droits fondamentaux. Ce serait répéter une erreur dont notre pays devrait, au contraire, rester conscient et tirer les leçons.

Il faut le rappeler, l'environnement suisse n'est pas menacé par une quelconque surpopulation étrangère. Ce qui menace notre avenir, c'est un système économique et énergétique qui continue de polluer, qui dépend encore massivement du pétrole, du gaz et de modes de production destructeurs. Les initiants et les initiantes le savent très bien, mais ils n'ont aucune envie de remettre en question ce système. Au lieu de s'attaquer aux multinationales, aux énergies fossiles, aux infrastructures polluantes, ils préfèrent pointer du doigt les étrangères et les étrangers. C'est plus facile, c'est plus rentable politiquement, mais c'est totalement inefficace. Si nous voulons être durables, ce n'est pas en fermant nos frontières que nous y arriverons, c'est en transformant notre économie, nos transports, notre agro-industrie et notre production énergétique. C'est en faisant de l'écologie le choix le plus facile et le meilleur marché. C'est en construisant un avenir écologique avec toutes celles et tous ceux qui vivent ici, et non pas en les excluant.

Les conséquences de cette initiative seraient aussi lourdes pour notre économie, à commencer par les hôpitaux qui manqueraient de bras, les EMS qui manqueraient de bras, les fermes qui manqueraient de bras, notre AVS qui manquerait de cotisations. En tant que syndicaliste, j'aimerais aussi rappeler qu'aujourd'hui, grâce aux mesures d'accompagnement de la libre circulation des personnes, nous avons un système solide qui protège les salaires et les conditions de travail. L'initiative met justement ce système en danger, de la même manière que le groupe UDC tente toute l'année de fragiliser la protection des travailleurs et des travailleuses en s'attaquant à la loi sur le travail. L'avenir de la Suisse ne se construit pas sur le repli ni l'exclusion, mais sur la solidarité et la coopération. Cette initiative fait des plus vulnérables, les

AB 2025 N 1868 / BO 2025 N 1868

réfugiés, les déplacés, des boucs émissaires de crises dont ils ne sont pas à l'origine.

Rejeter cette initiative, c'est choisir une Suisse fidèle à son histoire d'ouverture, plutôt qu'à ses années Schwarzenbach. C'est une Suisse qui regarde vers l'avenir, une Suisse qui s'attaque aux vrais défis de durabilité et de justice sociale et non pas aux personnes qui font aussi vivre et prospérer la Suisse.

Suter Gabriela (S, AG): Die SVP spricht von Dichtestress. Die Bahnhöfe und Züge sind übervoll, die Strassen sind laufend verstopft, sogar auf Bergwanderungen steht man sich neuerdings auf den Füssen herum. Der Wohnraum wird knapp und unbezahlbar. Dieses Besorgnis hat Kollege Walter Gartmann von der SVP geäussert.

Die SVP spricht von Dichtestress, sieht die Lösung in der Kündigung der Personenfreizügigkeit und nennt diese Lösung dann nachhaltig. Aber ist das wirklich nachhaltig? Werden die angesprochenen Probleme durch eine Begrenzung der Einwanderung wirklich behoben? Ich bin der Meinung, dass hier eine einfache Scheinlösung angeboten wird, die der Schweiz schadet und nicht nützt. Ich verzichte darauf, noch einmal im Detail zu wiederholen, warum eine Kündigung der Personenfreizügigkeit zu einer Abschottung führt und unseren Wohlstand akut gefährdet.

Viele Probleme, die Sie ansprechen, sind aber nicht aufgrund der Zuwanderung, sondern aufgrund unserer steigenden Ansprüche entstanden. Ich bin in den 1970er-Jahren aufgewachsen, einige von Ihnen ebenfalls. Erinnern Sie sich, welche Familie damals zwei Autos besass? So etwas konnten sich die wenigsten leisten.



Wie viele Personen pendelten damals täglich zur Arbeit und wieder zurück? Es waren die wenigsten. 1970 waren laut Statistikangaben 31 Prozent der Erwerbstätigen täglich am Pendeln. Im Jahr 2000 waren es knapp 58 Prozent, und heute sind es über 71 Prozent. Wissen Sie, wie diese Leute pendeln? Die wenigsten sind mit dem Zug unterwegs, die meisten mit dem Privatauto.

Herr Glarner sagte, mittlerweile gebe es auch am Samstag und am Sonntag Stau. Ja, das liegt daran, dass wir ein anderes Freizeitverhalten haben. 40 Prozent der Autofahrten sind dem Freizeitverkehr zuzuordnen. Wie viele Rentnerinnen und Rentner waren in den 1970er-Jahren noch rüstig genug, um mit 75 oder 80 Jahren morgens um 7 Uhr mit dem Zug in die Berge zu fahren? Das war eine verschwindend geringe Anzahl von Menschen. Heute begegnen mir solche Seniorengruppen regelmässig bei der Fahrt zur Arbeit und zurück. Wir sollten uns freuen, dass so viele ältere Menschen bei uns bei so guter Gesundheit sind.

Wie viele erwachsene Personen haben in den 1970er-Jahren allein in einer Dreizimmerwohnung gewohnt? Fast niemand. Seit 1970 ist der Wohnflächenbedarf um über 40 Prozent gestiegen. 1970 beanspruchte eine Person durchschnittlich 30 Quadratmeter Nettowohnfläche, heute sind es 46 Quadratmeter.

Was ich mit diesen Beispielen zeigen will: Wir haben heute ein anderes Konsumverhalten, ein anderes Mobilitätsverhalten als vor fünfzig Jahren. Aber wir brauchen nach wie vor eine Infrastruktur, die vor vierzig oder fünfzig Jahren für die Bedürfnisse der damaligen Zeit gebaut worden ist. Wir stecken in alten Denkweisen und Verhaltensmustern fest.

Wenn wir also die Probleme, die Sie adressieren und unter "Dichtestress" subsumieren, wirklich anpacken wollen, dann müssen wir primär unser Verhalten ändern und unsere Infrastruktur fit für die Zukunft machen. Das heisst, wir müssen uns flächeneffizient fortbewegen. In der Stadt heisst das, dass wir uns zu Fuss, mit dem Velo, mit dem ÖV fortbewegen, und zwar in dieser Reihenfolge. Wir müssen schauen, dass die Menschen möglichst am gleichen Ort wohnen und arbeiten können, dass sie dort auch einkaufen können und nicht auf das Auto angewiesen sind. Dafür braucht es eine kluge Siedlungsplanung und Stadtentwicklung. Wir müssen dafür sorgen, dass die Arbeitnehmenden ein Recht darauf haben, einen oder zwei Tage in der Woche im Homeoffice zu arbeiten, sofern dies von der Arbeit her möglich ist. Das würde unsere Strassen massiv entlasten und die Staus reduzieren. Wir müssen Alternativen zum Privatauto attraktiv machen. Das Potenzial, den Freizeitverkehr auf umweltfreundliche und flächeneffiziente Verkehrsmittel zu verlagern, ist gross.

Wir müssen mehr bezahlbaren Wohnraum schaffen, den gemeinnützigen Wohnungsbau fördern und endlich dafür sorgen, dass Wohnungen basierend auf der "Kostenmiete plus" vermietet werden, wie es das Gesetz vorsieht. Schliesslich müssen wir das inländische Arbeitskräftepotenzial besser nutzen, indem wir für Gleichstellung und bezahlbare Kinderbetreuung sorgen, damit beide Elternteile arbeiten können, und indem wir ältere Menschen und Menschen mit Beeinträchtigungen beschäftigen und sie nicht vorschnell aussortieren und aus dem Arbeitsmarkt kippen.

All diese Massnahmen sind nachhaltige Massnahmen. Ihre Initiative ist hingegen abzulehnen.

Götte Michael (V, SG): Geschätzte Frau Suter, herzlichen Dank für Ihre Ausführungen. Sie haben wunderbar begonnen. Sie haben zuerst alle Problem aufgezeigt, aber dann haben Sie nur teilweise Lösungen vorgebracht. Ein Thema, das Sie aufgebracht haben, ist, dass wir die Infrastruktur ausbauen müssen. Aber gerade gegen den Ausbau von Infrastrukturprojekten leisteten Sie und Ihre Partei im letzten September massiven Widerstand. Sie kämpften dagegen, dass die Infrastrukturen – konkret: die Autobahnen – ausgebaut werden. Gibt es nicht diverse Widersprüche in Ihrem Votum?

Suter Gabriela (S, AG): Es kommt natürlich darauf an, welche Infrastruktur man ausbauen soll. In der Stadt heisst das beispielsweise, dass man für sichere Fuss- und Velowege sorgt, damit mehr Leute auch mit dem Velo einkaufen, zur Arbeit fahren und sich in der Freizeit so bewegen können. Das ist, was ich unter flächeneffizienter Mobilität subsumiert habe.

Reimann Lukas (V, SG): Liebe Frau Kollegin Suter, ich habe in den Achtzigerjahren in der Schule gelernt, die Schweiz habe 6 Millionen Einwohner. Sie haben jetzt die Siebzigerjahre erwähnt. Wie viele Einwohner hatte die Schweiz in den Siebzigerjahren? Und finden Sie nicht, es sind heute viel, viel mehr?

Suter Gabriela (S, AG): Ich glaube, statt mich zu fragen, geschätzter Kollege Reimann, würden Sie es besser schnell googeln. Dann wüssten Sie es ganz genau und hätten die Statistik gleich zur Hand.

Egger Mike (V, SG): Frau Kollegin Suter, Sie haben wieder von dieser "Abschottung" gesprochen. Aber mit dieser Initiative könnten ja bis ins Jahr 2050 jedes Jahr etwa 40 000 Personen in die Schweiz zuwandern. Ist das für Sie eine Abschottung? Müssten es Ihrer Meinung nach mehr sein?



Suter Gabriela (S, AG): Geschätzter Herr Kollege Egger, vielen Dank für diese Fragen. Ja, ich glaube, der Platz reicht für alle. Aber wir müssen diesen Platz, den wir haben, klug und effizient nutzen – und das machen wir im Moment nicht.

Giezendanner Benjamin (V, AG): Frau Kollegin, Sie haben gesagt, man müsse die flächeneffizientesten Verkehrsträger ausbauen. Können Sie mir bestätigen, dass das Autobahnnetz flächeneffizienter als das Bahnnetz ist?

Suter Gabriela (S, AG): Vielen Dank für diese interessante Frage, Herr Kollege Giezendanner. Es ist nicht effizient, sich alleine in einem überdimensionierten Auto, das zwei Tonnen oder mehr wiegt, fortzubewegen, ohne dass man noch etwas Zusätzliches zu transportieren hat. Es ist leider effektiv so, dass sehr viele Menschen in einem Privatauto zur Arbeit fahren, und sie tun dies alleine, nicht einmal zu zweit, und das verstopft am Schluss die Strassen und auch die Autobahnen.

Aeschi Thomas (V, ZG): Sie sagen, der Platz reiche für alle: Wären Sie für eine Ausweitung der Personenfreizügigkeit auf Länder in Afrika, Asien oder Südamerika? Wären Sie also dafür, dass auch diese Länder ein Personenfreizügigkeitsabkommen mit der Schweiz abschliessen könnten und dass

AB 2025 N 1869 / BO 2025 N 1869

Personen aus diesen Ländern, die z. B. einen Arbeitsvertrag in der Schweiz erhielten, automatisch in die Schweiz kommen dürften, ohne ein Gesuch stellen zu müssen?

Suter Gabriela (S, AG): Vielen Dank für diese Frage, Herr Kollege Aeschi. Ich glaube, darum geht es gar nicht. Niemand spricht von einer ausgeweiteten Personenfreizügigkeit, wie Sie sie skizziert haben. Es geht jetzt um Ihre Initiative. Die Frage vorhin betraf die 40 000 Personen, und da habe ich gesagt, ich finde, der Platz könnte effizienter genutzt werden, dann hätte es Platz für alle.

Schmid Pascal (V, TG): Frau Kollegin, ich möchte nochmals nachhaken. Sie haben gesagt, der Platz in der Schweiz reiche für alle. Wer sind denn "alle"? Ist das die ganze Welt? Müssen oder dürfen wir die ganze Welt aufnehmen?

Suter Gabriela (S, AG): Vielen Dank für diese Anschlussfrage an die vorherige Frage. Ich habe diese ja bereits beantwortet, deswegen muss ich jetzt nicht noch einmal auf Ihre Frage antworten.

Sollberger Sandra (V, BL): Unser Wohlstand wird durch die masslose Zuwanderung aufgefressen. Wegen der sehr hohen und unbegrenzten Zuwanderung in unser Land haben die Menschen weniger Geld im Portemonnaie. Die 100 000 Einwanderer pro Jahr oder, wie man auch sagen kann, die zwei Millionen in den letzten zwanzig Jahren lassen unseren Wohlstand sinken. Der Wohlstand pro Kopf, und das ist die wichtige Zahl für den Einzelnen, schwindet. Die Kaufkraft schwindet. Obwohl die gesamte Schweizer Wirtschaft wächst, bringt das den einzelnen Bürgerinnen und Bürgern nichts, weil dieser Wohlstand auf immer mehr Köpfe verteilt wird. Immer mehr Geld zu haben, bringt doch nichts, wenn dieses Geld auf immer mehr Menschen verteilt wird. Das sollte doch eigentlich jedem klar sein. Wir wachsen in die Breite. Das schafft keine Tiefe, kein Fundament. Das ist kein Wachsen in die Höhe, nein, wir werden fett und träge. Das bringt keine Stärke. Das ist kein Fortschritt, sondern ein Rückschritt.

Diese extreme Zuwanderung ist kein Wundermittel, sondern Gift für unsere Kaufkraft und für unseren Wohlstand. Infrastrukturen wie Strassen, Züge, Schulen, Sportanlagen und Spitäler platzen aus allen Nähten. Das kostet, und das kostet sehr viel. Schauen Sie sich nur die Sozial- und Asylkosten oder die Gesundheitskosten an. Sie alle überborden wegen der riesigen Einwanderung. "Fest steht, dass das Realeinkommen und die Kaufkraft der Mittelschicht in den letzten Jahren gesunken sind" – ich habe soeben einen ehemaligen sozialdemokratischen Nationalrat zitiert.

Diese Entwicklung zeigt ganz deutlich: Es kommen zu viele, und es kommen die Falschen. Diese Bevölkerungsexplosion bringt keinen Wohlstand, weder für den Einzelnen noch für die Gesellschaft, im Gegenteil: Die Gemeinschaft wird extrem belastet. Der Wohlstand pro Kopf sinkt. Die Produktivität lässt nach. Die Sozialwerke werden infrage gestellt und ausgenutzt.

Die Volksinitiative "Keine 10-Millionen-Schweiz!" ist zwingend nötig zum Schutz unserer Umwelt, unserer Lebensqualität, unseres Wohlstandes und überhaupt für unsere Bevölkerung. Denn nur eine Begrenzung und eine aktive Steuerung der Zuwanderung bringen qualitatives Wachstum und sind nachhaltig.

Danke für die Unterstützung.



Lohr Christian (M-E, TG): Faire Spielregeln sind für unser Zusammenleben unverzichtbar. Natürlich braucht auch die Zuwanderung klare Regeln, doch sie müssen mit Respekt und Anstand gestaltet werden, gegenüber den Menschen, die zu uns kommen, und gegenüber uns allen, die wir hier in der Schweiz leben. Die vorliegende Initiative will mit einer starren Obergrenze die Entwicklung unseres Landes steuern. Sie klingt auf den ersten Blick einfach, ja fast technisch, doch in Wahrheit führt sie zu Angst und Unsicherheit und nimmt in Kauf, dass ausgerechnet jene, die auf ein solidarisches Umfeld angewiesen sind, zu den Leidtragenden gehören. Gerade Menschen mit Beeinträchtigungen und Krankheiten wissen, wie entscheidend funktionierende Unterstützungssysteme sind, sei es in der Pflege, in der Betreuung, in der Arbeitsintegration oder im Zugang zu Dienstleistungen. Wenn die Zuwanderung pauschal und drastisch beschränkt wird, trifft das auch diese Systeme. Wir riskieren, dass dringend benötigte Fachkräfte im Gesundheits- und Sozialwesen fehlen. Wir riskieren, dass Familien, die heute schon stark belastet sind, weniger Entlastung und weniger Unterstützung erfahren. Wir riskieren, dass Menschen, die besondere Hilfe brauchen, im Alltag auf noch mehr Hürden stossen. Ein solidarisches Gesellschaftssystem lebt davon, dass wir nicht nur für uns selbst sorgen, sondern füreinander eintreten, dass wir Vielfalt nicht als Bedrohung verstehen, sondern als Chance, voneinander zu lernen. Wer hier lebt, soll wissen: Er oder sie ist Teil einer Gemeinschaft, die einen trägt, unabhängig davon, ob man zugezogen ist, ob man auf Unterstützung angewiesen ist oder ob man voll und ganz selbstständig durchs Leben geht.

Es geht nicht darum, jegliche Grenzen aufzugeben. Aber starre Zahlen und Verbote sind keine Lösung. Sie blenden aus, dass hinter jeder Zahl ein Mensch steht – mit einer Geschichte, mit Hoffnungen, mit Bedürfnissen. Gute Politik darf nicht Mauern errichten, sondern sie muss Brücken bauen. Integration gelingt nicht durch Abgrenzung, sondern indem wir Menschen einbeziehen, indem wir Zugänge zu Bildung, zu Arbeit, zu unserer Gemeinschaft schaffen, indem wir Ängste abbauen, statt neue zu schüren.

Die Schweiz hat immer davon profitiert, offen zu sein. Wir sind stark geworden, weil wir Neues aufgenommen, Vielfalt zugelassen und Innovation gefördert haben. Die "Keine 10-Millionen-Schweiz!"-Initiative legt diesem Erfolgsmodell ein starkes Korsett an. Sie ist nicht die Lösung, sie ist ein Rückschritt. Nachdem ich die Voten heute gehört habe, bin ich mir eben nicht so ganz sicher, ob man hier von einer Nachhaltigkeits-Initiative sprechen kann oder ob es nicht letztlich zu einer Gleichgültigkeits-Initiative wird, auch wenn ich davon überzeugt bin, dass die Initianten das nicht wollen.

Darum bitte ich Sie, lehnen Sie diese Initiative ab. Lassen Sie uns gemeinsam an Regeln arbeiten, die es braucht, die aber fair sind, die nachhaltig wirken und die unsere Gesellschaft im Innersten stärken, indem Sie Rückhalt geben, Perspektiven eröffnen und niemanden zurücklassen. Ich werde heute dem direkten Gegenvorschlag zustimmen.

Strupler Manuel (V, TG): Wenn wir über diese Volksinitiative sprechen, müssen wir darüber sprechen, welches Wachstum für die Schweiz vernünftig und welche Zuwanderung für unser Land nachhaltig ist. So wie jetzt – ungebremst, unkontrolliert – ist es unvernünftig oder eben, wie die Initiative sagt, nicht nachhaltig. Oder ist es beispielsweise vernünftig, in der Schweiz ein Hotel mit Architekten aus Spanien zu bauen, mit Ingenieuren aus Indien, mit Bauarbeitern aus Polen, mit einer Geschäftsleitung aus Deutschland, mit einem Koch aus Rumänien, mit einer Putzfrau aus Portugal und mit einem Investor aus Katar? Das Einzige, was daran noch schweizerisch ist, ist die Beteiligung mit Steuergeldern an der Tourismuswerbung. Die Mitarbeitenden, die wir dafür brauchen, finden in der Schweiz aber kaum Wohnraum; sie bezahlen steuerlich vergünstigte Krankenkassenprämien, ihre Kinder benötigen zusätzliche Pädagogen und Unterstützung in der Schule usw. Bringt der breiten Bevölkerung diese Art von Wachstum wirklich etwas? Vielleicht bringt sie dem "Ämtlisammeler", FDP-Ständerat Damian Müller, etwas, der jetzt schon Angst davor hat, dass bei einer Begrenzung der Zuwanderung bei ihm zuhause niemand mehr das WC repariert; oder vielleicht bringt sie seinen Managerkollegen und der Classe politique etwas. Hört man aber, und das tue ich täglich, den Menschen auf der Baustelle oder der arbeitenden Bevölkerung zu, dann spürt man jeweils bald, dass das Wachstumstempo für viele zu hoch und die damit verbundenen Nachteile zu gross sind. Sie spüren nichts von den von Mitte-Links propagierten Vorteilen der Zuwanderung, sondern sie fühlen sich immer mehr als Verlierer dieser ungebremsen, unkontrollierten Zuwanderung. Der Traum von der Willensnation Schweiz, in der

AB 2025 N 1870 / BO 2025 N 1870

mit Fleiss für alle alles möglich ist, rückt für sie in immer weitere Ferne.

Mein Anspruch an mich als Vater von drei Kindern ist es, eine enkeltaugliche Politik zu machen. Ich möchte es meinen Enkeln ermöglichen, dass auch sie in einem so tollen Land aufwachsen können, wie ich es tun durfte. Wenn ich an das Eidgenössische Schwing- und Älplerfest in Mollis zurückdenke, an die Stimmung am



Samstagmorgen früh, als 50 000 Leute aus Überzeugung unsere Nationalhymne sangen, weiss ich, dass es sich lohnt, sich für unsere Schweiz, unsere Werte und unsere Traditionen einzusetzen und für sie zu kämpfen. Der Erfolg der Schweiz, unser Erfolg, ist auf einem christlichen Fundament aufgebaut. Aber genau dieses Fundament, das uns Erfolg, Frieden und Wohlstand gebracht hat, wird immer mehr von Integrationsunwilligen aus anderen Kulturen infrage gestellt oder sogar mit Füßen getreten.

Deshalb dürfen wir weder aus Bequemlichkeit noch aus kurzfristiger Profitgier eine ungebremsste, unkontrollierte Zuwanderung zulassen. Wir wollen keine Zustände wie in Frankreich oder Schweden. Wir wollen keine Überfremdung und keine Parallelgesellschaften, die meist noch zu hundert Prozent vom Staat leben. Wir wollen keine Kulturen und Glaubensgemeinschaften in der Schweiz, in denen Mädchen und Frauen weniger wert sind. Wir wollen keine importierte Kriminalität.

Mit einem überzeugenden Ja zu unserer Nachhaltigkeits-Initiative verhindern Sie, wie von links behauptet wird, die Zuwanderung nicht, sondern Sie helfen mit, dass wir die Zuwanderung wieder selbst steuern können, dass wir kontrollieren können, wer in unser Land kommt und hierbleiben darf. Mit einem Ja bewahren Sie unsere Heimat. Dafür danke ich Ihnen.

Arslan Sibel (G, BS): Na a questa iniziativa d'isolaziun! Nein zu dieser Abschottungs-Initiative, einer Initiative, die vorgibt, Probleme zu lösen, die gar keine sind, und die in Wahrheit nur Schaden anrichtet. Nichts an dieser Initiative ist ehrlich: weder der Titel noch der Inhalt oder die Zielsetzung. Diese sogenannte Abschottungs- oder Kündigungs-Initiative will eigentlich, dass die Personenfreizügigkeit gekündigt wird. Genau das ist das eigentliche Ziel der SVP. Damit würde die Schweiz ins Abseits gestellt. Unsere Wissenschaft, unsere Wirtschaft, unsere jungen Menschen, die in Europa studieren und arbeiten wollen – sie alle würden massiv eingeschränkt.

Doch statt ehrlich über Lösungen zu reden, wird mit falschen Fakten und Bildern Angst geschürt. Die SVP redet vom Wohnungsmangel und von steigenden Mieten, aber sie ist es, die konsequent gegen Massnahmen stimmt, die bezahlbaren Wohnraum fördern wollen, und die Mieterinnen und Mieter den explodierenden Mieten ausliefert. Es wird oft gesagt, in der Schweiz gebe es zu viel Verkehr. Doch wer profitiert am meisten davon? Es sind jene, die die Autos verkaufen und gleichzeitig den Menschen, die diese Autos kaufen, die Schuld zuschieben. Ich habe recherchiert, Herr Imark, am meisten profitiert davon die Emil Frey AG, deren Inhaber sogar hier im Nationalrat der Fraktionschef der SVP-Fraktion war.

Was wir hier also erleben, ist das typische Ablenkungsmanöver der SVP. Die Schuld wird immer den anderen gegeben, während die eigenen Profite verschwiegen werden. Statt Verantwortung zu übernehmen und den Schutz der Mietenden zu stärken, sucht die SVP Sündenböcke. Und wer eignet sich besser als Einwanderer? Statt sich klar gegen autoritäre Männer und ihre angeheizten Kriege zu stellen, kuschelt die SVP mit ihnen. Sie macht sogar Geschäfte mit ihnen, sei es bei Waffen oder im Rohstoffsektor. Statt Solidarität zu zeigen mit Menschen, die Schutz suchen, macht sie Stimmung gegen Geflüchtete. Sie macht bewusst keine Unterscheidung zwischen denjenigen, die vor Krieg und Gewalt fliehen, und denjenigen, die als dringend benötigte Fachkräfte hierherkommen. Beiden wird misstraut, beiden werden Rechte genommen, während genau diese Menschen gebraucht und gleichzeitig ausgebeutet werden: in Fabriken, auf dem Bau, in der Pflege und wo auch immer, möglichst billig und möglichst ohne Stimme.

Das ist keine verantwortungsvolle Politik. Das ist Willkür, und das ist bössartig. Das ist eine Politik der Abschottung auf dem Rücken der Schwächsten. Es ist verletzend, und das muss auch einmal gesagt werden. Etwas Persönliches: In den letzten Jahren war ich oft auf Beerdigungen – auch von vielen Einwanderinnen und Einwanderern, von Menschen, die einst mit Koffern in die Schweiz kamen und in Särgen wieder in ihre Heimat zurückkehrten. Dass diese Menschen hier auch wertvolle Arbeit geleistet haben, wird von Ihnen ganz fest verschwiegen.

Die Demokratie lebt von Teilhabe. Doch anstatt Menschen, die hier geboren oder aufgewachsen sind, eine faire Chance zur Einbürgerung zu geben, werden die Hürden immer höher gelegt. Menschen, die längst Teil unserer Gesellschaft sind, werden ausgegrenzt, statt endlich als gleichwertige Mitglieder aufgenommen zu werden. Die Initiative schürt einmal mehr Fremdenfeindlichkeit. Sie ist rücksichtslos und gefährlich. Sie bedroht nicht nur unsere internationalen Beziehungen, sondern auch den sozialen Frieden hier bei uns im eigenen Land. Die Schweiz war immer dann stark, wenn sie offen war, wenn sie die Zusammenarbeit suchte, wenn sie Vielfalt als Bereicherung verstand. Diese Initiative aber führt uns in die Isolation, in die Abhängigkeit von autoritären Regimen, in ein Klima der Angst und des Misstrauens.

Empfehlen Sie diese unsägliche Initiative zur Ablehnung! Treten Sie ein für eine offene Schweiz, für eine solidarische Gesellschaft und für eine Zukunft, die auf Zusammenarbeit statt auf Abschottung baut.



AMTLICHES BULLETIN – BULLETIN OFFICIEL

Nationalrat • Herbstsession 2025 • Fünfzehnte Sitzung • 25.09.25 • 08h00 • 25.026
Conseil national • Session d'automne 2025 • Quinzième séance • 25.09.25 • 08h00 • 25.026



Die Beratung dieses Geschäftes wird unterbrochen
Le débat sur cet objet est interrompu

Schluss der Sitzung um 13.00 Uhr
La séance est levée à 13 h 00

AB 2025 N 1871 / BO 2025 N 1871

